

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Philippe MACHENAUD-JACQUIER
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

PARAISANT LE JEUDI

| | | |
|-----------------------|---|-------------------------|
| Matahiti 157 N° 20 | TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI | Mahana 15 no Me 2008 |
|-----------------------|---|-------------------------|

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 42 52 61

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Pages

- Arrêté n° HC 136 SATPN du 28 avril 2008 portant constitution de la commission interdépartementale de correction de la seconde épreuve relative à l'examen professionnel pour l'accès au grade de brigadier de police (qualifications), session 2008 1743

EXTRAITS

- Avenant n° HC 112-08 DAE/BASID du 25 avril 2008 à l'arrêté n° 544 MIDCR du 13 décembre 2005 modifié par l'avenant n° HC 255-07 DAE/BASID du 23 novembre 2007 attribuant une subvention au profit de l'association Jeune chambre économique de Tahiti pour la réalisation du projet "Réalisation d'une bande dessinée sur les récifs coralliens", IFRECOR, ministère 209, programme 123, action 2, sous-action 1, catégorie 64. 1743

ACTES PRIS CONJOINTEMENT

CONVENTIONS ETAT - POLYNESIE FRANÇAISE

- Convention de financement n° 108-08 du 21 avril 2008 au titre de l'année 2008, chantiers de développement local. (Extraits) 1744

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

- Arrêté n° 456 CM du 2 mai 2008 fixant les tarifs des ventes des éditions du musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha. 1745
- Arrêté n° 469 CM du 5 mai 2008 relatif au régime applicable aux membres du haut conseil de la Polynésie française ... 1746

EXTRAITS

- Arrêté n° 455 CM du 2 mai 2008 approuvant l'attribution de la deuxième fraction de la subvention d'exploitation de l'école des sages-femmes au titre de l'exercice 2008 1747
- Arrêté n° 457 CM du 2 mai 2008 renvoyant en seconde lecture la délibération n° 55-07 CG.RSPF du 27 novembre 2007 du comité de gestion du régime de solidarité de la Polynésie française relative au budget de l'exercice 2008 du régime de solidarité de la Polynésie française 1747
- Arrêté n° 458 CM du 2 mai 2008 renvoyant en seconde lecture la délibération n° 35-07 CG.RSPF du 27 novembre 2007 du comité de gestion du régime de solidarité de la Polynésie française approuvant le budget 2008 du fonds d'action sociale du régime de solidarité de la Polynésie française 1747

| | |
|---|------|
| Arrêté n° 459 CM du 2 mai 2008 renvoyant en seconde lecture les délibérations n° 36 à n° 51-07 et n° 53-07 CG.RSPF du 27 novembre 2007 du comité de gestion du régime de solidarité de la Polynésie française relatives à divers avenants conventionnels et dispositions budgétaires | 1747 |
| Arrêté n° 460 CM du 2 mai 2008 renvoyant en seconde lecture la délibération n° 18-07 CA.RNS du 22 novembre 2007 relative au budget de l'exercice 2008 du régime des non-salariés | 1747 |
| Arrêté n° 461 CM du 2 mai 2008 renvoyant en seconde lecture les délibérations n° 16, n° 19 à n° 32 et n° 34 du conseil d'administration du régime des non-salariés du 22 novembre 2007 relatives à divers avenants conventionnels et autres dispositions budgétaires | 1747 |
| Arrêté n° 462 CM du 2 mai 2008 renvoyant en seconde lecture la délibération n° 35-07 CA.RNS du 22 novembre 2007 relative au programme du fonds d'action sociale du régime des non-salariés pour l'exercice 2008 | 1747 |
| Arrêté n° 463 CM du 2 mai 2008 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 56-07 CG.RSPF du 27 novembre 2007 portant attribution d'une subvention en faveur de l'association Turuma | 1747 |
| Arrêté n° 464 CM du 5 mai 2008 portant approbation de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative au projet de route dite "route des coteaux Tipaerui - Oremu" | 1748 |
| Arrêté n° 465 CM du 5 mai 2008 portant approbation de l'avenant n° 1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée n° 7.0245 du 16 août 2007 relative au projet de raccordement du nouvel hôpital de la Polynésie française au réseau routier et d'assainissement | 1748 |
| Arrêté n° 466 CM du 5 mai 2008 modifiant l'arrêté n° 983 CM du 12 juillet 2007 autorisant l'acquisition de parcelles bâties à Pirae et d'emprises sises à Arue appartenant à l'Etat - ministère de la défense et abrogeant l'arrêté n° 1798 CM du 4 décembre 2003 autorisant l'accord relatif à la cession par voie d'échanges compensés de l'emprise du giratoire de Taaone et d'emprises sises à Arue appartenant à l'Etat - défense au profit de la Polynésie française. | 1748 |

ARRETES DU PRESIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Présidence

| | |
|---|------|
| Arrêté n° 1531 PR du 5 mai 2008 portant nomination de M. Jimmy Brodien en qualité de chef de cabinet du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche, en charge des transports terrestres | 1748 |
| Arrêté n° 1545 PR du 5 mai 2008 portant nomination de Mme Fabienne Domby en qualité de directrice de cabinet auprès du ministre de la perliculture et des dessertes interinsulaires maritimes et aériennes | 1749 |
| Arrêté n° 1553 PR du 5 mai 2008 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la culture, de l'artisanat, du patrimoine et de la promotion des langues polynésiennes | 1749 |
| Arrêté n° 1561 PR du 6 mai 2008 portant délégation de signature à M. Gérard Vanizette, chef du service du tourisme, et à certains agents du service du tourisme | 1749 |
| Arrêté n° 1563 PR du 7 mai 2008 portant nomination de Mme Nicole Levesques en qualité de directrice de cabinet auprès du ministre du budget, des finances et des pouvoirs publics, en charge du développement de l'économie numérique | 1750 |
| Arrêté n° 1567 PR du 7 mai 2008 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'économie et du pacte social, en charge du développement durable, du travail, de la formation professionnelle, de l'énergie et des mines | 1751 |
| Arrêté n° 1585 PR du 7 mai 2008 portant délégation de signature à Mlle Katia Testard, secrétaire générale du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française | 1751 |
| Arrêté n° 1586 PR du 7 mai 2008 portant délégation du pouvoir d'ordonnancement à Mme Ingrid Vahinerii Drollet, tavana hau de la circonscription des îles Australes | 1752 |

EXTRAITS

| | |
|--|------|
| Arrêté n° 1562 PR du 6 mai 2008 portant attribution de licences flottantes de navigation charter professionnelle à Sunsail SAS pour les navires "Danger Mouse" et "Banana Man" | 1752 |
|--|------|

Ministère de l'économie et du pacte social

| | |
|--|------|
| Arrêté n° 7 MEP du 5 mai 2008 portant modification de l'arrêté n° 3 MEP du 28 avril 2008 portant délégation de signature de Mme Lovina Joussin, chef du service du travail. | 1752 |
|--|------|

Ministère du budget, des finances et des pouvoirs publics

| | |
|--|------|
| Arrêté n° 26 MEF du 7 mai 2008 portant délégation de signature du ministre du budget, des finances et des pouvoirs publics, en charge du développement de l'économie numérique, à Mme Nicole Levesques. | 1753 |
|--|------|

EXTRAITS

| | |
|---|------|
| Arrêté n° 23 MEF du 6 mai 2008 portant autorisation d'organiser une tombola au profit de l'association des parents et amis de l'école Heitama. | 1753 |
|---|------|

Ministère de l'aménagement et des relations avec les communes

| | |
|--|------|
| Arrêté n° 1 MAC du 6 mai 2008 portant délégation de signature à Mlle Marie-Laure Denis, déléguée au développement des communes par intérim. | 1754 |
|--|------|

| | |
|---|------|
| Arrêté n° 2 MAC du 7 mai 2008 portant délégation de signature en matière de travaux immobiliers. | 1755 |
|---|------|

| | |
|---|------|
| Arrêté n° 3 MAC du 7 mai 2008 portant délégation de signature au chef du service de l'urbanisme et à certains de ses agents. | 1756 |
|---|------|

Ministère de l'équipement, des ports et des aéroports dans les îles

| | |
|--|------|
| Arrêté n° 1 MEQ du 6 mai 2008 portant délégation de signature aux agents de la direction de l'équipement. | 1757 |
|--|------|

| | |
|---|------|
| Arrêté n° 2 MEQ du 6 mai 2008 portant délégation de signature aux agents de la direction de l'équipement des pièces relatives aux marchés publics. | 1761 |
|---|------|

| | |
|---|------|
| Arrêté n° 3 MEQ du 6 mai 2008 portant délégation de signature aux agents de la direction de l'équipement pour l'exercice des missions du service des parcs et jardins. | 1764 |
|---|------|

Ministère de la periculture et des dessertes interinsulaires maritimes et aériennes

| | |
|---|------|
| Arrêté n° 9 MPI du 6 mai 2008 portant délégation de signature du ministre de la periculture et des dessertes interinsulaires maritimes et aériennes. | 1765 |
|---|------|

Ministère de l'environnement et des affaires foncières

| | |
|--|------|
| Arrêté n° 2 MEA du 30 avril 2008 portant prorogation jusqu'au 31 juillet 2008 de l'arrêté n° 90 MTE/ENV du 31 juillet 2007 autorisant à titre provisoire (6 mois) l'entreprise Hennebuise Stellio à installer et exploiter une centrale mobile de production d'enrobés à chaud, dans la commune de Tefarerii, île de Huahine (établissement de la 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement). (Extraits). | 1766 |
|--|------|

| | |
|---|------|
| Arrêté n° 3 MEA du 30 avril 2008 autorisant le haut-commissariat, représenté par l'administrateur, chef de la subdivision administrative des îles Tuamotu-Gambier, M. Frédéric Beaufaÿs, à installer et exploiter une unité de concassage dans la commune de Rikitea, atoll de Totegegie, aux fins de concasser pour utilité publique les produits issus du démantèlement des anciennes installations liées au CEP présentes sur l'atoll de Totegegie (installation de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement). (Extraits). | 1766 |
|---|------|

| | |
|--|------|
| Arrêté n° 4 MEA du 30 avril 2008 autorisant Mmes Maïte et Maruia Lecaill à installer et exploiter les entrepôts de matériaux de construction, sis dans la commune de Papeete (établissement de la 2e classe pour la protection de l'environnement). (Extraits). | 1769 |
|--|------|

| | |
|---|------|
| Arrêté n° 5 MEA du 30 avril 2008 autorisant le haut-commissariat, représenté par l'administrateur, chef de la subdivision administrative des îles Tuamotu-Gambier, M. Frédéric Beaufaÿs, à installer et exploiter une unité de concassage dans la commune de Rikitea, aux fins de concasser pour utilité publique les produits issus du démantèlement des anciennes installations liées au CEP présentes sur l'île de Mangareva (installation de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement). (Extraits). | 1772 |
|---|------|

| | |
|--|------|
| Arrêté n° 6 MEA du 30 avril 2008 autorisant la SAS SOFAP à installer et exploiter les équipements techniques d'une unité de fabrication de peintures dans la commune de Papara (établissement de la 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement). (Extraits). | 1775 |
|--|------|

Ministère de la culture, de l'artisanat, du patrimoine et de la promotion des langues polynésiennes

| | |
|--|------|
| Arrêté n° 4 MCP du 7 mai 2008 portant délégation de signature à Mme Voltina Roomataaroa-Dauphin, chef du service de la traduction et de l'interprétariat. | 1782 |
|--|------|

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

| | |
|---|------|
| Arrêté ministériel du 28 février 2008 relatif aux dispositions réglementaires du code du sport. (JORF du 29 avril 2008) | 1783 |
| Arrêté n° 4-2008 VR/DL du 28 mars 2008 fixant le montant de la subvention pour le financement des dépenses de transport scolaire attribuée à la Polynésie française pour le transport à l'intérieur des îles et entre les îles, dotation 2008. | 1786 |
| Arrêté n° 2-2008 VR/DL du 7 avril 2008 fixant le montant des crédits alloués au titre du forfait externat attribués aux établissements d'enseignement privés sous contrat primaires et secondaires, dotation 2008. | 1786 |

EXTRAITS

| | |
|---|------|
| Arrêté ministériel du 3 avril 2008 fixant la répartition du nombre de contrats offerts au titre de l'année 2008 au concours externe et au concours externe spécial de et en langue régionale d'accès à l'échelle de rémunération de professeur des écoles des établissements d'enseignement privés sous contrat et au concours externe d'instituteur en Nouvelle-Calédonie. (JORF du 27 avril 2008) | 1787 |
| Arrêté ministériel du 22 avril 2008 autorisant au titre de l'année 2008 l'ouverture d'un concours interne pour le recrutement d'ingénieurs de police technique et scientifique de la police nationale. (JORF du 26 avril 2008) | 1787 |
| Convention de financement n° HC 109-08 DAC/FIP du 22 avril 2008 entre le Fonds intercommunal de péréquation et la commune de Bora Bora relative à l'opération intitulée "Acquisition de matériels pour le centre d'enfouissement technique" | 1788 |
| Convention de financement n° HC 110-08 DAC/FIP du 22 avril 2008 entre le Fonds intercommunal de péréquation et la commune de Mahina relative à l'opération intitulée "Acquisition de deux broyeurs de déchets verts". | 1788 |
| Convention de financement n° HC 111-08 DAC/FIP du 24 avril 2008 entre le Fonds intercommunal de péréquation et la commune de Huahine relative à l'opération intitulée "Acquisition d'une camionnette et construction d'une déchetterie" | 1788 |

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

| | |
|---|------|
| Direction des affaires foncières. — Avis n° 2522 DAF-REC-HYP du 30 avril 2008 | 1789 |
|---|------|

PARTIE NON OFFICIELLE

| | |
|---------------------------------------|------|
| Annonces judiciaires et légales. | 1790 |
| Annonces diverses | 1792 |

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° HC 136 SATPN du 28 avril 2008 portant constitution de la commission interdépartementale de correction de la seconde épreuve relative à l'examen professionnel pour l'accès au grade de brigadier de police (qualifications), session 2008.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 66-492 du 9 juillet 1966 portant organisation de la police nationale ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création du corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 modifié fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 ;

Vu le décret n° 2004-1439 du 23 décembre 2004 modifié portant statut particulier du corps d'encadrement et d'application de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 10 janvier 2005 relatif à l'examen professionnel de période transitoire pour l'accès au grade de brigadier de police ;

Vu l'arrêté du 25 octobre 2005 relatif à l'examen professionnel pour l'accès au grade de brigadier de police ;

Vu l'instruction ministérielle DAPN/SDRH/BR5/2007 du 27 juin 2007 concernant l'examen professionnel pour l'accès au grade de brigadier de police (qualifications) ;

Sur proposition du directeur de cabinet,

Arrête :

Article 1er.— La commission interdépartementale de correction de la seconde épreuve relative à l'examen

professionnel pour l'accès au grade de brigadier de police, session 2008, pour la Polynésie française, se compose ainsi qu'il suit :

Président : M. Angel Igual, commissaire divisionnaire, directeur de la sécurité publique ;

Membres : MM. Jean-Loïc Hanuse, commandant de police à la direction de la sécurité publique, et Cyril Raioha, brigadier-chef de police au service des renseignements généraux.

Art. 2.— Le directeur de cabinet et le chef du service administratif et technique de la police nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 avril 2008.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le directeur de cabinet,
Eric REQUET.

Par avenant n° HC 112-08 DAE/BASID du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 25 avril 2008.— *Objet du présent avenant*

Le présent avenant a pour objet de modifier les délais d'exécution de l'opération.

L'article 2 de l'arrêté n° 544 MIDCR du 13 décembre 2005 attribuant une subvention au profit de l'association Jeune chambre économique de Tahiti pour la réalisation d'une bande dessinée sur les récifs coralliens est remplacé par les dispositions suivantes :

"Art. 2.— Coût de l'opération et délai d'exécution

Cette opération est estimée à un montant global TTC de 65 783 euros, soit 7 850 000 F CFP.

Cette opération devra se réaliser selon le calendrier d'exécution suivant : au plus tard le 31 décembre 2008."

Les autres articles sont sans changement.

ACTES PRIS CONJOINTEMENT

CONVENTIONS ETAT - POLYNÉSIE FRANÇAISE

CONVENTION de financement n° 108-08 du 21 avril 2008.

Entre :

- l'Etat, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française, *d'une part*,

Et :

- la Polynésie française, représentée par son président, *d'autre part*,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er. — Coût du dispositif

En ce qui concerne la première délégation, les crédits consacrés par l'Etat et la Polynésie française au financement des chantiers de développement local pour l'année 2008 s'établissent de la manière suivante :

- pour l'Etat : 300 000 euros, soit 35 799 523 F CFP
- pour la Polynésie française : 60 000 euros, soit 7 159 905 F CFP

La ventilation de l'enveloppe annoncée s'établit ainsi qu'il suit :

| Financements | Etat | Polynésie française | Total |
|---|-----------------------------------|---------------------------------|-----------------------------------|
| <i>Gestion 2008</i> | | | |
| Rémunérations et charges sociales | | | |
| Chantiers adultes (70 % de la dotation) | 210 000 euros 25 059 666 F CFP | 0 | 210 000 euros 25 059 666 F CFP |
| Chantiers jeunes (30 % de la dotation) | 90 000 euros 10 739 857 F CFP | 0 | 90 000 euros 10 739 857 F CFP |
| Formation des stagiaires | | 60 000 euros 7 159 905 F CFP | 60 000 euros 7 159 905 F CFP |
| <i>Total</i> | 300 000 euros 35 799 523 F CFP | 60 000 euros 7 159 905 F CFP | 360 000 euros 42 959 427 F CFP |

et selon la répartition prévisionnelle entre les organismes d'accueil, objet de l'annexe 1.

Art. 2. — Mise en œuvre des financements

2.1 - La participation financière de l'Etat, d'un montant de 300 000 euros, soit 35 799 523 F CFP, sera engagée dès la signature de la présente convention.

2.2 - Conformément aux dispositions des articles 6 et 8 de la convention cadre n° 92-3 du 30 juin 1992 :

- l'Etat assure la rémunération et les charges afférentes à l'ensemble des bénéficiaires jeunes et adultes, quel que soit l'organisme d'accueil ;
- la Polynésie française prend en charge le coût des actions de formation et d'accompagnement.

2.3 - Lors de l'élaboration des programmes de formation des stagiaires, un effort particulier sera fait en faveur des archipels éloignés, notamment en organisant, autant qu'il sera possible, des missions itinérantes de formation.

Art. 3. — Durée

La présente convention sera caduque au terme de l'exercice budgétaire 2008.

ANNEXE 1

Répartition prévisionnelle selon les organismes d'accueil

Base de 300 000 euros, soit 35 799 523 F CFP
SMIG horaire = 810,65 F CFP au 1er février 2007

| Nombre de semaines | Quota adultes | Quota jeunes | Total par employeur |
|----------------------------|---------------|--------------|---------------------|
| Communes | 204 | 488 | 692 |
| Services de l'Etat | 316 | 36 | 352 |
| Polynésie française | 316 | - | 316 |
| Associations | - | 244 | 244 |
| <i>Total par catégorie</i> | 836 | 768 | 1 604 |

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 456 CM du 2 mai 2008 fixant les tarifs des ventes des éditions du musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha.

NOR : MTI0800543AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la culture, de l'artisanat, du patrimoine et de la promotion des langues polynésiennes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1355 PR du 19 avril 2008 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2000-137 APF du 9 novembre 2000 relative à l'établissement public dénommé "musée de Tahiti et des îles - Te Fare Iamanaha" ;

Vu l'arrêté n° 1619 CM du 24 novembre 2000 modifié portant organisation et fonctionnement de l'établissement "musée de Tahiti et des îles - Te Fare Iamanaha" ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 535 CM du 28 juillet 2005 portant nomination de M. Jean-Marc Pambrun en qualité de directeur du musée de Tahiti et des îles - Te Fare Iamanaha ;

Vu l'arrêté n° 1168 CM du 15 décembre 2005 modifiant la dénomination de l'établissement "musée de Tahiti et des îles - Te Fare Iamanaha" ;

Vu l'arrêté n° 512 CM du 12 avril 2007 portant nomination de M. Jason Leau en qualité de commissaire de gouvernement auprès de l'établissement "musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha" ;

Vu l'arrêté n° 371 CM du 21 mars 2001 rendant exécutoires les délibérations n° 5-01 et n° 6-01 MTI du conseil

d'administration du musée de Tahiti et des îles - Te Fare Iamanaha ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 23 avril 2008,

Arrête :

Article 1er. — Les tarifs des ventes des éditions du musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha sont fixés ainsi qu'il suit :

| Titres éditions diverses | Tarif MTI-TFM | Tarifs librairie |
|---|---------------|------------------|
| Cahier du patrimoine n° 1 : histoire et traditions de Huahine et Pora Pora | 2 000 | 1 500 |
| Cahier du patrimoine n° 2 : Pora Pora i te fanau tahi, mille ans de mémoire | 2 000 | 1 500 |
| Cahier du patrimoine n° 3 : îles Marquises, histoire de la terre des hommes | 3 200 | 2 400 |
| Cahier du patrimoine n° 4 : code des lois | 3 000 | 2 250 |
| Cahier du patrimoine n° 5 : la lignée royale des Tamaloa de Raiatea | 2 500 | 1 875 |
| Cahier du patrimoine n° 7 : la cuisson au four de terre en PF | 2 000 | 1 500 |
| Cahier du patrimoine n° 8 : Huahine aux temps anciens | 2 000 | 1 500 |
| Carte toponymique de Bora Bora | 1 500 | 1 125 |
| Aebi | 1 200 | 900 |
| Natira'a | 4 000 | 3 000 |
| Tome 1 : tatouage Von Den Steinen | 5 200 | 3 900 |
| Tome 2 : plastique Von Den Steinen | 5 200 | 3 900 |
| Catalogues | Tarif MTI-TFM | Tarifs librairie |
| Catalogue tolna français et anglais | 350 | 263 |
| Catalogue Giraud : de Tahiti 1842-1848 | 1 500 | 1 125 |
| Catalogue costume de danse et instrument | 1 500 | 1 125 |
| Catalogue JP Forest : l'impossible couture du temps | 1 200 | 900 |
| Catalogue photo Spitz et Parry | 2 500 | 1 875 |
| Catalogue la Orana Gauguin | 3 500 | 2 625 |
| Catalogue Tahiti l'eden à l'épreuve de la photographie | 4 500 | 3 375 |
| Gauguin et la photographie | 6 000 | 4 500 |
| Collections du musée | 4 000 | 3000 |
| Joan Abello en Polynésie | 3 500 | 2 625 |
| Catalogue Roger Parry : au-delà du mythe tahitien | 3 950 | 2 963 |
| Catalogue Destins d'objets polynésiens | 1 500 | 1 125 |
| Affiches | Tarif MTI-TFM | Tarifs librairie |
| Expositions diverses | 300 | 225 |
| Exposition Art contemporain | 150 | 113 |
| Exposition la Orana Gauguin | 500 | 375 |
| Exposition Roger Parry | 500 | 375 |
| Fiches | Tarif MTI-TFM | Tarifs librairie |
| Fiches d'objets | 100 | 75 |
| DVD | Tarif MTI-TFM | Tarifs librairie |
| DVD la Orana Gauguin | 2 500 | 1 875 |

| | | |
|--------------------------------|---------------|------------------|
| Titres éditions diverses | Tarif MTI-TFM | Tarifs librairie |
| Guides | Tarif MTI-TFM | Tarifs librairie |
| Guide va'a français et anglais | 500 | 375 |
| Cartes postales | Tarif MTI-TFM | Tarifs librairie |
| Diverses cartes postales | 30 | 23 |

Art. 2.— Le ministre de la culture, de l'artisanat, du patrimoine et de la promotion des langues polynésiennes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 mai 2008.
Gaston TONG SANG.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la culture,
de l'artisanat, du patrimoine
et de la promotion des langues polynésiennes,*
Joseph KAIHA.

ARRETE n° 469 CM du 5 mai 2008 relatif au régime applicable aux membres du haut conseil de la Polynésie française.

NOR : HCP0800665AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1355 PR du 19 avril 2008 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 142 CM du 25 août 2004 relatif à l'organisation et au fonctionnement du haut conseil de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 207 du 28 février 1991 modifié portant réglementation de la prise en charge par le budget de la Polynésie française des frais d'installation, d'entretien et d'abonnement de postes téléphoniques ainsi que des taxes de communication ;

Vu la délibération n° 96-177 APF du 19 décembre 1996 modifiée relative aux agents publics occupant des emplois fonctionnels ou rémunérés par rapport à la grille des emplois fonctionnels ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 avril 2008,

Arrête :

Article 1er.— Les dispositions du présent arrêté s'appliquent indistinctement à l'ensemble des membres du haut conseil de la Polynésie française, quel que soit leur statut d'origine et nonobstant les dispositions de droit commun applicables aux fonctionnaires civils et militaires en position de détachement auprès de la Polynésie française.

Au sens du présent arrêté, le terme "fonctionnaire détaché" s'entend du fonctionnaire en position de détachement auprès de la Polynésie française pour servir en qualité de membre permanent du haut conseil de la Polynésie française.

Art. 2.— L'indemnité mensuelle du président du haut conseil de la Polynésie française est déterminée par référence à l'indice 1156 (groupe 4, chevron 1) de la grille des emplois fonctionnels.

L'indemnité mensuelle des autres membres permanents du haut conseil de la Polynésie française est déterminée par référence à l'indice 1016 (groupe 3, chevron 4) de la grille des emplois fonctionnels.

Elle est versée à compter de la nomination des intéressés.

Le président du haut conseil perçoit en outre une indemnité mensuelle au titre des frais de représentation dont le montant sera ultérieurement déterminé par un arrêté pris en conseil des ministres. Il dispose d'un logement de fonction.

Art. 3.— Par exception aux dispositions ci-dessus, lorsqu'il apparaît que les dispositions réglementaires de droit commun relatives à la rémunération des fonctionnaires civils et militaires en position de détachement auprès de la Polynésie française sont plus favorables que l'indemnité à laquelle le fonctionnaire détaché peut prétendre en vertu de l'article 2, ces dispositions prévalent.

Art. 4.— L'article 1er de l'arrêté n° 207 CM du 28 février 1991 susvisé est complété par l'alinéa suivant : "président du haut conseil de la Polynésie française".

Art. 5.— Les membres du haut conseil de la Polynésie française qui, au moment de leur nomination, avaient leur résidence principale à l'extérieur de la Polynésie française, bénéficient :

- De la prise en charge des frais de passage, en classe économique, pour eux, les membres de leur famille, depuis leur domicile jusqu'à Papeete et de retour à la fin de leur mandat ; le passage du président du haut conseil s'effectue en classe affaires ;
- De la prise en charge des frais de transport des effets personnels par voie maritime entre leur domicile et Papeete et retour à la fin de leur mandat, dans la limite ouverte aux agents non titulaires de l'administration.

Art. 6.— Les déplacements en mission hors de la Polynésie française sont effectués en classe affaires pour le président du haut conseil et en classe économique pour les autres membres, sauf raisons de santé dûment justifiées.

Le président du haut conseil de la Polynésie française arrête les missions et désigne les missionnaires.

L'indemnité de déplacement versée à l'occasion des déplacements à l'extérieur et à l'intérieur de la Polynésie française est la suivante :

- lorsqu'ils sont en mission à l'extérieur de la Polynésie française, les membres du haut conseil de la Polynésie française perçoivent par jour de déplacement et pendant toute la durée de leur mission une indemnité égale à 40 fois la valeur du point d'indice de la fonction publique de la Polynésie française ;
- lorsqu'ils sont en mission à l'intérieur de la Polynésie française, les membres du haut conseil de la Polynésie française perçoivent par jour de déplacement et pendant toute la durée de leur mission une indemnité égale à 32 fois la valeur du point d'indice de la fonction publique de la Polynésie française.

Cette indemnité se décompose ainsi :

- une indemnité de repas lorsque la personne se trouve en mission pendant la totalité de la période comprise entre 11 heures et 14 heures, pour le repas du midi ;
- une indemnité de repas lorsque la personne se trouve en mission pendant la totalité de la période comprise entre 18 heures et 21 heures pour le repas du soir ;
- une indemnité de nuitée lorsque la personne se trouve en mission pendant la totalité de la période comprise entre 0 heure et 5 heures, pour la chambre et le petit déjeuner ;
- l'indemnité de repas est égale au quart de l'indemnité journalière, l'indemnité de nuitée est égale à la moitié de l'indemnité journalière ;
- une avance dont le montant est plafonné à 75 % du montant prévisible de ladite indemnité est versée à la demande de l'intéressé.

Art. 7.— Pour la constitution de sa pension, le fonctionnaire détaché continue à bénéficier du régime qui lui était applicable dans son administration d'origine. La retenue pour pension ainsi que la part patronale afférente, s'effectuent sur la base du traitement indiciaire brut déterminé à partir de la fiche financière transmise par son administration d'origine.

Art. 8.— En matière de protection sociale et de prestations familiales, le fonctionnaire détaché est soumis au régime en vigueur pour les fonctionnaires détachés en service en Polynésie française.

Art. 9.— Le fonctionnaire détaché bénéficie en matière de logement et d'indemnité d'éloignement des mêmes droits, servis dans les mêmes conditions que ceux que l'Etat accorde à ses fonctionnaires affectés sans limitation de durée en Polynésie française.

Art. 10.— Lorsque le détachement arrive à son terme avant la fin du mandat de membre du haut conseil, la Polynésie française s'oblige à en solliciter le renouvellement ou la prolongation pour la durée nécessaire à l'accomplissement du mandat.

Art. 11.— Les dispositions de l'arrêté n° 518 CM du 21 juillet 2005 modifié relatif au régime indemnitaire des membres du haut conseil de la Polynésie française et de l'article 2 de l'arrêté n° 348 CM du 14 octobre 2004 relatif au régime indemnitaire des membres et du secrétaire général du haut conseil de la Polynésie française sont abrogées.

A titre transitoire, les avantages précédemment accordés à des membres du haut conseil de la Polynésie française et qui ne sont pas maintenus par le présent arrêté, leurs sont acquis jusqu'au terme de leur mandat.

Art. 12.— Le ministre du budget, des finances et des pouvoirs publics, en charge du développement de l'économie numérique, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 mai 2008.
Gaston TONG SANG.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du budget, des finances
et des pouvoirs publics,*
Georges PUCHON.

NOR : DFC0800678AC

Par arrêté n° 455 CM du 2 mai 2008.— Est approuvée l'attribution à l'école des sages-femmes d'une deuxième fraction de la subvention d'exploitation d'un montant de *six millions huit cent vingt-cinq mille francs CFP* (6 825 000 F CFP), au titre du deuxième trimestre de l'exercice 2008. La subvention sera débloquée comme suit :

- 2 275 000 F CFP, dès la certification du caractère exécutoire du présent arrêté ;
- 2 275 000 F CFP, au mois de mai ;
- 2 275 000 F CFP, au mois de juin.

La dépense est imputable au budget de la Polynésie française, sous-chapitre 967-03, article 657-332, "Centre hospitalier de Polynésie française", exercice 2008.

NOR : MSL0800574AC

Par arrêté n° 457 CM du 2 mai 2008.— Est renvoyée en seconde lecture la délibération n° 55-07 CG.RSPF du 27 novembre 2007 du comité de gestion du régime de solidarité de la Polynésie française relative au budget de l'exercice 2008 du régime de solidarité de la Polynésie française.

NOR : MSL0800575AC

Par arrêté n° 458 CM du 2 mai 2008.— Est renvoyée en seconde lecture la délibération n° 35-07 CG.RSPF du 27 novembre 2007 du comité de gestion du régime de solidarité de la Polynésie française approuvant le budget 2008 du fonds d'action sociale du régime de solidarité de la Polynésie française.

NOR : MSL0800576AC

Par arrêté n° 459 CM du 2 mai 2008.— Sont renvoyées en seconde lecture les délibérations n° 36-07 à n° 53-07 CG.RSPF du 27 novembre 2007 du comité de gestion du régime de solidarité de la Polynésie française relatives à divers avenants conventionnels et dispositions budgétaires.

NOR : MSL0800577AC

Par arrêté n° 460 CM du 2 mai 2008.— Est renvoyée en seconde lecture la délibération n° 18-07 CA.RNS du 27 novembre 2007 relative au budget de l'exercice 2008 du régime des non-salariés.

NOR : MSL0800578AC

Par arrêté n° 461 CM du 2 mai 2008.— Sont renvoyées en seconde lecture les délibérations n° 16-07 et n° 19-07 à n° 34-07 du conseil d'administration du régime des non-salariés du 22 novembre 2007 relatives à divers avenants conventionnels et autres dispositions budgétaires.

NOR : MSL0800578AC

Par arrêté n° 462 CM du 2 mai 2008.— Est renvoyée en seconde lecture la délibération n° 35-07 CA.RNS du 22 novembre 2007 relative au programme du fonds d'action sociale du régime des non-salariés pour l'exercice 2008.

NOR : MSL0800697AC

Par arrêté n° 463 CM du 2 mai 2008.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 56-07 CG.RSPF du 27 novembre 2007 portant attribution d'une subvention en faveur de l'association Turuma d'un montant d'un *million de francs CFP* (1 000 000 F CFP).

NOR : EGT0702152AC

Par arrêté n° 464 CM du 5 mai 2008.— La convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Polynésie française et l'Etablissement public des grands travaux relative au projet de route dite "route des coteaux Tipaerui-Oremu-Sainte-Hilaire" est approuvée.

Le ministre de l'équipement, des ports et des aéroports dans les îles, en charge des grands travaux, est habilité à signer ladite convention de maîtrise d'ouvrage déléguée.

L'arrêté n° 1169 CM du 14 août 2007 portant approbation de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative au projet de route dite "route des coteaux Tipaerui-Oremu" est abrogé.

NOR : EGT0800410AC

Par arrêté n° 465 CM du 5 mai 2008.— L'avenant n° 1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Polynésie française et l'Etablissement public des grands travaux relative au projet de raccordement du nouvel hôpital de la Polynésie française au réseau routier et d'assainissement est approuvé.

Le ministre de l'équipement, des ports et des aéroports dans les îles, en charge des grands travaux, est habilité à signer ledit avenant.

NOR : DAF0702772AC

Par arrêté n° 466 CM du 5 mai 2008.— Le paragraphe 3 de l'article 1er de l'arrêté n° 983 CM du 12 juillet 2007 autorisant l'acquisition de parcelles bâties à Pirae et d'emprises sises à Arue appartenant à l'Etat, ministère de la défense, et abrogeant l'arrêté n° 1798 CM du 4 décembre 2003 autorisant l'accord relatif à la cession par voie d'échanges compensées de l'emprise du giratoire de Taaone et d'emprises sises à Arue appartenant à l'Etat - défense, au profit de la Polynésie française, est rédigé ainsi qu'il suit :

"3° Les parcelles sises commune de Arue, cadastrées :

| Section | N° | Contenance |
|---------|-------|---------------------|
| C | 45 | 639 mètres carrés ; |
| C | 46 | 207 mètres carrés ; |
| | Total | 846 mètres carrés ; |
| K | 536 | 24 mètres carrés." |

L'article 4 de l'arrêté n° 983 CM du 12 juillet 2007 est rédigé ainsi qu'il suit :

"La compensation avec les travaux de contournement de la servitude Bonno effectués par la Polynésie française sur une partie de la parcelle C n° 57 à Arue est imputée au budget de la Polynésie française :

- 37 276 000 F CFP au chapitre 914, AP 232-2007, AE 312-2007, article 211 ;
- 262 724 000 F CFP au chapitre 914, AP 232-2007, AE 312-2007, article 213."

L'article 5 de l'arrêté n° 983 CM du 12 juillet 2007 est rédigé ainsi qu'il suit :

"La dépense relative au solde de l'opération, soit *quatre cent dix millions de francs CFP* (410 000 000 F CFP), est imputée au budget de la Polynésie française, chapitre 914, AP 231-2007, AE 311-2007, article 211."

ARRETES DU PRESIDENT DE LA POLYNESIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 1531 PR du 5 mai 2008 portant nomination de M. Jimmy Brodien en qualité de chef de cabinet du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche, en charge des transports terrestres.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 44-2008 APF/SG du 15 avril 2008 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Gaston Tong Sang ;

Vu l'arrêté n° 1355 PR du 19 avril 2008 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1359 PR du 21 avril 2008 relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche, en charge des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 95-129 AT du 24 août 1995 modifiée portant création de cabinets auprès du Président et des membres du gouvernement, et fixant les conditions de recrutement, de rémunération et le régime indemnitaire des membres de cabinet et ses textes d'application ;

Vu la demande de mise à disposition en date du 21 avril 2008,

Arrête :

Article 1er.— M. Jimmy Brodien est nommé en qualité de chef de cabinet du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche, en charge des transports terrestres, à compter du 21 avril 2008.

Art. 2.— Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche, en charge des transports terrestres, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jimmy Brodien et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 mai 2008.
Gaston TONG SANG.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'éducation,
de l'enseignement supérieur
et de la recherche,
Tearii ALPHA.*

ARRETE n° 1545 PR du 5 mai 2008 portant nomination de Mme Fabienne Domby en qualité de directrice de cabinet auprès du ministre de la perliculture et des dessertes interinsulaires maritimes et aériennes.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 44-2008 APF/SG du 15 avril 2008 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Gaston Tong Sang ;

Vu l'arrêté n° 1355 PR du 19 avril 2008 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1362 PR du 21 avril 2008 relatif aux attributions du ministre de la perliculture et des dessertes interinsulaires maritimes et aériennes ;

Vu la délibération n° 95-129 AT du 24 août 1995 modifiée portant création de cabinets auprès du Président et des membres du gouvernement, et fixant les conditions de recrutement, de rémunération et le régime indemnitaire des membres de cabinet et ses textes d'application,

Arrête :

Article 1er.— Mme Fabienne Domby est nommée en qualité de directrice de cabinet auprès du ministre de la perliculture et des dessertes interinsulaires maritimes et aériennes, à compter du 28 avril 2008.

Art. 2.— Le ministre de la perliculture et des dessertes interinsulaires maritimes et aériennes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 mai 2008.
Gaston TONG SANG.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la perliculture
et des dessertes interinsulaires
maritimes et aériennes,
Teva HUIOTU-HAPAITAHAA.*

ARRETE n° 1553 PR du 5 mai 2008 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la culture, de l'artisanat, du patrimoine et de la promotion des langues polynésiennes.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 44-2008 APF/SG du 15 avril 2008 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Gaston Tong Sang ;

Vu l'arrêté n° 1355 PR du 19 avril 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1369 PR du 21 avril 2008 relatif aux attributions du ministre de la culture, de l'artisanat, du patrimoine et de la promotion des langues polynésiennes ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Louis Frébault, ministre de l'équipement, des ports et des aéroports dans les îles, en charge des grands travaux, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de la culture, de l'artisanat, du patrimoine et de la promotion des langues polynésiennes, pendant l'absence de M. Joseph Kaiha, du 8 au 13 mai 2008 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 mai 2008.
Gaston TONG SANG.

ARRETE n° 1561 PR du 6 mai 2008 portant délégation de signature à M. Gérard Vanizette, chef du service du tourisme, et à certains agents du service du tourisme.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 44-2008 APF/SG du 15 avril 2008 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Gaston Tong Sang ;

Vu la délibération n° 2001-205 APF du 6 décembre 2001 portant création du service du tourisme ;

Vu l'arrêté n° 1779 CM du 31 décembre 2001 portant organisation du service du tourisme ;

Vu l'arrêté n° 246 CM du 21 février 2007 portant nomination de M. Gérard Vanizette en qualité de chef du service du tourisme ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Gérard Vanizette, chef du service du tourisme, à l'effet de signer au nom du Président de la Polynésie française, dans la limite de ses attributions, tous actes et correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 et 1.6 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984.

Art. 2.— M. Gérard Vanizette reçoit en particulier délégation pour les actes et correspondances suivants :

2 - A) Dans le domaine des missions générales du service du tourisme

- 1° Avis techniques concernant les matières dont le service du tourisme a la charge ;
- 2° Informations de nature juridique ou économique ou statistique, relatives à l'activité touristique ;
- 3° Correspondances adressées aux usagers du service pour l'instruction de leurs dossiers ;
- 4° Application des textes réglementaires et modalités de fonctionnement des professions liées à l'exercice des activités touristiques, de l'industrie hôtelière terrestre et flottante, de l'industrie para-hôtelière et de la restauration touristique ;
- 5° Application des textes réglementaires concernant les statistiques touristiques ;
- 6° Rapports de présentation des dossiers instruits dans le cadre de la commission technique des agences de voyages et des bureaux d'excursions ;
- 7° Rapports de présentation des dossiers instruits dans le cadre de la commission consultative de la navigation charter ;
- 8° Rapports de présentation des dossiers instruits dans le cadre de la commission de classement des établissements d'hébergement de tourisme ;
- 9° Rapports de présentation, actes et correspondances relatifs à l'instruction des demandes d'attribution d'aides dont :
 - le service est instructeur : notamment l'aide à la création, à l'extension, à la rénovation des établissements relevant de la petite hôtellerie familiale et de l'hébergement de tourisme chez l'habitant, et au secteur des activités touristiques ;
 - ou pour lesquelles l'avis du service est sollicité : notamment le Fonds de développement des archipels, le fonds pour les restructurations de défense, l'aide à la création et au développement des entreprises, les dispositifs d'incitations fiscales à l'investissement, concernant les secteurs de l'hébergement touristique, de la para-hôtellerie, de la restauration et des activités touristiques ;
- 10° Autorisations d'occupation temporaire à titre gracieux d'une durée inférieure ou égale à 3 mois, sur le domaine public et privé de la Polynésie française affecté au profit du service du tourisme.

2 - B) Dans le domaine de la gestion du personnel placé sous son autorité

- 1° Propositions de réduction ou de bonification pour les avancements à l'ancienneté, de changement de grade ou de groupe ;
- 2° Notations ;
- 3° Ordres de déplacement à l'intérieur de la Polynésie française n'excédant pas six jours ;
- 4° Réquisitions de transport en exécution d'un ordre de déplacement ;
- 5° Autorisations d'absence à l'exception des autorisations d'absence accordées pour participation à des rencontres sportives ou culturelles de haut niveau ;
- 6° Congés annuels ;
- 7° Congés de maternité ;
- 8° Sanctions disciplinaires : avertissement ou blâme (à l'exception des cadres A pour le blâme) ;
- 9° Etablissement des certificats de travail, de prise de fonction, de service fait, de réintégration ou de cessation de fonctions ;

- 10° Affectation initiale et changement d'affectation dans le cadre d'une procédure d'appel à mutation interne ;
- 11° Rapports de stage dans le cadre d'une titularisation, du corps de volontaires au développement (CVD) ou d'un stage scolaire.

2 - C) Dans le domaine de la gestion des crédits alloués et dans la limite de trente millions de francs CFP (30 000 000 F CFP)

- 1° Engagement et liquidation des dépenses de fonctionnement ;
- 2° Engagement et liquidation des dépenses d'investissement ;
- 3° Certificats du service fait ;
- 4° Actes de procédures ayant trait à la passation de marchés publics ;
- 5° Actes préparatoires pour les marchés excédant *trente millions de francs CFP* (30 000 000 F CFP) ;
- 6° Contrats, conventions, actes, lettres et bons de commande relatifs à l'exercice des compétences dévolues au service du tourisme.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Gérard Vanizette, chef de service, les délégations prévues aux articles précédents sont exercées par Mme Chantal Hacques épouse Tokoragi, responsable du département "administration générale".

Art. 4.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Chantal Hacques épouse Tokoragi, les délégations prévues aux articles précédents sont exercées par les chefs de département dans le cadre de leurs attributions respectives ainsi qu'il suit :

- pour le département "aménagement touristiques", par M. Guillaume Raynal, pour les délégations mentionnées à l'article 2 - A) alinéas 1 à 3 et 10 ; 2 - B) alinéas 3, 4 et 6, et dans la limite de *cinq cent mille francs CFP* (500 000 F CFP) les délégations mentionnées à l'article 2 - C) alinéas 1 à 3 et 6 ;
- pour le département "hébergement touristiques", par M. Bruno Jordan, pour les délégations mentionnées à l'article 2 - A) alinéas 1 à 5, 8 et 9 et à l'article 2 - B) alinéas 3, 4 et 6 ;
- pour le département "activités touristiques", par M. Sébastien Dos Anjos, pour les délégations mentionnées à l'article 2 - A) alinéas 1 à 7 et 9 et à l'article 2 - B) alinéas 3, 4 et 6.

Art. 5.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 mai 2008.
Gaston TONG SANG.

ARRETE n° 1563 PR du 7 mai 2008 portant nomination de Mme Nicole Levesques en qualité de directrice de cabinet auprès du ministre du budget, des finances et des pouvoirs publics, en charge du développement de l'économie numérique.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 44-2008 APF/SG du 15 avril 2008 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Gaston Tong Sang ;

Vu l'arrêté n° 1355 PR du 19 avril 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1360 MEF du 21 avril 2008 relatif aux attributions du ministre du budget, des finances et des pouvoirs publics, chargé du développement de l'économie numérique ;

Vu la délibération n° 95-129 AT du 24 août 1995 modifiée portant création de cabinets auprès du Président du gouvernement et des membres du gouvernement et fixant les conditions de recrutement, de rémunération et le régime indemnitaire des membres de cabinet et ses textes d'application,

Arrête :

Article 1er.— Mme Nicole Levesques est nommée en qualité de directrice de cabinet auprès du ministre du budget, des finances et des pouvoirs publics, chargé du développement de l'économie numérique, à compter du 21 avril 2008.

Art. 2.— Le ministre du budget, des finances et des pouvoirs publics, en charge du développement de l'économie numérique, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Nicole Levesques et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 mai 2008.
Gaston TONG SANG.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre du budget, des finances
et des pouvoirs publics,*
Georges PUCHON.

ARRETE n° 1567 PR du 7 mai 2008 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'économie et du pacte social, en charge du développement durable, du travail, de la formation professionnelle, de l'énergie et des mines.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 44-2008 APF/SG du 15 avril 2008 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Gaston Tong Sang ;

Vu l'arrêté n° 1355 PR du 19 avril 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1357 PR du 21 avril 2008 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie et du pacte social, en charge du développement de l'emploi durable, du travail, de la formation professionnelle, de l'énergie et des mines ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Mairai Sun, ministre de l'industrie, des très petites, petites et moyennes entreprises et des métiers, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de l'économie et du pacte social, en charge du développement de l'emploi durable, du travail, de la formation professionnelle, de l'énergie et des mines, pendant l'absence de M. Guy Lejeune, du 14 au 26 mai 2008 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 mai 2008.
Gaston TONG SANG.

ARRETE n° 1585 PR du 7 mai 2008 portant délégation de signature à Mlle Katia Testard, secrétaire générale du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 44-2008 APF/SG du 15 avril 2008 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Gaston Tong Sang ;

Vu l'arrêté n° 1355 PR du 19 avril 2008 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2005-64 APF du 13 juin 2005 portant composition, organisation et fonctionnement du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 298 CM du 27 février 1998 nommant Mlle Katia Testard secrétaire générale du Conseil économique, social et culturel ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— En application des articles 40 et 41 de la délibération n° 2005-64 APF du 13 juin 2005, délégation de signature est donnée à Mlle Katia Testard, secrétaire générale du Conseil économique, social et culturel, à l'effet de signer, au nom du Président de la Polynésie française, les correspondances relatives à la gestion du personnel du secrétariat général du Conseil économique, social et culturel, pour les actes n'entrant pas dans le champ de compétence de la présidente du Conseil économique, social et culturel, et énumérés ci-après :

- courriers relatifs aux nominations, mutations, positions des agents, avancements, promotions, formations, congés autres que les congés annuels et autorisations d'absence, après avis de la présidente du Conseil économique, social et culturel ;
- avertissements et blâmes sur proposition de la présidente du Conseil économique, social et culturel.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mlle Katia Testard, délégation de signature est donnée à Mlle Lanie Chin, pour les actes énumérés ci-dessus.

Art. 3.— L'arrêté n° 5 MDA du 26 mars 2008 portant délégation de signature à Mlle Katia Testard, secrétaire générale du Conseil économique, social et culturel, est abrogé.

Art. 4.— La secrétaire générale du Conseil économique, social et culturel est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 mai 2008.
Gaston TONG SANG.

ARRETE n° 1586 PR du 7 mai 2008 portant délégation du pouvoir d'ordonnancement à Mme Ingrid Vahinerii Drollet, tavana hau de la circonscription des îles Australes.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 44-2008 APF/SG du 15 avril 2008 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Gaston Tong Sang ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 462 FT du 23 juin 1978 portant création d'un centre de sous-ordonnancement aux Australes ;

Vu l'arrêté n° 1340 CM du 24 novembre 2006 portant nomination de Mme Ingrid Vahinerii Drollet en qualité de tavana hau de la circonscription des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 1193 MTE du 10 août 2006 portant affectation de Mlle Ghislaine Tepoe Salmon, rédacteur, 3e échelon, à la circonscription des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 38 MEF du 17 octobre 2007 portant affectation de M. Sylvain Viriamu, agent de recouvrement principal 1re classe, en position de service détaché auprès de la Polynésie française, à la circonscription des îles Australes ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— Mme Ingrid Vahinerii Drollet, tavana hau de la circonscription des îles Australes, reçoit délégation du

pouvoir d'ordonnancement aux fins de signature de toutes pièces justificatives d'ordonnancement pour les recettes et les dépenses du budget général de la Polynésie française et des comptes spéciaux imputables sur les crédits délégués au centre de sous-ordonnancement de Mataura, à l'exclusion des ordres de réquisition du comptable.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Ingrid Vahinerii Drollet, les mêmes pouvoirs que ceux définis à l'article 1er sont délégués à sa suppléante, Mlle Ghislaine Tepoe Salmon, chef du bureau des finances et de la comptabilité de la circonscription des îles Australes, et en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, à M. Sylvain Viriamu, assistant du chef du bureau des finances et de la comptabilité de la circonscription des îles Australes.

Art. 3.— Pour compter de la date d'effet du présent arrêté, sont abrogées les dispositions de l'arrêté n° 747 PR du 25 mars 2008.

Art. 4.— Mme Ingrid Vahinerii Drollet, tavana hau de la circonscription des îles Australes, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 mai 2008.
Gaston TONG SANG.

Par arrêté n° 1562 PR du 6 mai 2008.— Une licence flottante de navigation charter professionnelle est attribuée, dans les conditions définies à l'article 7 de la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée, à Sunsail SAS pour deux voiliers : "Danger Mouse" et "Banana Man".

**MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DU PACTE SOCIAL**

ARRETE n° 7 MEP du 5 mai 2008 portant modification de l'arrêté n° 3 MEP du 28 avril 2008 portant délégation de signature de Mme Lovina Joussin, chef du service du travail.

Le ministre de l'économie et du pacte social, en charge du développement de l'emploi durable, du travail, de la formation professionnelle, de l'énergie et des mines,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1355 PR du 19 avril 2008 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1357 PR du 21 avril 2008 relatif aux attributions du ministre de l'économie et du pacte social, en charge du développement de l'emploi durable, du travail, de la formation professionnelle, de l'énergie et des mines ;

Vu la délibération n° 98-201 APF du 3 décembre 1998 modifiée relative à l'organisation des compétences de la Polynésie française en matière du droit du travail ;

Vu l'arrêté n° 435 CM du 24 février 2005 portant organisation du service du travail ;

Vu l'arrêté n° 1363 CM du 3 octobre 2000 portant nomination de Mme Lovina Jossierand épouse Joussin aux fonctions de chef du service du travail ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu l'arrêté n° 3 MEP du 28 avril 2008 portant délégation de signature de Mme Lovina Joussin, chef du service du travail,

Arrête :

Article 1er.— L'article 2, 3° de l'arrêté n° 3 MEP du 28 avril 2008 portant délégation de signature de Mme Lovina Joussin, chef du service du travail, est modifié comme suit :

Au lieu de : "3° Sanctions disciplinaires jusqu'au blâme inclus, sauf catégorie A ;"

Lire : "3° Sanctions disciplinaires jusqu'au blâme inclus ;".

Art. 2.— Le chef du service du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 mai 2008.
Guy LEJEUNE.

**MINISTÈRE DU BUDGET, DES FINANCES
ET DES POUVOIRS PUBLICS**

ARRETE n° 26 MEF du 7 mai 2008 portant délégation de signature du ministre du budget, des finances et des pouvoirs publics, en charge du développement de l'économie numérique, à Mme Nicole Levesques.

Le ministre du budget, des finances et des pouvoirs publics, en charge du développement de l'économie numérique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1355 PR du 19 avril 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1360 PR du 21 avril 2008 relatif aux attributions du ministre du budget, des finances et des pouvoirs publics, chargé du développement de l'économie numérique ;

Vu la délibération n° 95-129 AT du 24 août 1995 modifiée portant création de cabinets auprès du Président du gouvernement et des membres du gouvernement et fixant les conditions de recrutement, de rémunération et le régime indemnitaire des membres de cabinet et ses textes d'application ;

Vu l'arrêté n° 1563 PR du 7 mai 2008 portant nomination de Mme Nicole Levesques en qualité de directrice de cabinet du ministre du budget, des finances et des pouvoirs publics, en charge du développement de l'économie numérique,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à Mme Nicole Levesques, directrice de cabinet, à l'effet de signer au nom du ministre du budget, des finances et des pouvoirs publics, en charge du développement de l'économie numérique, dans la limite de ses attributions :

- 1° Tous actes, correspondances et bordereaux de transmission relatifs à la gestion des services relevant de l'autorité ou de la tutelle du ministre adressés aux services de la Polynésie française, aux autres administrations, aux usagers et aux organismes privés ;
- 2° Les réquisitions et ordres de déplacement à l'intérieur de la Polynésie française des chefs de service placés sous l'autorité du ministre et les ordres de déplacement d'une durée supérieure à six jours pour les agents de ces mêmes services.

Art. 2.— Délégation de signature est donnée à Mme Nicole Levesques, directrice de cabinet, pour certifier le caractère exécutoire des actes pris par le ministre du budget, des finances et des pouvoirs publics, en charge du développement de l'économie numérique.

Art. 3.— Délégation de signature est donnée à Mme Nicole Levesques, directrice de cabinet, à l'effet de procéder aux actes de gestion ci-après du personnel du cabinet du ministère du budget, des finances et des pouvoirs publics, en charge du développement de l'économie numérique :

- congés de toute nature à passer en Polynésie française ;
- déplacements à l'intérieur de la Polynésie française ;
- certificats et attestations prévus par la réglementation sociale et du travail.

Art. 4.— Mme Nicole Levesques reçoit également délégation de signature à l'effet de procéder aux opérations d'engagement et de liquidation des dépenses imputables sur les crédits affectés au cabinet, les délégations ci-dessus définies sont exercées par le chef de cabinet.

Art. 5.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Nicole Levesques, directrice de cabinet, les délégations ci-dessus définies sont exercées par Mme Corinne Scanu, conseillère technique au sein du ministère.

Art. 6.— Le présent arrêté sera notifié à Mme Nicole Levesques et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 mai 2008.
Georges PUCHON.

Par arrêté n° 23 MEF du 6 mai 2008.— L'association des parents et amis de l'école Heitama, représentée par sa présidente Mme Béatrice Cholet, dont le siège est situé à Papeete, chemin vicinal de Patutoa, est autorisée à organiser une tombola au capital d'émission de 2 500 000 F CFP, composée de 25 000 billets à 100 francs l'un, et dont le tirage

aura lieu en une seule fois le 20 juin 2008 à l'école maternelle Heitama.

Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé aux tiers.

Le produit de la tombola, sous réserve d'une déduction maximale de 5 % du capital d'émission consacré aux frais d'organisation, est intégralement et exclusivement affecté à l'acquisition d'équipements électroménagers pour la cantine.

Les lots sont les suivants :

| | | |
|-----------|--|---------------|
| 1er lot : | 2 A/R PPT-île de Pâques offerts par Lan Chile..... | 120 000 F CFP |
| 2e lot : | 1 abonnement de 6 mois à Star Gym offert | 89 400 F CFP |
| 3e lot : | 1 A/R Papeete-Los Angeles par Air Tahiti Nui offert | 78 400 F CFP |
| 4e lot : | 1 abonnement de 3 mois à Star Gym offert | 53 700 F CFP |
| 5e lot : | 1 nuitée pour 2 personnes au Radisson + petit déjeuner offerts | 40 000 F CFP |
| 6e lot : | 1 nuitée au Bora Bora Pearl Beach Resort offerte | 36 000 F CFP |
| 7e lot : | 1 nuit pour 2 personnes (petit déjeuner compris) au Sofitel Moorea + 2 A/R sur l'Aremiti offerts par le Groupe Accor et Aremiti..... | 26 800 F CFP |
| 8e lot : | 1 nuit pour 2 personnes (petit déjeuner compris) au Bali Hai de Moorea + 2 A/R sur l'Aremiti offerts par la Brasserie du Pacifique | 26 800 F CFP |
| 9e lot : | 1 bon pour une location d'une voiture catégorie C-5 portes climatisée offert par Avis Pacific Car | 25 000 F CFP |
| 10e lot : | 1 nuit pour 2 personnes avec petit déjeuner au Sofitel Tahiti offerts par le Groupe Accor..... | 20 000 F CFP |
| 11e lot : | 1 soirée Bounty pour 2 personnes offerte par le Beachcomber | 16 000 F CFP |
| 12e lot : | 1 lot de crèmes Ella Bache offert par Stéphanie Esthétique | 15 700 F CFP |
| 13e lot : | 1 Magnum de champagne Deutz offert par le Comptoir commercial Cécile..... | 12 000 F CFP |
| 14e au | | |
| 18e lot : | 1 arbre Furryville offert par Toy's Center (5 x 10 500 F CFP)..... | 10 500 F CFP |
| 19e lot : | 1 bon pour 1 repas (hors boisson) au restaurant Vaitiare offert..... | 10 000 F CFP |
| 20e au | | |
| 24e lot : | 1 pendentif perle et argent offert (5 x 10 000 F CFP)..... | 10 000 F CFP |
| 25e lot : | 1 lecteur DVD mp3 LG offert par Covecolor..... | 9 990 F CFP |
| 26e au | | |
| 27e lot : | 1 boogie à moteur offert (2 x 9 950 F CFP) | 9 950 F CFP |
| 28e lot : | 1 peluche Frère des ours offerte par Toy's Center | 9 500 F CFP |
| 29e lot : | 1 peluche musicale Baloo offerte par Toy's Center..... | 9 300 F CFP |
| 30e au | | |
| 32e lot : | 1 bon pour une confection d'une robe (3 x 8 000 F CFP)..... | 8 000 F CFP |
| 33e lot : | 1 petit déjeuner buffet pour 2 personnes au restaurant la Plantation offert par le Méridien..... | 7 400 F CFP |
| 34e au | | |
| 35e lot : | 1 jeu Nouvelle Star Barbie offert par Toy's center (2 x 6 500 F CFP) | 6 500 F CFP |
| 36e lot : | 1 fauteuil Club Oui-Oui offert par Fare Nui..... | 6 500 F CFP |
| 37e au | | |
| 39e lot : | 1 baptême de plongée offert (3 x 5 000 F CFP) | 5 000 F CFP |
| 40e lot : | 1 lot de crèmes Ella Bache offert par Stéphanie Esthétique | 4 500 F CFP |
| 41e lot : | 1 collier fantaisie + bracelet offerts..... | 4 000 F CFP |
| 42e lot : | 1 étagère porte-manteau Hello Kitty offerte par Fare Nui | 3 000 F CFP |
| 43e lot : | 1 polochon Winnie offert par Fare Nui..... | 2 400 F CFP |
| | Total des lots..... | 800 790 F CFP |
| | Total des lots achetés..... | 0 F CFP |

Le quart du montant total des lots, soit la somme de 200 197 F CFP, doit être versé à la paierie de la Polynésie française avant toute impression de billets de tombola. Le solde, soit la somme de 600 593 F CFP, doit être versé à la paierie de la Polynésie française au plus tard 10 jours avant le tirage, c'est-à-dire le 18 septembre 2008.

MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT ET DES RELATIONS AVEC LES COMMUNES

ARRETE n° 1 MAC du 6 mai 2008 portant délégation de signature à Mlle Marie-Laure Denis, déléguée au développement des communes par intérim.

Le ministre de l'aménagement et des relations avec les communes, en charge des énergies renouvelables,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 44-2008 APF/SG du 15 avril 2008 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1355 PR du 19 avril 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1526 PR du 30 avril 2008 relatif aux attributions du ministre de l'aménagement et des relations avec les communes, en charge des énergies renouvelables ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 621 CM du 30 juin 1997 modifié portant organisation et attribution de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 201 CM du 14 février 2007 portant nomination de Mlle Marie-Laure Denis en qualité de déléguée pour le développement des communes de la Polynésie française par intérim ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à Mlle Marie-Laure Denis, déléguée au développement des communes par intérim, à l'effet de signer au nom du ministre de l'aménagement et des relations avec les communes, en charge des énergies renouvelables, dans la limite de ses attributions :

- 1° Les correspondances définies aux paragraphes 1.1 et 1.2 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 ;
- 2° Les actes suivants relevant de la gestion du personnel placé sous son autorité :

- a) Congés de toute nature, à l'exclusion des congés administratifs ;
- b) Notation primaire du personnel ;
- c) Propositions de bonifications ou de réductions pour les avancements d'échelon ;

- d) Sanctions disciplinaires du premier groupe (avertissements et blâmes), à l'exception des blâmes attribués aux agents de catégorie A ;
- e) Certificats de travail et attestations de salaires.

- 3° Les ordres de déplacement ainsi que les réquisitions de passage et de bagages y relatifs, à l'intérieur de la Polynésie française, pour les agents du service ;
- 4° Les conventions ou marchés de prestations de service et études passées avec un tiers, dans le cadre du fonctionnement du service ;
- 5° Les actes d'engagement, de liquidation, de certification du service fait et toutes pièces justificatives des dépenses liées au fonctionnement du service ;
- 6° Les actes de liquidation liés aux subventions d'investissement accordées aux communes ;
- 7° Les courriers informant les maires sur la liquidation des subventions (avis de paiement, relance de pièces, accusé réception des pièces liquidatives, etc.).

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mlle Marie-Laure Denis, M. Alexandre Le Gayic est habilité à signer l'ensemble des actes ci-dessus détaillés.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 mai 2008.
Moechau TERITAHU.

ARRETE n° 2 MAC du 7 mai 2008 portant délégation de signature en matière de travaux immobiliers.

Le ministre de l'aménagement et des relations avec les communes, en charge des énergies renouvelables,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1355 PR du 19 avril 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1526 PR du 30 avril 2008 relatif aux attributions du ministre de l'aménagement et des relations avec les communes, en charge des énergies renouvelables ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-18 AT du 11 février 1988 modifiée portant création du service de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté n° 347 CM du 6 avril 1988 portant organisation du service de l'urbanisme ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu les arrêtés n° 16 CM du 9 janvier 2002, n° 1340 CM du 24 novembre 2006 et n° 1011 CM du 18 juillet 2007 portant nomination des tavana hau des circonscriptions des îles Sous-le-Vent, des îles Marquises et des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 518 CM du 12 avril 2007 portant nomination de M. Christian Mariotti en qualité de chef du service de l'urbanisme,

Arrête :

Article 1er.— M. Christian Mariotti, chef du service de l'urbanisme, est habilité à signer, pour le ministre et par délégation, les autorisations, décisions et actes afférents à l'application de la réglementation des travaux immobiliers, à l'exception de ceux relatifs :

- aux immeubles de plus de 20 logements ;
- aux hôtels de plus de 20 chambres ou de 20 bungalows ;
- aux autres constructions présentant une surface de plancher supérieure à 600 mètres carrés ;
- aux lotissements de plus de 20 lots ;
- aux groupes d'habitation comportant plus de 20 logements.

Cette délégation vaut également pour les actes relatifs à la modification et à l'extension de travaux immobiliers, de lotissement ou de groupes d'habitations, dans la mesure où ces modifications et extensions respectent les limites définies précédemment.

La présente délégation vaut pour la circonscription des Tuamotu et Gambier et pour la circonscription des îles du Vent, exception faite des autorisations, décisions et actes mentionnés à l'article 1er, alinéas 1 et 2, concernant la commune de Taïarapu.

Art. 2.— La présente délégation est donnée à M. François-Louis Raoulx, responsable de la cellule "urbanisme opérationnel et construction" (UOC) de Taïarapu pour les autorisations, décisions et actes mentionnés à l'article 1er, alinéas 1 et 2, concernant la commune de Taïarapu.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Christian Mariotti et François-Louis Raoulx, les mêmes délégations sont données à M. Antoine Nesa, chef de la section "urbanisme opérationnel et construction" (UOC), et en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, la même délégation est donnée à M. Olivier Babin, chef de la section "études et plans".

Art. 4.— M. Antoine Nesa, chef de la section "urbanisme opérationnel et construction" (UOC), est habilité à signer les notes de renseignements d'aménagement pour la circonscription des Tuamotu et Gambier et la circonscription des îles du Vent, exception faite de celles concernant les communes de Taïarapu et Teva I Uta.

En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, la même délégation est donnée à Mme Angeline Hapaitahaa-Conroy, adjointe au chef de la section "urbanisme opérationnel et construction" (UOC).

Art. 5.— M. François-Louis Raoulx, responsable de la cellule "urbanisme opérationnel et construction" (UOC) de Taïarapu, est habilité à signer les notes de renseignements d'aménagement concernant les communes de Taïarapu et Teva I Uta.

En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, la même délégation est donnée à M. Antoine Nesa, chef de la section "urbanisme opérationnel et construction" (UOC), et en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, la même délégation est donnée à Mme Angeline Hapaitahaa-Conroy, adjointe au chef de la section "urbanisme opérationnel et construction" (UOC).

Art. 6.— M. Bruno Gérard, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent, est habilité à signer :

- les autorisations, décisions et actes afférents à l'application de la réglementation des travaux immobiliers, dans les mêmes conditions que celles mentionnées à l'article 1er ;
- les notes de renseignements d'aménagement.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bruno Gérard, les mêmes délégations sont données à M. Yannick Ebb, tavana hau par intérim des îles Sous-le-Vent.

Art. 7.— Mme Débora Kimitete, chef de la subdivision des îles Marquises, est habilitée à signer :

- les autorisations, décisions et actes afférents à l'application de la réglementation des travaux immobiliers, dans les mêmes conditions que celles mentionnées à l'article 1er ;
- les notes de renseignements d'aménagement.

En cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, les mêmes délégations sont données à M. Teva Quesnot, tavana hau des îles Marquises.

Art. 8.— Mme Ingrid Vahinerii Drollet, tavana hau des îles Australes, est habilitée à signer :

- les autorisations, décisions et actes afférents à l'application de la réglementation des travaux immobiliers, dans les mêmes conditions que celles mentionnées à l'article 1er ;
- les notes de renseignements d'aménagement.

Art. 9.— Les dispositions de l'arrêté n° 2 MEQ du 29 avril 2008 sont abrogées.

Art. 10.— Le chef du service de l'urbanisme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 mai 2008.
Moehau TERIITAHU.

ARRETE n° 3 MAC du 7 mai 2008 portant délégation de signature au chef du service de l'urbanisme et à certains de ses agents.

Le ministre de l'aménagement et des relations avec les communes, en charge des énergies renouvelables,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1355 PR du 19 avril 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1526 PR du 30 avril 2008 relatif aux attributions du ministre de l'aménagement et des relations avec les communes, en charge des énergies renouvelables ;

Vu la délibération n° 88-18 AT du 11 février 1988 modifiée portant création du service de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté n° 347 CM du 6 avril 1988 portant organisation du service de l'urbanisme ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu les arrêtés n° 16 CM du 9 janvier 2002, n° 1340 CM du 24 novembre 2006 et n° 1011 CM du 18 juillet 2007 portant nomination des tavana hau des circonscriptions des îles Sous-le-Vent, des îles Marquises et des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 518 CM du 12 avril 2007 portant nomination de M. Christian Mariotti en qualité de chef du service de l'urbanisme,

Arrête :

Article 1er.— M. Christian Mariotti, chef du service de l'urbanisme, est habilité à signer pour le ministre et par délégation, dans la limite de ses attributions, les actes et correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5, 1.6 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984.

Art. 2.— En particulier, M. Christian Mariotti est habilité à signer les actes et correspondances suivants :

1° En matière de gestion du personnel :

- 1.1 - Ordres de déplacement n'excédant pas 3 (trois) jours à l'intérieur du pays, excepté pour les Tuamotu-Gambier où la limite est fixée à 6 (six) jours, ainsi que les réquisitions de passages et de bagages correspondantes ;
- 1.2 - Certificats de travail et attestations de salaire ou autres prévus par la réglementation sociale ;
- 1.3 - Notation définitive et avancement des agents placés sous son autorité ;
- 1.4 - Sanctions disciplinaires : avertissements et blâmes ;
- 1.5 - Autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux prévues par la réglementation ;
- 1.6 - Congés annuels, congés de maternité et de maladie.

2° En matière de gestion de crédits :

- 2.1 - Engagement, certification du service fait et liquidation des dépenses imputables au budget local ;
- 2.2 - Signature des contrats et conventions liés au fonctionnement du service de l'urbanisme.

3° En matière de réglementation relative à l'urbanisme et à la construction et pour les procédures correspondantes :

- 3.1 - Renseignements et explications nécessaires aux administrés ;
- 3.2 - Avis, explications et notifications établis dans le contexte du contentieux de l'urbanisme et du constat des infractions ;
- 3.3 - Avis et renseignements liés à l'élaboration des documents et règlements d'aménagement.

4° En matière d'instruction de dossiers de demande d'autorisation :

- 4.1 - Transmission et communication pour avis des dossiers dont l'instruction lui est confiée, à tous services ou organismes concernés par la demande et dont la consultation est prévue par les textes ;
- 4.2 - Etablissement des avis incombant au service de l'urbanisme dans le cadre des procédures de consultation dont la responsabilité est confiée à d'autres services.

5° En matière de mise à disposition de données numériques :

5.1 - Convention de mise à disposition de données numériques.

En cas d'absence ou empêchement de M. Christian Mariotti, la même délégation est donnée à M. Antoine Nesa, chef de la section "urbanisme opérationnel et construction" (UOC). En cas d'absence ou empêchement de ce dernier, la même délégation est donnée à M. Olivier Babin, chef de la section "études et plans".

Art. 3.— M. Antoine Nesa, chef de la section "urbanisme opérationnel et construction" (UOC), est habilité à signer, dans la limite de ses attributions, les actes et documents visés aux 3° et 4° de l'article 2 ci-dessus.

En cas d'absence ou empêchement de celui-ci, la même délégation est donnée à Mme Angeline Hapaitahaa-Conroy, adjointe au chef de la section "urbanisme opérationnel et construction" (UOC).

Art. 4.— Sont habilités à signer les transmissions et actes visés au paragraphe 4.1 de l'article 2 ci-dessus, dans la limite de leurs attributions, Mme Angeline Hapaitahaa-Conroy, adjointe au chef de la section "urbanisme opérationnel et construction" (UOC), et Mmes et MM. les contrôleurs et inspecteurs d'urbanisme Diane Perry, Lovaina Toriki, Teiki Choung Ping, Adrien Law, Denis Chene, Pascal Pellerin, Christian Laine, Andy Wong, Emile Suhas et Ronald Moua.

Art. 5.— M. François-Louis Raoulx, responsable de la cellule "urbanisme opérationnel et construction" (UOC) de Taïarapu, est habilité à signer, dans la limite de ses attributions, les actes visés aux 3° et 4° de l'article 2 ci-dessus, dans la zone concernant les communes de Taïarapu-Est et Ouest.

En cas d'absence ou empêchement, la même délégation est donnée à M. Antoine Nesa, chef de la section "urbanisme opérationnel et construction" (UOC).

En cas d'absence ou empêchement de celui-ci, la même délégation est donnée à M. Olivier Babin, chef de la section "études et plans".

Art. 6.— Sont habilités à signer les transmissions et actes visés au paragraphe 4.1 de l'article 2 ci-dessus, dans la limite de leurs attributions, Mme et M. les inspecteur et contrôleur d'urbanisme, Vaimuna Robson et Heimana Bessert.

Art. 7.— Mme Laurence François-Casimir, attachée d'administration, est habilitée à signer, dans la limite de ses attributions, les avis, explications et notifications établis dans le contexte du contentieux de l'urbanisme et du constat des infractions, visés au paragraphe 3.2 de l'article 2 ci-dessus.

Art. 8.— Mlle Stéphanie Bardon, attachée d'administration, est habilitée à signer, dans la limite de ses attributions, les actes et documents visés aux paragraphes 1.2, 1.5 et 1.6 de l'article 2 ci-dessus.

En cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, la même délégation est donnée à Mme Brigitte Ottavy-Rubio, chargée de mission.

Art. 9.— Mlle Stéphanie Bardon, attachée d'administration, est habilitée à signer, dans la limite de ses attributions, les actes et documents visés aux paragraphes 2.1 et 2.2 de l'article 2 ci-dessus.

Art. 10.— M. Didier Lequeux, chef de la section "topographie", est habilité, dans la limite de ses attributions, à signer les conventions de mise à disposition de données numériques signifiées au paragraphe 5.1 de l'article 2 ci-dessus.

Art. 11.— M. Bruno Gérard, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent, est habilité à signer, dans la limite de ses attributions :

- pour son personnel, les actes visés aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.5 et 1.6 de l'article 2 ci-dessus ;
- les actes visés au paragraphe 2.1 de l'article 2 ci-dessus ;
- les actes visés aux 3° et 4° de l'article 2 ci-dessus.

En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, la même délégation est donnée à M. Yannick Ebb, tavana hau des îles Sous-le-Vent.

Art. 12.— Mme Débora Kimitete, chef de la subdivision aux îles Marquises, est habilitée à signer, dans la limite de ses attributions :

- pour son personnel, les actes visés aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.5 et 1.6 de l'article 2 ci-dessus ;
- tous actes visés au paragraphe 2.1 de l'article 2 ci-dessus ;
- les actes visés aux 3° et 4° de l'article 2 ci-dessus.

En cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, la même délégation est donnée à M. Teva Quesnot, tavana hau de la circonscription des îles Marquises.

Art. 13.— Mme Ingrid Vahinerii Drollet, tavana hau de la circonscription des îles Australes, est habilitée à signer, dans la limite de ses attributions :

- pour son personnel, les actes visés aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.5 et 1.6 de l'article 2 ci-dessus ;
- tous actes visés au paragraphe 2.1 de l'article 2 ci-dessus ;
- les actes visés aux 3° et 4° de l'article 2 ci-dessus.

Art. 14.— Les dispositions de l'arrêté n° 3 MEQ du 29 avril 2008 sont abrogées.

Art. 15.— Le chef de service est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 mai 2008.
Moehau TERIITAHU.

MINISTRE DE L'EQUIPEMENT, DES PORTS ET DES AEROPORTS DANS LES ILES

ARRETE n° 1 MEQ du 6 mai 2008 portant délégation de signature aux agents de la direction de l'équipement.

Le ministre de l'équipement, des ports et des aéroports dans les îles, en charge des grands travaux,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1355 PR du 19 avril 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1525 PR du 30 avril 2008 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, des ports et des aéroports dans les îles, en charge des grands travaux ;

Vu l'arrêté n° 468 SG du 3 juin 1932 portant réglementation sur la grande voirie dans les EFO modifié par l'arrêté n° 246 TP du 11 février 1952 ;

Vu l'ordonnance n° 45-2122 du 15 septembre 1945 relative à la réorganisation des services chargés de la signalisation maritime aux colonies ;

Vu l'arrêté n° 1317 TP du 20 septembre 1955 instituant une servitude aux abords des ouvrages de voirie ;

Vu la délibération n° 68-136 du 12 décembre 1968 modifiée portant réglementation de l'extraction de sable, des roches et des cailloux dans les rivières, cours d'eau et sur les bords de mer ;

Vu la délibération n° 70-3 du 29 janvier 1970 modifiée portant réglementation de l'extraction de matériaux coralliens dans les passes maritimes et les lagons ;

Vu la délibération n° 77-142 du 29 décembre 1977 modifiée portant réglementation des carrières à Tahiti, Moorea et Raiatea avec interdiction d'extraction dans les lits des rivières et des bords de mer ;

Vu la délibération n° 99-16 APF du 14 janvier 1999 portant réglementation des extractions de matériaux en terrain privé ;

Vu la délibération n° 2001-5 APF du 11 janvier 2001 portant dispositions relatives au code des ports maritimes de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 858 AA du 27 mars 1984 rendant exécutoire la délibération n° 84-20 du 1er mars 1984 portant approbation du code des marchés publics de toute nature passés au nom du territoire de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 835 CG du 3 mai 1984 portant établissement du cahier des clauses administratives générales concernant les marchés publics ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée et complétée portant création du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu l'arrêté n° 69 CM du 17 janvier 1992 modifié et complété portant organisation interne du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu l'arrêté n° 338 CM du 25 février 2004 fixant les différents seuils et plafonds en matière de marchés publics ;

Vu l'arrêté n° 1606 CM du 23 novembre 2007 portant nomination de M. Ronald Cheneson en qualité de directeur de l'équipement par intérim ;

Vu l'arrêté n° 461 MET du 26 juin 2007 portant nomination de M. Jean-Pierre Carlotti, ingénieur en chef de 1re catégorie hors classe, en qualité de chef de l'arrondissement bâtiment de la direction de l'équipement ;

Vu la décision de congé n° 135 MET du 8 avril 2008 de M. Ronald Cheneson,

Arrête :

Article 1er.— M. Ronald Cheneson, directeur de l'équipement par intérim, est habilité à signer pour le ministre et par délégation dans la limite de ses attributions, tous les actes et correspondances définis aux paragraphes n° 1-1, 1-2, 1-3, 1-5 et 1-6 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984.

Art. 2.— En particulier, M. Ronald Cheneson est habilité à signer les actes ci-après détaillés :

1 - En matière de gestion du personnel :

- 1-1 Ordres de déplacement à l'intérieur du pays n'excédant pas six (6) jours pour les agents placés sous son autorité à l'exception :
 - des chefs d'arrondissement, de groupe, de parc et de la flottille administrative ;
 - des chefs de subdivisions des Australes, des Marquises et des îles Sous-le-Vent pour lesquels l'accord préalable du directeur de l'équipement doit toutefois être requis par le tavana hau compétent avant signature des ordres de déplacement. En cas d'absence ou d'empêchement du tavana hau compétent, M. Ronald Cheneson est habilité à signer dans les conditions et limites fixées par le paragraphe 1er du 1-1 les ordres de déplacement des chefs de subdivisions des Australes, des Marquises et des îles Sous-le-Vent ;
- 1-2 Réquisitions de passages et de bagages relatives aux ordres de déplacement à l'intérieur du pays, à l'exception de celles des chefs des subdivisions des Australes, des Marquises et des îles Sous-le-Vent, sauf en cas d'empêchement du tavana hau compétent ;
- 1-3 Certificats de travail et attestations de salaire ou autres prévus par la réglementation sociale ;
- 1-4 Notation définitive des agents placés sous son autorité ;
- 1-5 Sanctions disciplinaires : avertissements et blâmes ;
- 1-6 Permissions exceptionnelles prévues par la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration (ANFA) ou par le statut de la fonction publique de la Polynésie française ;
- 1-7 Congés annuels, congés de maternité et de maladie ;
- 1-8 Conventions de stage d'élèves ou d'étudiants provenant d'établissements scolaires et universitaires ;
- 1-9 Bons d'embarquement, de débarquement et de consultation médicale du personnel relevant du statut de l'Etablissement national des invalides de la marine (ENIM).

2 - En matière de gestion de crédits

Engagement et liquidation des dépenses imputées sur le budget local et sur le budget du CAVC dans les matières relevant de la compétence de la direction de l'équipement.

3 - En matière de gestion du domaine public :

- 3-1 Délivrance des alignements ;
- 3-2 Autorisations ou permissions de voirie ;
- 3-3 Autorisations d'organisation de manifestations sportives sur les voies publiques ;
- 3-4 Autorisations de transports ou de convois exceptionnels ;
- 3-5 Réglementations provisoires de la circulation routière sur les voies publiques.

4 - En matière d'extractions :

- 4-1 Instructions des demandes d'autorisation de toutes extractions ;
- 4-2 Autorisations d'extractions pour des quantités inférieures ou égales à douze (12) mètres cubes prélevées manuellement et à condition que ces matériaux soient utilisés exclusivement pour la construction de maisons individuelles.

5 - En matière de réglementation sur les explosifs dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics :

- 5-1 Autorisations d'importation des substances explosives ;
- 5-2 Autorisations de transport des substances explosives ;
- 5-3 Autorisations d'entreposage des substances explosives ;
- 5-4 Autorisations relatives aux tirs et à l'emploi des substances explosives.

6 - En matière de gestion portuaire :

- 6-1 Notes d'informations nautiques ;
- 6-2 Autorisations d'organisation de manifestations sportives et culturelles sur le domaine public portuaire ;
- 6-3 Autorisations ou permissions de voirie sur le domaine public portuaire.

7 - En matière de balisage maritime :

- 7-1 Avis aux navigateurs ;
- 7-2 Avis urgents aux navigateurs.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Ronald Cheneson, directeur de l'équipement par intérim, en matière de gestion de personnel, les actes visés aux paragraphes 1-1, 1-2 et 1-3 du 1 de l'article 2 ci-dessus pourront être signés, dans la limite de leurs attributions, par :

- M. Jean-Pierre Carlotti, chef de l'arrondissement bâtiment ;
- M. Didier Bertin, chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Harrys Chinain, adjoint au chef de l'arrondissement infrastructure ;
- Mme Nathalie Metzler épouse Van Haver, chef de l'arrondissement maritime et aéroports ;
- M. Alphonse Atuahiva, chef de la subdivision des phares et balises ;
- Mlle Célia Tetavahi, chef du groupement études et gestion du domaine public par intérim ;
- M. Alberto Clark, chef du parc à matériel ;
- M. Patrick Mulliez, adjoint au chef du parc à matériel ;

- M. Laurent Smadi, chef de la subdivision des îles Marquises ;
- M. Serge Teikiteetini, adjoint au chef de la subdivision des îles Marquises ;
- M. Adrien Teinauri, chef de la subdivision des Australes par intérim ;
- M. Jacky Tefaatau, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Gaston Louis, adjoint au chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Raymond Siao, chef de la subdivision des Tuamotu-Gambier ;
- M. Gabriel Sao Chan Cheong, chef de la subdivision territoriale de Tahiti ;
- M. Mariano Atiu, chef de la subdivision de Moorea ;
- M. Maurice Tutomo Teai, chef de la subdivision travaux bâtiment entretien ;
- M. Yannick Terai, chef de la flottille administrative par intérim,

pour les ordres de déplacement à l'intérieur du pays dont la durée est inférieure à six (6) jours consécutifs effectués par les agents de catégories C et D ou assimilés placés sous leur autorité.

Art. 4.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Ronald Cheneson, directeur de l'équipement par intérim, les opérations d'engagement, de liquidation des dépenses imputées sur le budget local et le budget du CAVC visées au 2 de l'article 2 ci-dessus et jusqu'à concurrence de *trente millions de francs CFP* (30 000 000 F CFP), seront exercées en outre, dans la limite de leurs attributions, en particulier pour les travaux sur mémoire et achats sur factures visées par l'article 47 du code des marchés publics, par :

- M. Jean-Pierre Carlotti, chef de l'arrondissement bâtiment ;
- M. Didier Bertin, chef de l'arrondissement infrastructure ;
- Mme Nathalie Metzler épouse Van Haver, chef de l'arrondissement maritime et aéroports ;
- Mlle Célia Tetavahi, chef du groupement études et gestion du domaine public par intérim ;
- M. Alberto Clark, chef du parc à matériel.

A ce titre, les correspondances en matière de modification ou d'annulation d'engagement des dépenses à l'exception des marchés publics pourront être signées par les délégataires cités dans le présent article.

Art. 5.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Ronald Cheneson, directeur de l'équipement par intérim, les opérations d'engagement, de liquidation des dépenses imputées sur le budget local et le budget du CAVC visées au 2 de l'article 2 ci-dessus et jusqu'à concurrence de *cinq millions de francs CFP* (5 000 000 F CFP), seront exercées en outre, dans la limite de leurs attributions, en particulier pour les travaux sur mémoire et achats sur factures visées par l'article 47 du code des marchés publics, par :

- M. Viky Hunter, chef du bureau du personnel au groupe administratif central ;
- M. Jacques Lo You, chef du bureau de la gestion et de la comptabilité au groupe administratif central ;
- M. Gaspard Ponia, chef du bureau foncier ;
- M. Jean-Manuel Prunet, chef de la subdivision travaux bâtiment ;
- M. Maurice Tutomo Teai, chef de la subdivision travaux bâtiment entretien ;

- M. Harrys Chinain, adjoint au chef de l'arrondissement infrastructure ;
- Mme Béatrice Ponia, chef du bureau administratif et financier de l'arrondissement infrastructure ;
- Mme Linda Akeou, chef du bureau administratif et gestion de l'arrondissement maritime et aéroports ;
- M. Erikson Silloux, chef de la subdivision des aéroports territoriaux et chef de la subdivision études travaux maritimes par intérim ;
- M. Alphonse Atuahiva, chef de la subdivision des phares et balises ;
- M. Raymond Siao, chef de la subdivision des Tuamotu-Gambier ;
- M. Adrien Teinauri, chef de la subdivision des Australes par intérim ;
- M. Laurent Smadi, chef de la subdivision des îles Marquises ;
- M. Serge Teikiteetini, adjoint au chef de la subdivision des îles Marquises ;
- M. Jacky Tefaata, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Gaston Louis, adjoint au chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Patrick Mulliez, adjoint au chef du parc à matériel ;
- M. Yannick Terai, chef de la flottille administrative par intérim.

A ce titre, les correspondances en matière de modification ou d'annulation des dépenses à l'exception des marchés publics pourront être signées par les chefs des subdivisions des îles Sous-le-Vent, des Australes, des Marquises et des Tuamotu-Gambier cités dans le présent article.

Art. 6.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Ronald Cheneson, directeur de l'équipement par intérim, les opérations d'engagement, de liquidation des dépenses imputées sur le budget local et le budget du CAVC visées au 2 de l'article 2 ci-dessus, et jusqu'à concurrence de *cinq cent mille francs CFP* (500 000 F CFP) seront exercées en outre, dans la limite de leurs attributions, par :

- M. Sébastien Teikitumenava, chef de secteur de Raiatea ;
- M. Mathias Moua, chef de secteur de Tahaa ;
- M. Clébert Oldham, chef de secteur de Huahine ;
- M. Robert Lo Yat, chef de secteur de Bora Bora ;
- M. Firmin Roomataaroa, chef de secteur de Rurutu par intérim ;
- M. Yvon Utia, chef de secteur de Rimatara ;
- M. Tamatoa Teinaore, chef de secteur de Raivavae.

Art. 7.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Ronald Cheneson, directeur de l'équipement par intérim, les délivrances des alignements visées au 3-1 du 3 de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre, dans la limite de leurs attributions, par :

- M. Didier Bertin, chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Harrys Chinain, adjoint au chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Jean Luc Genet, chef de la section topographie ;
- M. Mariano Atiu, chef de la subdivision de Moorea ;
- M. Adrien Teinauri, chef de la subdivision des Australes par intérim ;
- M. Laurent Smadi, chef de la subdivision des îles Marquises ;
- M. Serge Teikiteetini, adjoint au chef de la subdivision des îles Marquises ;
- M. Jacky Tefaata, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;

- M. Gaston Louis, adjoint au chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Raymond Siao, chef de la subdivision des Tuamotu-Gambier.

Art. 8.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Ronald Cheneson, directeur de l'équipement par intérim, les autorisations ou permissions de voirie visées au 3-2 du 3 de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre, dans la limite de leurs attributions, par :

- M. Didier Bertin, chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Harrys Chinain, adjoint au chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Adrien Teinauri, chef de la subdivision des Australes par intérim ;
- M. Laurent Smadi, chef de la subdivision des îles Marquises ;
- M. Serge Teikiteetini, adjoint au chef de la subdivision des îles Marquises ;
- M. Jacky Tefaata, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Gaston Louis, adjoint au chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Raymond Siao, chef de la subdivision des Tuamotu-Gambier.

Art. 9.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Ronald Cheneson, directeur de l'équipement par intérim, les autorisations d'organisation de manifestations sportives sur les voies publiques visées au 3-3, les autorisations de transports ou convois exceptionnels visés au 3-4 et les réglementations provisoires de la circulation sur les voies publiques visées au 3-5 du 3 de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre, dans la limite de leurs attributions, par :

- M. Didier Bertin, chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Harrys Chinain, adjoint au chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Adrien Teinauri, chef de la subdivision des Australes par intérim ;
- M. Laurent Smadi, chef de la subdivision des îles Marquises ;
- M. Serge Teikiteetini, adjoint au chef de la subdivision des îles Marquises ;
- M. Jacky Tefaata, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Gaston Louis, adjoint au chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Raymond Siao, chef de la subdivision des Tuamotu-Gambier.

Art. 10.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Ronald Cheneson, directeur de l'équipement par intérim, les autorisations d'extractions visées au 4-2 du 4 de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre, dans la limite de leurs attributions, par :

- Mlle Célia Tetavahi, chef du groupement études et gestion du domaine public par intérim ;
- M. Adrien Teinauri, chef de la subdivision des Australes par intérim ;
- M. Firmin Roomataaroa, chef de secteur de Rurutu par intérim ;
- M. Yvon Utia, chef de secteur de Rimatara ;
- M. Tamatoa Teinaore, chef de secteur de Raivavae ;

- M. Laurent Smadi, chef de la subdivision des îles Marquises ;
- M. Serge Teikiteetini, adjoint au chef de la subdivision des îles Marquises ;
- M. Robert Heitaa, chef de secteur de Hiva Oa ;
- M. Auguste Tekohuotetua, chef de secteur de Ua Pou ;
- M. Jacky Tefaatau, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Gaston Louis, adjoint au chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Clébert Oldham, chef de secteur de Huahine ;
- M. Mathias Moua, chef de secteur de Tahaa ;
- M. Robert Lo Yat, chef de secteur de Bora Bora ;
- M. Raymond Siao, chef de la subdivision des Tuamotu-Gambier.

Art. 11.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Ronald Cheneson, directeur de l'équipement par intérim, les correspondances relatives à l'instruction des dossiers de demande d'autorisation d'extraction et d'occupation du domaine public de la Polynésie française seront signées par Mlle Célia Tetavahi, chef du groupement études et gestion du domaine public par intérim.

Art. 12.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Ronald Cheneson, directeur de l'équipement par intérim, les autorisations en matière de réglementation sur les explosifs visées au 5 de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre, dans la limite de leurs attributions, par :

- M. Didier Bertin, chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Harrys Chinain, adjoint au chef de l'arrondissement infrastructure.

Art. 13.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Ronald Cheneson, directeur de l'équipement par intérim, les avis en matière de balisage maritime visés au 7 de l'article 2 ci-dessus pourront être signés en outre, dans la limite de leurs attributions, par :

- Mme Nathalie Metzler épouse Van Haver, chef de l'arrondissement maritime et aéroports ;
- M. Alphonse Atuahiva, chef de la subdivision des phares et balises.

Art. 14.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Ronald Cheneson, directeur de l'équipement par intérim, les bons d'embarquement, de débarquement et de consultation médicale du personnel relevant du statut de l'ENIM visés au 1-9 du 1 de l'article 2 ci-dessus pourront être signés en outre, dans la limite de ses attributions par M. Yannick Terai, chef de la flottille administrative par intérim.

Art. 15.— Durant la période de congé du 5 au 13 mai 2008 inclus de M. Ronald Cheneson, directeur de l'équipement par intérim, M. Jean-Pierre Carlotti, chef de l'arrondissement bâtiment de la direction de l'équipement, reçoit délégation de signature au titre des articles 1er et 2 du présent arrêté.

Art. 16.— Le directeur de l'équipement par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 mai 2008.
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 2 MEQ du 6 mai 2008 portant délégation de signature aux agents de la direction de l'équipement des pièces relatives aux marchés publics.

Le ministre de l'équipement, des ports et des aéroports dans les îles, en charge des grands travaux,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1355 PR du 19 avril 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1525 PR du 30 avril 2008 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, des ports et des aéroports dans les îles, en charge des grands travaux ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée et complétée portant création du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu l'arrêté n° 69 CM du 17 janvier 1992 modifié et complété portant organisation interne du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier ;

Vu l'arrêté n° 858 AA du 27 mars 1984 rendant exécutoire la délibération n° 84-20 du 1er mars 1984 portant approbation du code des marchés publics passés au nom du territoire de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 835 CG du 3 mai 1984 portant établissement du CCAG concernant les marchés publics ;

Vu l'arrêté n° 338 CM du 25 février 2004 fixant les différents seuils et plafonds en matière de marchés publics ;

Vu l'arrêté n° 1606 CM du 23 novembre 2007 portant nomination de M. Ronald Cheneson en qualité de directeur de l'équipement par intérim ;

Vu l'arrêté n° 461 MET du 26 juin 2007 portant nomination de M. Jean-Pierre Carlotti, ingénieur en chef de 1re catégorie hors classe, en qualité de chef de l'arrondissement bâtiment de la direction de l'équipement,

Vu la décision de congé n° 135 MET du 8 avril 2008 de M. Ronald Cheneson,

Arrête :

Article 1er.— M. Ronald Cheneson, directeur de l'équipement par intérim, est habilité à signer pour le ministre et par délégation les actes détaillés ci-après :

Articles du code des marchés publics

Art. 4.— Notification des marchés ; signature des marchés dont le montant n'excède pas la limite de trente (30) millions de francs CFP ;

Art. 12. — Signature des bons de commande dans le cadre des marchés à bons de commande ;

Art. 25. —

- avis aux soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre ;
- avis aux candidats de la déclaration d'infructuosité de l'appel d'offres ;

Art. 47. — Signature des lettres de commandes dont le montant n'excède pas la limite de *trente (30) millions de francs CFP* ;

Art. 51. —

- notification par lettre recommandée au contractant ou à l'établissement que le marché n'a pas été correctement exécuté ;
- délivrance de la main-levée de la caution ;

Art. 57. — Libération de la caution fournie en garantie du remboursement des avances ;

Art. 58. —

- demande d'assurance contre les dommages, de caution personnelle et solidaire en cas de prêts de matériels au titulaire ;
- application des pénalités en cas de retard dans la restitution des matériels prêtés ;

Art. 60. — Annulation et transfert de propriété des approvisionnements en cas de non-réception des travaux ;

Art. 73. — Demande de pièces justificatives pour les avances facultatives ;

Art. 91. — Acceptation des opérations qui donnent lieu à des paiements pour solde ;

Art. 117. — Signature des rapports de présentation.

Articles du cahier des clauses administratives générales

Art. 1.2.2-3. — Acceptation ou récusation du nouveau représentant du titulaire du marché en cas de remplacement de celui-ci ;

Art. 1.2.4-4. — Ordres de service concernant notamment la notification :

- du marché (y compris les bons de commande des marchés à bons de commande) ;
- de l'ordre de commencer les travaux ;
- de l'avenant relatif à l'augmentation ou diminution de la masse des travaux ;
- de la décision de poursuivre ;
- du bordereau des prix complémentaires ;
- des prix nouveaux ;
- du décompte général ;
- de l'arrêt de la mise en demeure, en régie ;
- de la décision de reconduction.

Tous les ordres de service à caractère technique ;

Art. 1.5-5. — Délivrance d'une main-levée de caution ;

Art. 2.2.3. — Proposition de réquisitionner le matériel du titulaire ;

Art. 2.3.1. — Projet de décompte ;

Art. 2.3.1-2. — Remboursement des dépenses ;

Art. 2.3.1-3. — Demande d'une décomposition de prix forfaitaires ;

Art. 2.3.2-4. — Décompte final ;

Art. 2.3.3. — Approbation du décompte général ;

Art. 2.3.4. — Acompte mensuel ;

Art. 2.3.4-4. — Notification au titulaire de l'état d'acompte en cas de modification de celui-ci ;

Art. 2.3.5-5. — Mise en demeure adressée au titulaire pour qu'il apporte la preuve de son refus d'accepter les pièces justificatives servant de base au paiement direct ;

Information au sous-traitant de la date de réception ;

Indication des sommes dont le paiement a été accepté par le titulaire ;

Art. 2.3.7-3. — Fixation d'une base provisoire de la somme des états d'acompte en cas de désaccord sur leur montant ;

Art. 2.4.4. — Fixation de la date des constatations ;
Fixation et rédaction du constat ;

Art. 2.6-4. — Ordre de service de notification de poursuivre les travaux ;

Art. 3.2-2. — Constatation du retard (pénalités) ;

Art. 4.1-4. — Autorisation de modification de la documentation technique ;

Art. 4-19. — Mesures d'éviction à l'encontre du personnel ;

Art. 4-2-1. — Autorisation pour une modification des documents nécessaires à l'exécution des prestations ;

Art. 4.4-2. — Autorisation de modification de la provenance des matériaux ;

Art. 4.6. — Acceptation des différences de matériaux étrangers par rapport aux stipulations du marché ;

Art. 4.7. — Vérification de la qualité des matériaux ;

Art. 4.7-1. — Acceptation des modes opératoires proposés par le titulaire ;

Art. 4.7-6. — Prescription de vérification dans le but de s'assurer de la qualité des matériaux ;

Art. 4.14-1. — Prescription ou acceptation des modifications à caractère technique ;

Art. 4.15.5. — Demande adressée au titulaire au sujet de la circulation publique ;

Art. 4.15.6-2. — Mesures nécessaires après mise en demeure restée sans effet ;

Art. 4.16.2. — Autorisation pour déplacer les objets trouvés sur les chantiers ;

Art. 4.19. — Mesures d'éviction à l'encontre du personnel ;

Art. 4.21.— Prescriptions d'essais ou contrôles des ouvrages ;

Art. 4.22-1.— Prescriptions par ordre de service des mesures de nature à permettre de déceler des vices de construction ;

Art. 5.1.— Opérations préalables à la réception des ouvrages ;

Procès-verbal des opérations préalables ;

Art. 5.1-3 et 5.1-5.— Prononciation de la réception ;

Art. 5.1-6.— Réception avec réserve :

- ordre de service notifiant l'ordre de remédier aux imperfections et malfaçons lors d'une réception avec réserves ;
- fixation du délai ;
- ordre de réalisation des prestations aux frais et risques du titulaire en cas de non-exécution de celles-ci.

Art. 5.1-7.— Renonciation d'ordonner la réfection des ouvrages lorsqu'ils sont non conformes aux spécifications du marché ;

Art. 5.2.2.— Fixation des conditions de réceptions partielles lors d'une prise de possession des ouvrages avant leur achèvement ;

Art. 5.4.1-2.— Conformité des ouvrages ;

Art. 5.4.1-4.— Prescription des prestations complémentaires ayant pour objet de remédier aux défauts d'exécution ;

Art. 5.4.2.— Prolongation du délai de garantie si le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des prestations ;

Art. 6.1-4.— Décompte général en cas de résiliation ;

Art. 6.4-3.— Substitution de matières premières quand elles sont non conformes à la livraison prévue au marché ;

Art. 7.2.1-2.— Notification au titulaire d'une proposition de règlement des litiges.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Ronald Cheneson, directeur de l'équipement par intérim, les chefs d'arrondissements, de groupes et du parc à matériel suivants :

- M. Jean-Pierre Carlotti, chef de l'arrondissement bâtiment ;
- M. Didier Bertin, chef de l'arrondissement infrastructure ;
- Mme Nathalie Metzler épouse Van Haver, chef de l'arrondissement maritime et aéroports ;
- Mlle Célia Tetavahi, chef du groupement études et gestion du domaine public par intérim ;
- M. Alberto Clark, chef du parc à matériel,

reçoivent délégation de signature notamment pour les actes énumérés dans les articles ci-dessous :

Articles du code des marchés publics

Art. 12.— Signature des bons de commande dans le cadre des marchés à bons de commande ;

Art. 47.— Signature des lettres de commandes dont le montant n'excède pas la limite de *trente (30) millions de francs CFP* ;

Art. 91.— Acceptation des opérations qui donnent lieu à des paiements pour solde.

Articles du cahier des clauses administratives générales

Art. 1.2.4-4.— Tous les ordres de service à caractère technique ;

Art. 2.3.2-4.— Décompte final ;

Art. 2.3.4.— Acompte mensuel ;

Art. 2.4.4.— Fixation de la date des constatations ;
Fixation et rédaction du constat ;

Art. 4.7.— Vérification de la qualité des matériaux ;

Art. 4.14-1.— Prescription ou acceptation des modifications de caractère technique pendant l'exécution du marché ;

Art. 4.15.6-2.— Mesures nécessaires après mise en demeure restée sans effet ;

Art. 4.16.2.— Autorisation pour déplacer les objets trouvés sur les chantiers ;

Art. 4.21.— Prescriptions d'essais ou contrôles des ouvrages ;

Art. 4.22-1.— Prescriptions par ordre de service des mesures de nature à permettre de déceler les vices de construction ;

Art. 5.1-2.— Procès-verbal des opérations préalables ;

Art. 5.4.1-2.— Conformité des ouvrages.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Ronald Cheneson, directeur de l'équipement par intérim, et des chefs d'arrondissements, de groupes et du parc à matériel visés à l'article 2, il est donné délégation de signature aux chefs de subdivision, chefs de bureau, adjoints aux chefs d'arrondissement, aux chefs de subdivision et au chef de la flottille administrative par intérim suivants :

- M. Jean-Manuel Prunet, chef de la subdivision des travaux bâtiment ;
- M. Maurice Tutomo Teai, chef de la subdivision des travaux bâtiment entretien ;
- M. Harrys Chinain, adjoint au chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Vianney Dupommier, chef de la subdivision études travaux génie civil ;
- M. Emmanuel Mervin, chef de la subdivision exploitation routière ;
- M. Gabriel Sao Chan Cheong, chef de la subdivision territoriale de Tahiti ;
- M. Mariano Atiu, chef de la subdivision de Moorea ;
- M. Erikson Silloux, chef de la subdivision des aéroports territoriaux et chef de la subdivision études travaux maritimes par intérim ;

- M. Alphonse Atuahiva, chef de la subdivision des phares et balises ;
- M. Jacky Tefaatau, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Gaston Louis, adjoint au chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Laurent Smadi, chef de la subdivision des îles Marquises ;
- M. Serge Teikiteetini, adjoint au chef de la subdivision des îles Marquises ;
- M. Adrien Teinauri, chef de la subdivision des îles Australes par intérim ;
- M. Raymond Siao, chef de la subdivision des Tuamotu-Gambier ;
- M. Yannick Terai, chef de la flottille administrative par intérim,

en particulier pour les articles cités ci-dessous :

Articles du code des marchés publics

Art. 12. — Signature des bons de commande dans le cadre des marchés à bons de commande ;

Art. 47. — Signature des lettres de commandes dont le montant n'excède pas la limite de *cinq (5) millions de francs CFP*.

Articles du cahier des clauses administratives générales

Art. 2.3.1. — Projet de décompte ;

Art. 2.3.1-2. — Remboursement des dépenses ;

Art. 2.3.5-5. — Information au sous-traitant de la date de réception ;

Indication des sommes dont le paiement a été accepté par le titulaire ;

Art. 2.4.4. — Fixation de la date des constatations ;
Fixation et rédaction du constat ;

Art. 3.2-2. — Constatation du retard (pénalités) ;

Art. 4.15.5. — Demande adressée au titulaire au sujet de la circulation publique ;

Art. 4.15.6-2. — Mesures nécessaires après mise en demeure restée sans effet ;

Art. 4.16-2. — Autorisation pour déplacer les objets trouvés sur les chantiers ;

Art. 4.19. — Mesures d'éviction à l'encontre du personnel ;

Art. 5.1. — Opérations préalables à la réception des ouvrages ;

Procès-verbal des opérations préalables à la réception.

Art. 4. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Ronald Cheneson, directeur de l'équipement par intérim, Mlle Hélène Hartel, rédactrice au bureau des marchés de la direction de l'équipement, est habilitée à certifier conforme à l'original tout marché ou tout acte relatif aux marchés publics de la direction de l'équipement.

Art. 5. — Durant la période de congé du 5 au 13 mai 2008 inclus de M. Ronald Cheneson, directeur de l'équipement par

intérim, M. Jean-Pierre Carlotti, chef de l'arrondissement bâtiment de la direction de l'équipement, reçoit délégation de signature au titre de l'article 1er du présent arrêté.

Art. 6. — Le directeur de l'équipement par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 mai 2008.

Louis FREBAULT.

ARRETE n° 3 MEQ du 6 mai 2008 portant délégation de signature aux agents de la direction de l'équipement pour l'exercice des missions du service des parcs et jardins.

Le ministre de l'équipement, des ports et des aéroports dans les îles, en charge des grands travaux,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1355 PR du 19 avril 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1525 PR du 30 avril 2008 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, des ports et des aéroports dans les îles, en charge des grands travaux ;

Vu l'arrêté n° 858 AA du 27 mars 1984 rendant exécutoire la délibération n° 84-20 du 1er mars 1984 portant approbation du code des marchés publics de toute nature passés au nom du territoire de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 835 CG du 3 mai 1984 portant établissement du cahier des clauses administratives générales concernant les marchés publics ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée et complétée portant création du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu l'arrêté n° 69 CM du 17 janvier 1992 modifié et complété portant organisation interne du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu l'arrêté n° 338 CM du 25 février 2004 fixant les différents seuils et plafonds en matière de marchés publics ;

Vu l'arrêté n° 281 CM du 23 décembre 2004 portant création et organisation du service des parcs et jardins ;

Vu l'arrêté n° 1115 CM du 9 décembre 2005 portant modification de l'arrêté n° 281 CM du 23 décembre 2004 portant création et organisation du service des parcs et jardins ;

Vu l'arrêté n° 1606 CM du 23 novembre 2007 portant nomination de M. Ronald Cheneson en qualité de directeur de l'équipement par intérim ;

Vu l'arrêté n° 241 MET/DEQ du 30 mars 2006 portant nomination de M. Jean-Marie Paofai, technicien chef de la fonction publique de la Polynésie française, en qualité de chargé de mission auprès du directeur de l'équipement pour assurer le suivi des activités du service des parcs et jardins ;

Vu l'arrêté n° 461 MET du 26 juin 2007 portant nomination de M. Jean-Pierre Carlotti, ingénieur en chef de 1^{re} catégorie hors classe, en qualité de chef de l'arrondissement bâtiment de la direction de l'équipement ;

Vu la décision de congé n° 135 MET du 8 avril 2008 de M. Ronald Cheneson,

Arrête :

Article 1^{er}.— M. Ronald Cheneson, directeur de l'équipement par intérim, est habilité à signer pour le ministre et par délégation, dans la limite de ses attributions, tous les actes et correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 et 1.6 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984.

Art. 2.— En particulier, M. Ronald Cheneson est habilité à signer les actes ci-après détaillés :

1 - En matière de gestion du personnel

- 1-1 Ordres de déplacement à l'intérieur du pays n'excédant pas six (6) jours pour les agents du service des parcs et jardins placés sous son autorité ;
- 1-2 Réquisitions de passages et de bagages relatives aux ordres de déplacement à l'intérieur du pays ;
- 1-3 Certificats de travail et attestations de salaire ou autres prévus par la réglementation sociale ;
- 1-4 Notation définitive des agents du service des parcs et jardins placés sous son autorité ;
- 1-5 Sanctions disciplinaires : avertissements et blâmes ;
- 1-6 Permissions exceptionnelles prévues par la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration (ANFA) ou par le statut de la fonction publique de la Polynésie française ;
- 1-7 Congés annuels, congés de maternité et de maladie ;
- 1-8 Conventions de stage d'élèves ou d'étudiants provenant d'établissements scolaires et universitaires.

2 - En matière de gestion de crédits

Engagement et liquidation des dépenses imputées sur le budget local et sur le budget du CAVC dans les matières relevant de la compétence du service des parcs et jardins.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Ronald Cheneson, directeur de l'équipement par intérim, les opérations d'engagement et de liquidation des dépenses imputées sur le budget local et le budget du CAVC visées au 2 de l'article 2 ci-dessus et jusqu'à concurrence d'un million de francs CFP (1 000 000 F CFP), seront exercées en outre, dans la limite de ses attributions, en particulier pour les travaux sur mémoire et achats sur factures visées par l'article 47 du code des marchés publics, par M. Jean-Marie Paofai, chargé de mission auprès du service des parcs et jardins.

Art. 4.— Durant la période de congé du 5 au 13 mai 2008 inclus de M. Ronald Cheneson, directeur de l'équipement par intérim, M. Jean-Pierre Carlotti, chef de l'arrondissement bâtiment de la direction de l'équipement, reçoit délégation de signature au titre des articles 1^{er} et 2 du présent arrêté.

Art. 5.— Le directeur de l'équipement par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 mai 2008.
Louis FREBAULT.

MINISTRE DE LA PERLICULTURE ET DES DESSERTES INTERINSULAIRES MARITIMES ET AERIENNES

ARRETE n° 9 MPI du 6 mai 2008 portant délégation de signature du ministre de la perliculture et des dessertes interinsulaires maritimes et aériennes.

Le ministre de la perliculture et des dessertes interinsulaires maritimes et aériennes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1355 PR du 19 avril 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1362 PR du 21 avril 2008 relatif aux attributions du ministre de la perliculture et des dessertes interinsulaires maritimes et aériennes ;

Vu l'arrêté n° 1545 PR du 5 mai 2008 portant nomination de Mme Fabienne Domby en qualité de directrice de cabinet auprès du ministère de la perliculture et des dessertes interinsulaires maritimes et aériennes,

Arrête :

Article 1^{er}.— Dans le domaine de la gestion administrative, délégation de signature est donnée à Mme Fabienne Domby, directrice de cabinet, à l'effet de signer au nom du ministre de la perliculture et des dessertes interinsulaires maritimes et aérienne toutes correspondances ou notes nécessaires à l'exécution des instructions du ministère et plus particulièrement :

- a) Tous actes et correspondances relatifs à la gestion des services relevant de l'autorité du ministre des postes, des communications électroniques et de la perliculture, définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5, 1.6 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 ;
- b) Les ordres de déplacement à l'intérieur de la Polynésie française pour les chefs de service placés sous la tutelle du ministre et les ordres de déplacement d'une durée supérieure à six jours pour les agents de ces mêmes services.

Art. 2.— Délégation de signature est donnée à Mme Fabienne Domby, directrice de cabinet, pour certifier le caractère exécutoire des actes pris par le ministre de la perliculture.

Art. 3.— Dans le domaine de la gestion du personnel, délégation de signature est donnée à Mme Fabienne Domby,

directrice de cabinet, pour accomplir les actes ci-après, relatifs au personnel de cabinet du ministre de la perliculture et des dessertes interinsulaires maritimes et aériennes :

- a) Congés de toute nature ;
- b) Autorisations d'absence ;
- c) Certificats de travail et attestations prévues par la réglementation sociale et du travail.

Art. 4.— Dans le domaine de la gestion financière, délégation de signature est donnée à Mme Fabienne Dombay, directrice de cabinet, à l'effet d'accomplir au nom du ministre de la perliculture et des dessertes interinsulaires maritimes et aériennes, dans la limite de ses attributions et des crédits budgétaires alloués au cabinet du ministère et, le cas échéant, aux services rattachés au ministère, les actes suivants :

- a) Engagement et liquidation des dépenses ;
- b) Remboursement de frais et états indemnitaires ;
- c) Ordres de déplacement à l'intérieur de la Polynésie française ;
- d) Réquisitions de passage et bagages à l'intérieur de la Polynésie française ;
- e) Certification du service fait, ainsi que toutes autres correspondances et pièces justificative de dépenses ;
- f) Etablissement de certificats administratifs.

Art. 5.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 mai 2008.
Teva HUIOUTU-HAPAITAHAA.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
ET DES AFFAIRES FONCIÈRES**

ARRETE n° 2 MEA du 30 avril 2008 portant prorogation jusqu'au 31 juillet 2008 de l'arrêté n° 90 MTE/ENV du 31 juillet 2007 autorisant à titre provisoire (6 mois) l'entreprise Hennebuisse Stellio à installer et exploiter une centrale mobile de production d'enrobés à chaud dans la commune de Tefarerii, île de Huahine (établissement de la 1^{re} classe des installations classées pour la protection de l'environnement).

Le ministre de l'environnement et des affaires foncières,

Arrête :

Article 1er.— Conformément à l'article D. 221-17 du code de l'environnement de la Polynésie française, l'autorisation n° 90 MTE/ENV du 31 juillet 2007 est prorogée jusqu'au 31 juillet 2008.

Art. 2.— L'installation est implantée et exploitée conformément aux plans et documents joints à la demande d'autorisation initiale, sous réserve des prescriptions de l'arrêté n° 90 MTE/ENV du 31 juillet 2007 et du présent arrêté.

Art. 3.— L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, au moins deux mois avant la fin de validité de la présente autorisation, un dossier portant sur la cessation d'activité et la remise en état du site.

Des prescriptions complémentaires peuvent alors être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'environnement de la Polynésie française.

Une fois la remise en état du site effectuée, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées toutes pièces justifiant la dépollution du site.

Art. 4.— Une copie de l'arrêté n° 90 MTE/ENV du 31 juillet 2007, du présent arrêté, et le cas échéant, des arrêtés complémentaires, est affichée en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Art. 5.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée.

Art. 6.— Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 avril 2008.
Lionel TEIHOTU.

ARRETE n° 3 MEA du 30 avril 2008 autorisant le haut-commissariat, représenté par l'administrateur, chef de la subdivision administrative des îles Tuamotu-Gambier, M. Frédéric Beaufays, à installer et exploiter une unité de concassage dans la commune de Rikitea, atoll de Totegegie, aux fins de concasser pour utilité publique les produits issus du démantèlement des anciennes installations liées au CEP présentes sur l'atoll de Totegegie (installation de la 2^e classe des installations classées pour la protection de l'environnement).

Le ministre de l'environnement et des affaires foncières,

Arrête :

Article 1er.— L'administrateur d'Etat des îles Tuamotu-Gambier, représentant le haut-commissariat, est autorisé à installer et exploiter dans la commune de Mangareva, atoll de Totegegie, sur la terre dénommée Temaautupu-Terai, lot n° 3, cadastrée n° 28, appartenant à M. Bruno Schmidt, une unité de concassage.

TITRE Ier

Equipements et caractéristiques

Art. 2.— L'établissement relève de la 2^e classe de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, rubriques 56 et 135, et comprend :

| Rubrique de la nomenclature | Intitulé | Descriptions des installations du site | Classe |
|-----------------------------|---|--|--------|
| 56 | Broyage, concassage, criblages et opérations analogues mentionnées à la rubrique 54, de pierres, cailloux, minerais et autres produits artificiels La distance d'isolement est de 200 mètres, la puissance installée de l'ensemble des machines concourant au fonctionnement de l'installation est supérieure à 40 kW mais inférieure à 200 kW | Puissance totale installée : 134 kW | 2e |
| 135 | Dépôts de matériaux de construction autres que le bois, les chaux et ciments | Dépôt provisoire de granulats de béton de 0,2 à 0,4 centimètres de diamètre : 3 870 mètres cubes | 2e |

TITRE II

Dispositions générales

Art. 3.— La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Art. 4.— Des prescriptions complémentaires peuvent à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'environnement de la Polynésie française.

Art. 5.— Le site est implanté et exploité conformément aux plans et documents joints à la demande d'autorisation et sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

Art. 6.— L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;
- les plans tenus à jour ;
- l'arrêté d'autorisation initial et les arrêtés complémentaires ;
- les résultats des dernières mesures sur le bruit, les rapports des visites et contrôles périodiques ;
- les documents précis énoncés dans le présent arrêté ;
- le registre d'exploitation visé à l'article 57.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et des organismes agréés chargés des contrôles périodiques.

Art. 7.— En cas d'incendie, le détachement formé aux risques d'incendie est chargé de combattre le feu éventuel.

Art. 8.— L'exploitant est soumis à l'ensemble des prescriptions du livre II, titre II du code de l'environnement, et en particulier celles qui sont relatives au changement d'exploitant, à la caducité de l'arrêté, aux éventuelles modifications des installations, à la cessation d'activité et à la déclaration des accidents.

TITRE III

Prescriptions relatives à l'installation de concassage et au dépôt des matériaux de construction

Art. 9.— Le concasseur mobile sera positionné sur une aire stabilisée, ancienne dalle DZ "drop zone", puis sur une aire de produits concassés située sur la même emprise foncière.

Art. 10.— Les dispositifs de limitation des émissions de poussières résultant du fonctionnement de l'installation et qui se traduisent par la mise en place d'un capotage en tôle galvanisée sur le concasseur, le convoyeur et le crible doivent être efficaces. Dans le cas contraire, la pulvérisation d'eau fine sur ses équipements doit être envisagée.

Art. 11.— Le stockage au sol des produits finis doit être stabilisé de manière à éviter les émissions de poussières.

Art. 12.— La voie de circulation nécessaire à l'exploitation doit être réalisée et entretenue de façon à prévenir les émissions et à limiter l'accumulation des boues et poussières sur les roues des véhicules susceptibles de circuler sur la voie publique.

Art. 13.— Tout dispositif doit être mis en œuvre pour limiter l'impact paysager de l'unité de concassage.

TITRE IV

Prescriptions relatives à la protection contre l'incendie

Art. 14.— Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour permettre de combattre immédiatement et efficacement tout commencement d'incendie par la mise en place :

- d'un extincteur à poudre de 50 kilogrammes ;
- de 10 extincteurs de 6 kilogrammes ;
- de 3 extincteurs CO₂ de 5 kilogrammes pour les feux électriques.

Art. 15.— Une consigne écrite indique les modalités d'entretien et la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident. Un plan d'intervention est destiné aux services de secours.

Art. 16.— Les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre sont connues de tout le personnel intervenant sur l'installation ou à ses alentours.

Art. 17.— Le personnel est formé à l'utilisation des moyens de secours.

Art. 18.— Le matériel d'extinction est vérifié par un organisme agréé et la date de contrôle est enregistrée sur une étiquette apposée sur chaque appareil.

Art. 19.— Des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel :

- les procédures de mise en sécurité de l'installation ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone des responsables du chantier et des équipes d'intervention.

TITRE V

Protection contre les nuisances sonores

Art. 20.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits suspects ou vibrations anormales, susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Art. 21.— L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Art. 22.— Les mesures de bruit sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Art. 23.— Le bruit exprimé en dB (A) et mesuré en tout point de la limite de propriété ne dépasse pas les valeurs suivantes :

Zone : à prédominance d'activités commerciales et industrielles ;

Jour : (jours ouvrables : de 7 heures à 22 heures) : 65 dB (A) ;

Période intermédiaire : 60 dB (A) ;

Nuit : (tous les jours : de 22 heures à 7 heures et dimanches et jours fériés) : 55 dB (A) ;

Emergence : 3 dB (A).

Art. 24.— L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles supplémentaires de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée durant l'opération.

TITRE VI

Prévention contre les nuisances sur l'environnement

Art. 25.— Le brûlage de tout déchet est interdit.

Art. 26.— Les sols susceptibles de comporter des égouttures d'hydrocarbures ou d'huiles seront protégés à l'aide d'un bidim. Des produits absorbants (kit de pollution) seront mis à disposition en cas d'accident.

Art. 27.— Il est interdit de jeter ou d'abandonner des déchets dans le milieu naturel.

Art. 28.— Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les autres cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale si cette capacité est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Art. 29.— L'exploitation dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux ou polluants présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité permettent de satisfaire à cette obligation.

Art. 30.— Les déchets et résidus produits par l'installation sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envols, infiltrations dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Art. 31.— L'exploitant enregistre, pour tous les déchets, la nature, la quantité, leur destination et le nom de l'organisme les prenant en charge. Ces informations sont consignées dans un registre conservé à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées :

- les huiles usées et ingrédients d'origine pétrolière sont pris en charge par une société spécialisée ;
- les déchets dits ménagers sont triés et transportés sur Moruroa puis Papeete ;
- les déchets amiantés sont retirés, évacués et éliminés par une société spécialisée *via* une filière d'élimination dûment autorisée ;
- les ferrailles sont stockées à Moruroa pour être exportées à l'étranger.

Art. 32.— Toutes les dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident tel que rupture de récipient, de déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers l'exutoire et les milieux naturels (rivières, lagon, etc.). Leur évacuation éventuelle après accident est conforme aux prescriptions relatives à l'évacuation des eaux résiduaires des établissements dangereux, insalubres ou incommodes. Pour leur évacuation ou élimination, l'exploitant se conforme aux prescriptions du présent arrêté.

TITRE VII

Exploitation et entretien

Art. 33.— L'installation de criblage-concassage est amenée à fonctionner 5 jours entre le 19 mai et le 30 septembre 2008.

Art. 34.— Le dépôt de matériaux est destiné à être réemployé par le ministère de l'équipement en vue de projets d'infrastructures. Il est donc provisoire dans le temps. Il sera géré en fonction des besoins des chantiers menés par le ministère de l'équipement.

Art. 35.— Les horaires de fonctionnement de l'installation sont fixés du lundi au vendredi durant 8 heures par jour.

Art. 36.— La vitesse de circulation des véhicules sur la zone de travail est limitée à 20 kilomètres/heure.

Art. 37.— Seules les personnes autorisées par l'exploitant ont accès aux installations. En dehors des heures de présence du personnel d'exploitation et sauf en cas d'intervention pour maintenance des matériels ou de mise en sécurité de l'installation, l'accès du site est strictement interdit. L'exploitant est seul responsable du respect de cette consigne.

Art. 38.— Un registre d'exploitation, tenu à jour, est maintenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Sur ce registre sont notamment inscrits :

- le nom du responsable des installations ;
- les consignes de sécurité et d'incendie ;
- les essais de fonctionnement, entretiens et vérifications prévus ;
- les incidents concernant l'utilisation des signaux sonores et, d'une manière générale, toute intervention effectuée en vue de la sécurité de l'établissement.

Art. 39.— Des consignes de sécurité et d'incendie élaborées par l'exploitant sont portées sur le registre prévu et affichées à l'intérieur de la zone de chantier de manière à ce que les usagers en prennent connaissance.

TITRE VIII*Prescriptions relatives à la remise en état
en fin d'exploitation*

Art. 40.— Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, son exploitant place son site dans un état tel qu'il ne peut porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article D. 221-1 du code de l'environnement :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- les installations sont démontées.

TITRE IX*Identification des parties en charge du contrôle
de l'installation classée autorisée*

Art. 41.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée.

Une copie de l'arrêté d'autorisation et, le cas échéant, des arrêtés complémentaires, est affichée en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant

Art. 42.— Le présent arrêté est affiché de façon visible et permanente sur la zone du chantier par les soins de l'exploitant.

Art. 43.— Une copie du présent arrêté est disposée en mairie de Rikitea et tenue à la disposition du public.

Art. 44.— Le directeur de l'environnement par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 avril 2008.
Lionel TEIHOTU.

ARRETE n° 4 MEA du 30 avril 2008 autorisant Mmes Maïte et Maruia Lecaill à installer et exploiter les entrepôts de matériaux de construction sis dans la commune de Papeete (établissement de la 2e classe pour la protection de l'environnement).

Le ministre de l'environnement et des affaires foncières,

.....
Arrête :

Article 1er.— Les sœurs Lecaill sont autorisées à installer et exploiter un bâtiment abritant six entrepôts de matériaux de construction sis dans la commune de Papeete.

TITRE Ier*Situation de l'établissement*

L'installation est située sur un terrain composé comme suit :

| Terre/démembrement | Commune | Section | N° parcelle | ha | a | ca | Propriétaires |
|--|---------|---------|----------------|----|----|----|-------------------------|
| Ancien domaine Elzéa : lot 4 partie | Papeete | ET | 24 | - | 18 | 26 | Maïte et Maruia Lecaill |
| Ancien domaine Elzéa : lots C, D et D' partie | Papeete | ET | 20 | - | 20 | 11 | Maïte et Maruia Lecaill |

TITRE II*Equipements et caractéristiques*

Art. 2.— L'établissement relève de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement. Ses équipements sont classés dans le tableau suivant :

| Rubrique de la nomenclature | Définition de rubrique | Equipements de l'installation prévue | Classe |
|-----------------------------------|---|--|----------------|
| 70 | Chaux, ciments et plâtres (dépôts de) Lorsque la quantité emmagasinée est supérieure ou égale à 500 tonnes | - dépôts de 34 tonnes | non classée |
| 135 | Matériaux de construction autres que le bois, le chaux et le ciment (dépôt de) | - 120 mètres cubes de matériels de plomberie ; - 300 mètres cubes de matériaux de carrelage ; - 150 mètres cubes d'appareils sanitaires ; - 450 mètres cubes de profilés IPE et UAP (fer) | 2e |

TITRE III*Dispositions générales*

Art. 3.— La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Art. 4.— Des prescriptions complémentaires peuvent à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'environnement de la Polynésie française.

Art. 5.— Tout projet de modification apportée par l'exploitant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de la demande initiale, est porté, avant sa réalisation, à la connaissance de l'inspection des installations classées qui peut exiger une nouvelle demande.

Art. 6.— L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et documents joints à la demande d'autorisation et sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

Art. 7.— L'exploitant établit et tient à jour un dossier "installation classée" comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;
- les plans tenus à jour ;
- l'arrêté d'autorisation initial et les arrêtés complémentaires ;
- les résultats des mesures sur les effluents, le bruit, les rapports de visites et de contrôles périodiques ;
- les documents énoncés et prévus dans le présent arrêté ;
- le registre d'exploitation visé à l'article 56.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des organismes chargés des contrôles périodiques.

Art. 8.— En cas d'incendie, le centre des sapeurs-pompiers le plus proche est alerté immédiatement par l'exploitant, le numéro d'appel téléphonique est affiché bien en évidence.

Art. 9.— L'exploitant est soumis à l'ensemble des prescriptions du livre II, titre II du code de l'environnement,

et en particulier celles qui sont relatives au changement d'exploitant, à la caducité de l'arrêté, aux éventuelles modifications des installations, à la cessation d'activité et à la déclaration des accidents.

Art. 10.— Des prescriptions complémentaires peuvent à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'environnement de la Polynésie française.

TITRE IV

Prescriptions relatives à la réalisation des travaux de construction

Art. 11.— L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour garantir l'innocuité des travaux sur :

- les bâtiments, les habitations et les locaux avoisinants ;
- les cours d'eau, les rivières et le lagon.

Art. 12.— Les travaux ne sont pas à l'origine de vibrations susceptibles d'altérer l'intégrité des bâtiments alentours ou de dégradations des bâtiments voisins et de fragilisation des sols. A cet effet, l'exploitant réalise un suivi de l'intégrité des bâtiments alentours et prend toutes les mesures nécessaires au cas où des signes de détériorations apparaîtraient.

Art. 13.— Le chantier est clôturé afin d'assurer sa protection.

TITRE V

Implantation et aménagement

Art. 14.— Le bâtiment d'une superficie de 935 mètres carrés qui abrite six entrepôts est implanté et exploité conformément aux plans joints à la demande d'autorisation et aux prescriptions du présent arrêté.

Art. 15.— Il abrite 6 entrepôts de 150 mètres carrés chacun, un bloc sanitaires, un bureau et un local pour les archives.

Art. 16.— Le sol est étanche, le mur en limite de propriété séparant le bâtiment en contiguïté de la société Tahiti Agencement est réalisé en béton banché coupe-feu de degré 2 heures, dépassant la toiture d'un mètre.

Art. 17.— Les entrepôts sont séparés entre eux par des murs coupe-feu de degré 2 heures.

Art. 18.— Les façades sont construites en partie basse avec des murets en béton banché sur une hauteur de deux mètres. L'habillage des façades est réalisé en ossatures IPE et en tôles nervurées en bardage.

Art. 19.— L'aération du bâtiment est réalisée par un dispositif de type châssis persienne et aérateurs éoliens au niveau de la toiture.

Art. 20.— Chaque entrepôt dispose d'une porte coulissante coupe-feu de degré 1 heure.

TITRE VI

Dispositions applicables aux dépôts

Art. 21.— Les matériaux sont déposés conformément aux documents joints à la demande, dans des entrepôts largement ventilés d'une façon telle qu'il n'en résulte ni inconvénient et ni danger pour les employés et le voisinage.

Art. 22.— Lors des opérations de manutention, toutes dispositions sont prises pour ne pas gêner les accès et dégagements du bâtiment à usage collectif ni ceux de la voie publique.

Art. 23.— Les sacs de ciment sont contenus dans des locaux clos. Ces dépôts n'engendrent pas de poussières. Les exploitantes s'assurent particulièrement de la solidité des sacs afin de maîtriser totalement la dispersion de cette matière dans l'air.

Art. 24.— La poussière de ciment ne doit, en aucun cas, incommoder le voisinage par une mauvaise gestion de l'exploitant.

Art. 25.— Le nettoyage des locaux est exclusivement fait, par aspiration afin de mieux combattre la propagation de la poussière de ciment et autre, soit par balayage. Le nettoyage par lavage à l'eau est interdit afin de limiter le départ de poussières de ciment dans l'eau de ruissellement de pluie et la rivière.

Art. 26.— Les matériaux sont stockés dans les entrepôts de manière à libérer une voie centrale pour permettre la libre circulation de l'élévateur pendant les opérations de manutention.

TITRE VII

Installations électriques

Art. 27.— Les installations électriques répondent à la norme NF C 15 -100, et font l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur l'indiquant. Cette attestation est transmise dès sa réception par l'exploitant à l'inspection des installations classées.

Art. 28.— Le TGBT permettant de mettre hors tension l'installation électrique est visible et facilement accessible par le personnel responsable et signalé par des étiquettes.

Art. 29.— Les installations électriques font l'objet d'une vérification, à la mise en service, puis tous les ans, par un technicien ou par un organisme agréé. Les installations électriques sont en outre régulièrement surveillées et entretenues en bon état par un personnel qualifié.

Art. 30.— Les rapports de contrôle sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

TITRE VIII

Protection contre l'incendie

Art. 31.— Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour permettre de combattre immédiatement et efficacement tout commencement d'incendie.

Art. 32.— En cas d'incendie, le centre des sapeurs-pompiers le plus proche est alerté immédiatement par l'exploitant, le numéro d'appel téléphonique est affiché bien en évidence.

Art. 33.— Le personnel est initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et entraîné périodiquement.

Art. 34.— Une consigne écrite indique les modalités d'entretien et la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident. Un plan d'intervention placé judicieusement à l'entrée du local est destiné aux salariés et aux services de secours.

Art. 35.— Il est interdit de fumer dans les entrepôts à risques, d'y allumer ou d'y apporter une flamme. Cette interdiction est affichée de façon apparente à l'intérieur et à l'extérieur.

Art. 36.— Les consignes suivantes sont affichées bien en vue et au regard de tous :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers (18 et/ou autres...);
- l'adresse du centre de secours de premier appel ;
- les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ;
- un plan schématique, conforme aux normes en vigueur, sous forme d'une pancarte, apposée à l'entrée pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers. Sur ce plan figure l'emplacement des stockages, des dispositifs de coupure des fluides et des commandes des équipements de sécurité.

Art. 37.— Afin d'éviter toute propagation d'incendie, les alentours du bâtiment sont dégagés de tout encombrant, déchet et autre, et sont entretenus régulièrement.

Art. 38.— Les eaux contaminées par les eaux de lutte incendie ne sont pas à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou du sous-sol. L'exploitant prendra toutes les mesures nécessaires en ce sens.

Art. 39.— L'installation est défendue contre l'incendie par les équipements suivants :

- 5 extincteurs portatifs à poudre et eau pulvérisée de normes NF MIH de 6 kilogrammes ;
- 2 lances RIA de 30 mètres chacune, capable de couvrir la totalité du bâtiment ;
- et de 2 poteaux d'incendie situés à environ 50 mètres de l'installation.

Les extincteurs sont répartis judicieusement dans le bâtiment.

Art. 40.— Les matériels d'extinction sont vérifiés une fois l'an par une entreprise spécialisée et les dates de contrôle sont enregistrées sur une étiquette apposée sur chaque appareil.

TITRE IX

Protection contre les nuisances sonores

Art. 41.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits suspects ou vibrations anormales, susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Art. 42.— L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Art. 43.— Les mesures de bruit sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Art. 44.— Le bruit exprimé en dB (A) et mesuré en tout point de la limite de propriété ne dépasse pas les valeurs suivantes :

Zone : Zone à prédominance d'activités commerciales, industrielles ainsi que les zones agricoles situées en zone rurale non habitée ou comportant des écarts ruraux ;

Jour : jours ouvrables : de 7 heures à 22 heures : 65 dB (A) ;

Période intermédiaire : 60 dB (A) ;

Nuit : tous les jours : de 22 heures à 7 heures et dimanches et jours fériés : 55 dB (A) ;

Emergence : 3 dB (A).

Art. 45.— Lorsque plusieurs installations classées, soumises à autorisation au titre de rubriques différentes, sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ces installations respecte les valeurs limites ci-dessus.

Art. 46.— Des contrôles annuels seront réalisés par un organisme ou une personne qualifiée, à l'initiative et aux frais de l'exploitant. Ces contrôles seront réalisés durant les horaires d'ouverture, en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées.

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles supplémentaires de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée.

Art. 47.— Les émissions sonores des véhicules, matériels et engins de chantier utilisés à l'intérieur du site répondent aux prescriptions précitées.

TITRE X

Protection de l'environnement

Art. 48.— Le brûlage de tout déchet est interdit.

Les factures liées aux opérations d'enlèvement et de traitement de tous rejets ou déchets sont conservées dans le dossier "installation classée" visé à l'article 7 et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 49.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Art. 50.— Il est également interdit de jeter ou d'abandonner des déchets dans le milieu naturel.

Art. 51.— Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de rétention des récipients est égal :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des récipients ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;
- dans tous les autres cas, 800 litres minimum ou la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres.

Art. 52.— Les déchets et résidus produits par l'installation sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envols, infiltration dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Ils sont stockés dans le local poubelle construit à cet effet.

Art. 53.— L'exploitant enregistre, pour tous les déchets, la nature, la quantité, leur destination et le nom de l'organisme les prenant en charge.

Ces informations sont consignées dans un registre conservé à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ces documents sont consignés dans le registre d'exploitation conformément à l'article 56.

Art. 54.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou du sous-sol.

TITRE XI

Exploitation et entretien

Art. 55.— Seules les personnes autorisées par l'exploitant ont accès aux installations. En dehors des heures de présence du personnel d'exploitation et sauf en cas d'intervention pour maintenance des matériels ou de mise en sécurité de l'installation, l'accès du site est strictement interdit. Les exploitantes sont seules responsables du respect de cette consigne.

Art. 56.— Un registre d'exploitation, tenu à jour, est maintenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Sur ce registre sont notamment inscrits :

- le nom du responsable des installations ;
- les consignes de sécurité et d'incendie ;
- les essais de fonctionnement, entretiens et vérifications prévus ;
- les incidents concernant l'utilisation des signaux sonores et, d'une manière générale, toute intervention effectuée en vue de la sécurité de l'établissement.

Art. 57.— Des consignes de sécurité et d'incendie élaborées par l'exploitant sont portées sur le registre prévu et affichées à l'intérieur de l'installation classée de manière que les salariés en prennent connaissance.

Art. 58.— Toutes les installations intéressant la sécurité, notamment les dispositifs de signalisation, les systèmes

d'alarme, les moyens de lutte contre l'incendie ainsi que les dispositifs d'obturation coupe-feu sont régulièrement inspectés, et au moins une fois par an, par un technicien qualifié. Des essais de fonctionnement sont faits deux fois par an.

Art. 59.— Les entrepôts doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de poussière et matières dangereuses ou polluantes. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par le produit.

TITRE XII

Prescriptions relatives à la remise en état en fin d'exploitation

Art. 60.— Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, son exploitant place son site dans un état tel qu'il ne peut porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article D. 221-1 du code de l'environnement :

- les installations sont démontées ;
- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées.

TITRE XIII

Contrôle de l'installation classée

Art. 61.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée et peut à tout moment la visiter. De même, l'inspection des installations classées peut demander au pétitionnaire tous renseignements complémentaires qu'elle juge utiles.

Art. 62.— Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions réglementaires concernant les installations classées. Les frais occasionnés par ces contrôles sont supportés par l'exploitant.

Art. 63.— Une copie de l'arrêté d'autorisation et, le cas échéant, des arrêtés complémentaires, sont affichés en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Art. 64.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressées et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 avril 2008.
Lionel TEIHOTU.

ARRETE n° 5 MEA du 30 avril 2008 autorisant le haut-commissariat, représenté par l'administrateur, chef de la subdivision administrative des îles Tuamotu-Gambier, M. Frédéric Beaufaÿs, à installer et exploiter une unité de concassage dans la commune de Rikitea aux fins de concasser pour utilité publique les produits issus du démantèlement des anciennes installations liées au CEP présentes sur l'île de Mangareva (installation de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement).

Le ministre de l'environnement et des affaires foncières,

Arrête :

Article 1er.— L'administrateur d'Etat des îles Tuamotu-Gambier, représentant le haut-commissariat, est autorisé à installer et exploiter dans la commune de Rikitea, île de Mangareva, sur la terre dénommée Hokoa-Vaituatai-Toaaautara, parcelle n° 176, appartenant à M. Bruce Doom, une unité de concassage.

TITRE Ier

Equipements et caractéristiques

Art. 2.— L'établissement relève de la 2e classe de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, rubriques 56 et 135, et comprend :

| Rubrique de la nomenclature | Intitulé | Descriptions des installations du site | Classe |
|-----------------------------|---|--|--------|
| 56 | Broyage, concassage, criblages et opérations analogues mentionnées à la rubrique 54, de pierres, cailloux, minerais et autres produits artificiels La distance d'isolement est de 200 mètres, la puissance installée de l'ensemble des machines concourant au fonctionnement de l'installation est supérieure à 40 kW mais inférieure à 200 kW | Puissance totale installée : 134 kW | 2e |
| 135 | Dépôts de matériaux de construction autres que le bois, les chaux et ciments | Dépôt provisoire de granulats de béton de 0,2 à 0,4 centimètres de diamètre : 4 000 mètres cubes | 2e |

TITRE II

Dispositions générales

Art. 3.— La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Art. 4.— Des prescriptions complémentaires peuvent à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'environnement de la Polynésie française.

Art. 5.— Le site est implanté et exploité conformément aux plans et documents joints à la demande d'autorisation et sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

Art. 6.— L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;
- les plans tenus à jour ;
- l'arrêté d'autorisation initial et les arrêtés complémentaires ;
- les résultats des dernières mesures sur le bruit, les rapports des visites et contrôles périodiques ;
- les documents précis énoncés dans le présent arrêté ;
- le registre d'exploitation visé à l'article 57.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et des organismes agréés chargés des contrôles périodiques.

Art. 7.— En cas d'incendie, le centre des sapeurs-pompiers est alerté immédiatement par l'exploitant, le numéro d'appel téléphonique est affiché bien en évidence.

Art. 8.— L'exploitant est soumis à l'ensemble des prescriptions du livre II, titre II du code de l'environnement, et en particulier celles qui sont relatives au changement d'exploitant, à la caducité de l'arrêté, aux éventuelles modifications des installations, à la cessation d'activité et à la déclaration des accidents.

TITRE III

Prescriptions relatives à l'installation de concassage et au dépôt des matériaux de construction

Art. 9.— Le concasseur mobile sera positionné sur une aire stabilisée.

Art. 10.— Les dispositifs de limitation des émissions de poussières résultant du fonctionnement de l'installation et qui se traduisent par la mise en place d'un capotage en tôle galvanisée sur le concasseur, le convoyeur et le crible doivent être efficaces. Dans le cas contraire, la pulvérisation d'eau fine sur ses équipements doit être envisagée.

Art. 11.— Le stockage au sol des produits finis doit être stabilisé de manière à éviter les émissions de poussières.

Art. 12.— Les voies de circulation nécessaires à l'exploitation en soupe de corail doivent être réalisées et entretenues de façon à prévenir les émissions et à limiter l'accumulation des boues et poussières sur les roues des véhicules susceptibles de circuler sur la voie publique.

Art. 13.— Tout dispositif doit être mis en œuvre pour limiter l'impact paysager de l'unité de concassage.

TITRE IV

Prescriptions relatives à la protection contre l'incendie

Art. 14.— Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour permettre de combattre immédiatement et efficacement tout commencement d'incendie par la mise en place :

- d'un extincteur à poudre de 50 kilogrammes ;
- de 10 extincteurs de 6 kilogrammes ;
- de 3 extincteurs CO₂ de 5 kilogrammes pour les feux électriques.

Art. 15.— Une consigne écrite indique les modalités d'entretien et la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident. Un plan d'intervention est destiné aux services de secours. Un plan de prévention est élaboré pour le déroulement du chantier.

Art. 16.— Les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre sont connues de tout le personnel intervenant sur l'installation ou à ses alentours.

Art. 17.— Le personnel est formé à l'utilisation des moyens de secours.

Art. 18.— Le matériel d'extinction est vérifié par un organisme agréé et la date de contrôle est enregistrée sur une étiquette apposée sur chaque appareil.

Art. 19.— Des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel :

- les procédures de mise en sécurité de l'installation ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone des responsables du chantier et des équipes d'intervention.

TITRE V

Protection contre les nuisances sonores

Art. 20.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits suspects ou vibrations anormales, susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Art. 21.— L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Art. 22.— Les mesures de bruit sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Art. 23.— Le bruit exprimé en dB (A) et mesuré en tout point de la limite de propriété ne dépasse pas les valeurs suivantes :

Zone : à prédominance d'activités commerciales et industrielles ;

Jour : jours ouvrables : de 7 heures à 22 heures : 65 dB (A) ;

Période intermédiaire : 60 dB (A) ;

Nuit : tous les jours : de 22 heures à 7 heures et dimanches et jours fériés : 55 dB (A) ;

Emergence : 3 dB (A).

Art. 24.— L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles supplémentaires de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée durant l'opération.

TITRE VI

Prévention contre les nuisances sur l'environnement

Art. 25.— Le brûlage de tout déchet est interdit.

Art. 26.— Les sols susceptibles de comporter des égouttures d'hydrocarbures ou d'huiles seront protégés à l'aide d'un bidim. Des produits absorbants (kit de pollution) seront mis à disposition en cas d'accident.

Art. 27.— Il est interdit de jeter ou d'abandonner des déchets dans le milieu naturel.

Art. 28.— Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les autres cas, 800 litres minimum ou une capacité de rétention égale à la capacité totale si cette dernière est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Art. 29.— L'exploitation dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux ou polluants présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité permettent de satisfaire à cette obligation.

Art. 30.— Les déchets et résidus produits par l'installation sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envols, infiltrations dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Art. 31.— L'exploitant enregistre, pour tous les déchets, la nature, la quantité, leur destination et le nom de l'organisme les prenant en charge. Ces informations sont consignées dans un registre conservé à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées :

- les huiles usées et ingrédients d'origine pétrolière sont pris en charge par une société spécialisée ;
- les déchets dits ménagers sont triés et transportés sur Moruroa puis Papeete ;
- les déchets amiantés sont retirés, évacués et éliminés par une société spécialisée *via* une filière d'élimination dûment autorisée ;
- les ferrailles sont stockées à Moruroa pour être exportées à l'étranger.

Art. 32.— Toutes les dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident tel que rupture de récipient, de déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers l'exutoire et les milieux naturels (rivières, lagon, etc.). Leur évacuation éventuelle après accident est conforme aux prescriptions relatives à l'évacuation des eaux résiduelles des établissements dangereux, insalubres ou incommodes. Pour leur évacuation ou élimination, l'exploitant se conforme aux prescriptions du présent arrêté.

TITRE VII

Exploitation et entretien

Art. 33.— L'installation de criblage-concassage est amenée à fonctionner 5 jours entre le 14 avril et le 18 mai 2008.

Art. 34.— Le dépôt de matériaux est destiné à être réemployé par le ministère de l'équipement en vue de projets d'infrastructures. Il est donc provisoire dans le temps. Il sera

géré en fonction des besoins des chantiers menés par le ministère de l'équipement.

Art. 35.— Les horaires de fonctionnement de l'installation sont fixés du lundi au vendredi durant 8 heures par jour.

Art. 36.— La vitesse de circulation des véhicules sur la zone de travail est limitée à 20 kilomètres/heure.

Art. 37.— Seules les personnes autorisées par l'exploitant ont accès aux installations. En dehors des heures de présence du personnel d'exploitation et sauf en cas d'intervention pour maintenance des matériels ou de mise en sécurité de l'installation, l'accès du site est strictement interdit. L'exploitant est seul responsable du respect de cette consigne.

Art. 38.— Un registre d'exploitation, tenu à jour, est maintenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Sur ce registre sont notamment inscrits :

- le nom du responsable des installations ;
- les consignes de sécurité et d'incendie ;
- les essais de fonctionnement, entretiens et vérifications prévus ;
- les incidents concernant l'utilisation des signaux sonores et, d'une manière générale, toute intervention effectuée en vue de la sécurité de l'établissement.

Art. 39.— Des consignes de sécurité et d'incendie élaborées par l'exploitant sont portées sur le registre prévu et affichées à l'intérieur de la zone de chantier de manière à ce que les usagers en prennent connaissance.

TITRE VIII

Prescriptions relatives à la remise en état en fin d'exploitation

Art. 40.— Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, son exploitant place son site dans un état tel qu'il ne peut porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article D. 221-1 du code de l'environnement :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- les installations sont démontées.

TITRE IX

Identification des parties en charge du contrôle de l'installation classée autorisée

Art. 41.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée.

Une copie de l'arrêté d'autorisation et, le cas échéant, des arrêtés complémentaires, est affichée en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant

Art. 42.— Le présent arrêté est affiché de façon visible et permanente sur la zone du chantier par les soins de l'exploitant.

Art. 43.— Une copie du présent arrêté est disposée en mairie de Rikitea et tenue à la disposition du public.

Art. 44.— Le directeur de l'environnement par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 avril 2008.
Lionel TEIHOTU.

ARRETE n° 6 MEA du 30 avril 2008 autorisant la SAS SOFAP à installer et exploiter les équipements techniques d'une unité de fabrication de peintures dans la commune de Papara (établissement de la 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement).

Le ministre de l'environnement et des affaires foncières,

.....
Arrête :

Article 1er.— La SAS SOFAP est autorisée à installer et exploiter les équipements techniques d'une unité de fabrication de peintures.

L'installation est située sur un terrain référencé comme suit :

| Terre/démembrement | Commune associée | Section | N° parcelle | a | ca | Propriétaire |
|--|------------------|---------|-------------|----|----|-----------------|
| Ancien domaine Brander ou propriété Koen Siou Wong Hen : parcelle 4 (partie) | Papara | CK | 17 | 55 | 46 | SCI Raihonoarii |

La SCI Vaihonoarii a vendu le terrain ci-dessus à la société immobilière Tipaerui dont M. Georges Tramini est le gérant (dossier n° 401 du 27 juin 2007, Me Bernard Bruggmann, notaire à la résidence de Papeete).

Art. 2.— L'établissement relève de la 1re classe, rubriques 96, 103, 130, 131 et 185 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Les équipements classés sont répertoriés dans le tableau suivant :

| Rubrique | Définition de la rubrique | Equipements de l'installation prévus | Classe |
|----------|--|--|--------|
| 96 | Eaux résiduaires industrielles (traitement et/ou rejet) | 4 mètres cubes/jour | 1 |
| 103 | Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles, toxiques ou explosives ne relevant pas de la présente nomenclature lorsque le volume des entrepôts est supérieur ou égal à 1 000 mètres cubes mais inférieur à 10 000 mètres cubes) | 3 000 mètres cubes | 2 |
| 130.1° | Liquides inflammables (dépôts de) Dépôts de liquides inflammables : - représentant une capacité nominale totale supérieure ou égale à 3 000 litres | Un stockage conditionné en bidons, pots et fûts d'environ 180 tonnes | 1 |
| 131 | Liquides inflammables (installations de mélange, de traitement ou d'emploi de) | 5 tonnes/jour | 1 |
| 185 | Produits agropharmaceutiques (dépôts de et emploi de) | 400 kilogrammes | 2 |

TITRE II

Dispositions générales

Art. 3.— La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Art. 4.— Des prescriptions complémentaires peuvent à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'environnement de la Polynésie française.

Art. 5.— Le site est implanté et exploité conformément aux plans et documents joints à la demande d'autorisation et sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

Art. 6.— L'exploitant établit et tient à jour un dossier "installation classée" comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;
- les plans tenus à jour ;
- l'arrêté d'autorisation initial et les arrêtés complémentaires ;
- les résultats des mesures sur le bruit, les rapports des visites et contrôles périodiques ;
- les documents énoncés et prévus dans le présent arrêté.
- le registre d'exploitation visé à l'article 90.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des organismes chargés des contrôles périodiques.

Art. 7.— En cas d'incendie, le centre des sapeurs-pompiers est alerté immédiatement par l'exploitant, le numéro d'appel téléphonique est affiché bien en évidence.

Art. 8.— L'exploitant est soumis à l'ensemble des prescriptions du livre II, titre II du code de l'environnement et en particulier celles qui sont relatives au changement d'exploitant, à la caducité de l'arrêté, aux éventuelles modifications des installations, à la cessation d'activité et à la déclaration des accidents.

TITRE III

Prescriptions se rapportant à l'entrepôt couvert

Art. 9.— Le respect des prescriptions ci-dessous ne fait pas obstacle aux prescriptions particulières applicables au stockage de certaines matières dangereuses fixées par la réglementation en vigueur.

En particulier, le stockage de produits explosifs est interdit.

Art. 10.— L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. Cet état indique leur localisation, la nature des dangers ainsi que leur quantité.

L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail.

Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Art. 11.— L'entrepôt doit être en permanence accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Une voie au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'entrepôt. Cette voie doit permettre l'accès des engins de secours des sapeurs-pompiers et les croisements de ces engins.

A partir de cette voie, les sapeurs-pompiers doivent pouvoir accéder à toutes les issues du stockage par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'entrepôt doivent pouvoir stationner sans occasionner de gênes sur les voies de circulation externe à l'entrepôt tout en laissant dégagés les accès nécessaires aux secours, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt.

Art. 12.— Les conditions constructives minimales sont les suivantes :

- la structure du bâtiment est stable au feu 1 heure ;
- en ce qui concerne la toiture, ses éléments de support sont réalisés en matériaux M0. L'ensemble de la toiture (éléments de support, isolant et étanchéité) doit satisfaire à la classe et l'indice T 30/1 ;
- les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne doivent pas, lors d'un incendie, produire des gouttes enflammées ;
- la zone de stockage est séparée du local de préparation par des murs et des portes coupe-feu de degré 2 heures ;
- une bande de protection en sous-face de toiture, d'une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre du mur coupe-feu de degré 2 heures, est à prévoir entre la zone de préparation et la partie de stockage.

Art. 13.— Des amenées d'air frais sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.

Art. 14.— L'ensemble des zones de stockage est largement ventilé par des lanterneaux sous toiture ou sous débords de toiture.

Art. 15.— Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées séparément.

Art. 16.— L'ensemble des stockages de matières premières, produits intermédiaires et produits finis sont aménagés de manière à pouvoir rehausser les produits en cas de pluviométrie importante.

Art. 17.— Les matières conditionnées en masse (sac, palette, etc.) forment des îlots limités de la façon suivante :

- 1 - surface maximale des îlots au sol : 500 mètres carrés ;
- 2 - hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;
- 3 - distance entre 2 îlots : 2 mètres minimum ;
- 4 - une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des îlots et la base de la toiture.

La hauteur de stockage des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur.

Les matières stockées en vrac sont séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux éléments de structure et à la base de la toiture ou du plafond ou de tout système de chauffage.

Art. 18.— Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Tout stockage de matières liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une

capacité de rétention dont le volume est conforme aux valeurs des dispositions de l'article 81.

Art. 19.— Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toutes pollutions des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées doivent, de manière gravitaire, être collectées puis converger vers une capacité spécifique extérieure au bâtiment. Les orifices d'écoulement doivent être munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement. Tout moyen doit être mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé en fonction de la rapidité d'intervention et des moyens d'intervention ainsi que de la nature des matières stockées.

Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés d'obturateur de façon à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositions sont maintenues en état de marche, signalées et actionnables en toutes circonstances localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Art. 20.— La détection automatique d'incendie dans les cellules de stockage avec transmission de l'alarme à l'exploitant est obligatoire. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés.

Art. 21.— Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide.

En outre, le nombre minimal de ces issues doit permettre que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 50 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) de l'une d'elles, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.

Deux issues au moins vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues. En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées.

Art. 22.— Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Art. 23.— Les transformateurs de courant électrique lorsqu'ils sont accolés à l'entrepôt, sont situés dans des locaux clos, largement ventilés et isolés de l'entrepôt par un mur coupe-feu de degré 2 heures.

L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre conforme aux normes NF C 17-100.

Art. 24.— Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs.

Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

Art. 25.— Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Art. 26.— En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt par télésurveillance est mise en place en permanence pour les risques d'intrusion et également afin de permettre notamment l'accès des services de secours en cas d'incendie.

TITRE IV

Prescriptions relatives aux eaux résiduaires

Art. 27.— L'évacuation des eaux résiduaires s'effectue par l'intermédiaire d'un caniveau directement relié à un séparateur d'hydrocarbures dont les limites de rejets sont conformes aux prescriptions de l'article 80.

Art. 28.— Le séparateur d'hydrocarbures est entretenu en bon état de fonctionnement et débarrassé des boues et des liquides inflammables retenus aussi souvent qu'il sera nécessaire. Les boues et liquides récupérés ne devront en aucun cas être jetés à l'égout mais remis à une entreprise spécialisée disposant d'installations de traitement autorisées.

TITRE V

Prescriptions concernant le dépôt de liquides inflammables

Art. 29.— Le dépôt sera implanté, réalisé et exploité conformément aux prescriptions du présent arrêté. Toute transformation de l'état des lieux et toute modification de l'installation ou de son mode d'utilisation doivent être portées à la connaissance au service administratif compétent.

Art. 30.— L'accès au dépôt est convenablement interdit à toute personne étrangère à son exploitation.

Art. 31.— Le dépôt est réalisé dans un local dont les éléments de construction présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- paroi coupe-feu de degré 2 heures ;
- portes donnant vers l'intérieur coupe-feu de degré 2 heures ;
- couverture incombustible.

Les portes s'ouvriront vers l'extérieur et devront permettre le passage facile des emballages.

Ce local ne commandera ni un escalier ni un dégagement quelconque.

Ce local sera largement ventilé, toutes dispositions étant prises pour qu'il ne puisse en résulter d'inconfort, de gêne ou de danger pour les tiers.

Art. 32.— Les liquides inflammables sont renfermés dans des bidons, des fûts ou dans des pots.

Ces récipients seront fermés. Ils devront porter en caractères lisibles la dénomination du liquide renfermé. Ils seront incombustibles, étanches, construits selon les règles de l'art et devront présenter une résistance suffisante aux chocs accidentels.

Art. 33.— Chaque récipient ou ensemble de récipients doit être associé à une cuvette de rétention étanche et incombustible dans lequel on pompera les eaux recueillies. La capacité de la cuvette de rétention est conforme aux prescriptions de l'article 81.

Art. 34.— Les récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Art. 35.— Les RIA mousse sont installés devant ces stockages.

Art. 36.— Sont interdits dans le local :

- les tuyaux mobiles de fumée ;
- les feux nus ;
- les appareils comportant des éléments incandescents non enfermés ;
- les stocks de matières combustibles.

TITRE VI

Prescriptions relatives aux zones à risques

Art. 37.— L'exploitant définit sous sa responsabilité les zones dans lesquelles sont susceptibles d'apparaître des atmosphères capables d'aggraver les risques (toxiques-explosifs-incendie). Ce risque est signalé.

Art. 38.— L'employeur prévoit, à l'intention de ceux qui travaillent dans des emplacements où des atmosphères explosives peuvent se présenter, une formation suffisante et appropriée en matière de protection contre les explosions.

Art. 39.— Il est interdit d'y fumer et d'y provoquer ou d'y apporter du feu sous une forme quelconque.

Cette interdiction est affichée de façon apparente aux abords de chaque lieu précédemment défini.

Les travaux de réparation ou d'aménagement nécessitant l'emploi d'une flamme ou d'une source chaude ne sont effectués qu'après délivrance d'un permis de travail et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le permis de travail et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le permis de travail et la consigne particulière sont établis soit par l'exploitant, soit par l'entreprise extérieure, mais sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification de l'installation est effectuée par l'exploitant ou son représentant.

TITRE VII

Prescriptions concernant l'unité de production

Art. 40.— L'installation doit être implantée et maintenue à une distance d'au moins 20 mètres des limites de propriété.

Art. 41.— Le bâtiment abritant l'installation doit présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- murs extérieurs et murs séparatifs coupe-feu de degré 2 heures ;
- couverture incombustible ;
- portes et fermetures résistantes au feu et leurs dispositifs de fermeture coupe-feu de degré 2 heures.

Art. 42.— Les locaux abritant les installations doivent être équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Leur surface utile d'ouverture ne doit pas être inférieure à 2 % de la surface totale de la toiture.

En exploitation normale, la fermeture doit être possible depuis le sol du local.

Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.

Des amenées d'air frais d'une surface libre égale à la surface géométrique de l'ensemble des dispositifs d'évacuation sont réalisées.

Art. 43.— Le sol du bâtiment doit être formé ou recouvert de matériau non susceptible de créer des étincelles par frottement ou par choc d'objet métallique.

Art. 44.— Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des gaz de combustion dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).

Art. 45.— Le sol des aires de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Les matières recueillies sont traitées.

Art. 46.— Une installation d'air vicié implantée au droit des zones de manipulation et mélange de produits est reliée à une centrale de filtration extérieure au bâtiment. Les effluents gazeux sont rejetés par un point de rejet à plus de 4 mètres de hauteur afin d'assurer un taux de dilution correct.

TITRE VIII

*Prescriptions relatives au dépôt
de produits agropharmaceutiques*

Art. 47.— Le dépôt de produits toxiques, nocifs, irritants, et dangereux pour la santé est réalisé dans un local fermé, spécialisé, pourvu d'une ventilation mécanique.

Art. 48.— Le sol du dépôt est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les produits répandus accidentellement et les produits d'extinction d'un incendie.

Art. 49.— Les zones affectées au dépôt sont strictement réservées à cet usage. Il est interdit d'utiliser un même local ou une même zone, pour le stockage de produits agropharmaceutiques et le stockage ou la manipulation d'autres produits dangereux. Tout stockage de produits agropharmaceutiques sur des aires non affectées à cet usage est interdit.

Art. 50.— L'exploitation du dépôt se fait sous la surveillance d'une personne qui a obligatoirement suivi une formation spécifique sur les dangers des produits agropharmaceutiques (toxicité, inflammabilité).

Art. 51.— Le dépôt et les matériels sont régulièrement nettoyés de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussières.

Art. 52.— Le personnel chargé de la vente est en possession du diplôme délivré par le ministère de l'agriculture concernant la manipulation de produits agropharmaceutiques.

Art. 53.— Toutes les substances ou préparations dangereuses sont soumises aux prescriptions réglementaires d'étiquetage et d'emballage.

Art. 54.— Il est interdit de stocker des produits agropharmaceutiques liquides au-dessus des poudres ou solides. De même, il est interdit de mettre en contact ou de stocker ensemble des produits incompatibles tels que combustibles et comburants.

TITRE IX

Installations électriques

Art. 55.— Les installations électriques répondent à la norme NF C 15-100, et font l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur l'indiquant. Cette attestation est transmise dès sa réception par l'exploitant à l'inspection des installations classées.

Art. 56.— L'installation électrique est élaborée, réalisée et entretenue conformément aux dispositions de la réglementation des installations électriques dans les établissements susceptibles de présenter des risques d'explosion.

Art. 57.— Les installations électriques font l'objet d'une vérification, à la mise en service, puis tous les ans, par un technicien ou par une société spécialisée. Les installations électriques sont en outre régulièrement surveillées et entretenues en bon état par un personnel qualifié.

Les rapports de contrôle sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 58.— L'équipement électrique des installations pouvant présenter un risque d'explosion est conforme à la réglementation des installations électriques des établissements classés susceptibles de présenter des risques d'explosion.

Art. 59.— Des dispositifs nécessaires pour permettre en cas de besoin de mettre hors tension l'installation électrique sont pourvus. Ils sont placés à un endroit facilement accessible par le personnel responsable. Les boutons d'arrêt d'urgence de l'électricité sont signalés distinctement et facilement accessibles.

TITRE X

Protection contre l'incendie

Art. 60.— Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour permettre de combattre immédiatement et efficacement tout commencement d'incendie par la mise en place :

- de matériel à sécurité renforcée dans les zones ATEX ;
- d'un réseau de 4 RIA mixtes ;
- d'un système de sécurité incendie comportant un système de détection incendie (SDI) couvrant l'ensemble de l'établissement, un système de mise en sécurité incendie (SMSI) commandant la fermeture des portes CF isolant le local préparation des 2 zones de stockages mitoyennes et un équipement d'alerte de type 3a ;
- de moyens mobiles d'extinction.

Art. 61.— Tout personnel même intérimaire susceptible de travailler à la réception dispose des consignes de sécurité à observer en cas d'allumage d'une alarme. L'exploitant s'assure que ces consignes sont bien assimilées par ce personnel.

Art. 62.— A proximité et dans tout local technique ou renfermant des matières combustibles, il est interdit de fumer, d'allumer ou d'introduire sous une forme quelconque une flamme et d'y effectuer des travaux de réparation susceptibles de produire des étincelles, sauf pour la réalisation de travaux d'entretien réalisés sous la responsabilité de l'exploitant.

Art. 63.— Cette interdiction est affichée de façon apparente aux abords de chaque lieu précédemment défini.

Art. 64.— L'installation de détection incendie est raccordée à un système permettant de donner l'alarme à l'exploitant et au service de secours incendie le plus proche. L'alarme incendie est audible en tout point de l'établissement.

Art. 65.— Les moyens minimums particuliers de lutte contre l'incendie sont répertoriés dans le tableau suivant :

| Rez-de chaussée : Locaux | Moyen de lutte |
|-----------------------------|--|
| Stockage matières premières | 1 extincteur sur roues 50 kg, poudre ABC 2 extincteurs 9 kg, poudre ABC 2 RIA polymousse |
| Unité de production | 2 extincteurs 9 kg, poudre ABC 1 extincteur 5 kg, CO ₂ 1 RIA polymousse |
| TGBT | 1 extincteur 5kg, CO ₂ |
| Stockage de produits finis | 1 extincteur 9 kg, poudre ABC 1 extincteur 5 kg, CO ₂ 1 RIA polymousse |

En l'absence de la conformité du réseau et du poteau d'incendie de la commune, les équipements sont défendus par 1 réserve d'eau de 120 m³ munie de 2 sorties pompiers de diamètres 100 mm et 65 mm. Un surpresseur est installé en aval de cette réserve afin d'alimenter le réseau RIA. Le système de raccordement au véhicule pompier, utilisable seulement en secours du dispositif ci-dessus est conservé.

Art. 66.— Toutes les installations intéressant la sécurité, notamment les dispositifs de signalisation, les systèmes d'alarme, les moyens de lutte contre l'incendie ainsi que les dispositifs d'obturation coupe-feu sont régulièrement inspectés, et au moins une fois par an, par un technicien qualifié. Des essais de fonctionnement sont faits deux fois par an.

En particulier, les matériels d'extinction sont vérifiés une fois l'an par un organisme agréé et les dates de contrôle sont enregistrées sur une étiquette apposée sur chaque appareil.

Art. 67.— Le personnel est initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et entraîné périodiquement. L'exploitant affecte une équipe de surveillance et d'intervention formée et entraînée disposant à tout moment des accès depuis la route des zones à risques.

Art. 68.— Afin d'éviter toute propagation d'incendie, les sols sont dégagés de tous encombrants, déchets et autres, et sont entretenus régulièrement.

Art. 69.— Les eaux contaminées par les eaux de lutte incendie sont collectées et ne sont pas à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou du sous-sol.

Art. 70.— En cas d'incendie, le centre des sapeurs-pompiers le plus proche est alerté immédiatement par l'exploitant, le numéro d'appel téléphonique est affiché bien en évidence notamment dans les locaux techniques et à l'accueil.

Art. 71.— Une consigne écrite indique les modalités d'entretien et la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident. Un plan d'intervention placé judicieusement à l'entrée de l'établissement est destiné aux services de secours.

Art. 72.— Les consignes suivantes sont affichées bien en vue et au regard de tous :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers (18 et/ou autres...);
- l'adresse du centre de secours de premier appel ;
- les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ;
- un plan schématique, conforme aux normes en vigueur, sous forme d'une pancarte, apposée à l'entrée pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers. Sur ce plan figure l'emplacement des divers locaux, des dispositifs de coupure des fluides et des commandes des équipements de sécurité.

Art. 73.— Des panneaux portant la mention "défense de fumer" sont répartis judicieusement et affichés bien en évidence, en particulier dans les zones à risques.

TITRE XI

Protection de l'environnement

Art. 74.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des

gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Art. 75.— Les déchets et résidus produits sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envols, infiltration dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produites par l'installation, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

L'enlèvement des déchets industriels, matières dangereuses ou insalubres, produits ou huiles usées est effectué par un organisme habilité. L'élimination est réalisée dans une installation dûment autorisée au titre des installations classées.

L'exploitant enregistre pour tous les déchets la nature, la quantité, la destination et le nom de l'organisme les prenant en charge.

Ces informations sont consignées dans un registre conservé à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 76.— Le brûlage de tout déchet est interdit.

Art. 77.— Les factures liées aux opérations d'enlèvement et de traitement de tout rejet ou déchet sont conservées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 78.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine d'une pollution, même des eaux de surface ou du sous-sol.

Art. 79.— Toutes les dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident, tel que rupture de récipient, de déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts et les milieux naturels (rivières, lagon, etc.).

Art. 80.— Les sols susceptibles de comporter des égouttures d'hydrocarbures ou d'huiles sont étanches et conçus pour permettre la collecte des eaux de lavage ou de ruissellement.

Ces eaux ne sont pas renvoyées dans le milieu naturel, elles sont canalisées vers un séparateur/décanteur d'hydrocarbures correctement dimensionné et entretenu pour respecter les valeurs de rejet suivantes :

- DCO inférieure à 120 milligrammes/litre (norme NF T 90-101) ;
- hydrocarbures inférieurs à 20 milligrammes/litre (norme NF T 90-203).

Un regard, facilement accessible, est disposé en amont et en aval de ce dispositif.

Art. 81.— Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de rétention des récipients est égal :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, à 50 % de la capacité totale des récipients ;
- dans les autres cas, à 20 % de la capacité totale des récipients ;
- dans tous les autres cas, à 800 litres minimum ou à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres.

Art. 82.— Les aires de chargement et de déchargement sont étanches et reliées à des séparateurs d'hydrocarbures.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages.

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

Art. 83.— L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux ou polluants présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité permettent de satisfaire à cette obligation.

A l'intérieur de l'installation classée autorisée, les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger.

TITRE XII

Protection contre les nuisances sonores

Art. 84.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations gênantes pour l'environnement. En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., est installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à

compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

Art. 85.— Le bruit exprimé en dB (A) et mesuré en tout point de la limite de propriété ne dépasse pas les valeurs suivantes :

Zone : Zone à prédominance industrielle (industrie lourde) ;

Jour : jours ouvrables : de 7 heures à 20 heures : 70 dB (A) ;

Période intermédiaire : jours ouvrables : de 6 heures à 7 heures et de 20 heures à 22 heures, dimanches et jours fériés : de 6 heures à 22 heures : 65 dB (A) ;

Nuit : tous les jours : de 22 heures à 6 heures : 60 dB (A) ;

Emergence : 3 dB (A).

Art. 86.— Lorsque plusieurs installations classées, soumises à autorisation au titre de rubriques différentes sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ces installations respecte les valeurs ci-dessus.

Art. 87.— Des contrôles annuels seront réalisés par un organisme ou une personne qualifiée, à l'initiative et aux frais de l'exploitant. Ces contrôles seront réalisés durant les horaires d'ouverture, en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées.

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles supplémentaires de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée.

Art. 88.— L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Art. 89.— Les émissions sonores des véhicules, matériels et engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement répondent aux prescriptions précitées.

TITRE XIII

Exploitation et entretien

Art. 90.— Un registre d'exploitation, tenu à jour, est maintenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Sur ce registre sont notamment inscrits :

- le nom du responsable de l'atelier ;
- les consignes de sécurité et d'incendie ;
- les essais de fonctionnement, entretiens et vérifications prévus ;
- les incidents concernant l'utilisation des signaux sonores et, d'une manière générale, toute intervention effectuée en vue de la sécurité de l'établissement.

Art. 91.— Des consignes de sécurité et d'incendie élaborées par l'exploitant sont portées sur le registre prévu et affichées à l'intérieur de l'atelier de manière que les usagers en prennent connaissance.

Ces consignes préciseront notamment :

- les mesures d'urgence à prendre et les moyens d'intervention à mettre en œuvre en cas de dépassement des teneurs limites en monoxyde de carbone, et éventuellement d'autres polluants en cas d'incendie ;
- les interdictions à respecter.

Art. 92.— Toutes les installations intéressant la sécurité, notamment les dispositifs de signalisation, les systèmes d'alarme, les moyens de lutte contre l'incendie ainsi que les dispositifs d'obturation coupe-feu sont régulièrement inspectées, et au moins une fois par an, par un technicien qualifié. Des essais de fonctionnement sont faits deux fois par an.

TITRE XIV

Prescriptions relatives à la remise en état en fin d'exploitation

Art. 93.— Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, son exploitant place son site dans un état tel qu'il ne peut porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article D. 221-1 du code de l'environnement :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées.

TITRE XV

Identification des parties en charge du contrôle de l'installation classée autorisée

Art. 94.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée et peut à tout moment la visiter. De même, l'inspection des installations classées peut demander au pétitionnaire tous renseignements complémentaires qu'elle juge utiles.

Art. 95.— Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions réglementaires concernant les installations classées. Les frais occasionnés par ces contrôles sont supportés par l'exploitant.

Art. 96.— Le présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 avril 2008.
Lionel TEIHOTU.

**MINISTÈRE DE LA CULTURE, DE L'ARTISANAT,
DU PATRIMOINE ET DE LA PROMOTION
DES LANGUES POLYNÉSIENNES**

ARRÊTÉ n° 4 MCP du 7 mai 2008 portant délégation de signature à Mme Voltina Roomataaroa-Dauphin, chef du service de la traduction et de l'interprétariat.

Le ministre de la culture, de l'artisanat, du patrimoine et de la promotion des langues polynésiennes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1355 PR du 19 avril 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1368 PR du 21 avril 2008 relatif aux attributions du ministre de la culture, de l'artisanat, du patrimoine et de la promotion des langues polynésiennes ;

Vu la délibération n° 83-14 AT du 10 janvier 1983 portant création du service de la traduction et de l'interprétariat ;

Vu l'arrêté n° 1266 CM du 20 octobre 1986 modifié relatif à l'organisation du service de la traduction et de l'interprétariat ;

Vu l'arrêté n° 109 CM du 11 février 1988 portant nomination de Mme Voltina Roomataaroa-Dauphin en qualité de chef du service de la traduction et de l'interprétariat ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à Mme Voltina Roomataaroa-Dauphin, chef du service de la traduction et de l'interprétariat, à l'effet de signer, au nom du ministre de la culture, de l'artisanat, du patrimoine et de la promotion des langues polynésiennes, dans la limite de ses attributions, les actes courants et les correspondances définis aux paragraphes 1-1, 1-2, 1-3, 1-5 et 2-1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984.

Art. 2.— En particulier, Mme Voltina Roomataaroa-Dauphin est habilitée à signer les actes et correspondances suivants :

1° En matière de gestion du personnel

- gestion courante des agents placés sous son autorité ;
- notations définitives et avancements des agents placés sous son autorité ;
- sanctions disciplinaires : avertissements et blâmes des agents placés sous son autorité ;
- ordres de déplacement à l'intérieur du territoire n'excédant pas six jours, ainsi que les réquisitions de passage et de bagages correspondantes.

2° En matière de gestion des crédits

- engagement et liquidation des dépenses du service ;
- signature des contrats et conventions liés à la gestion courante du service.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Voltina Roomataaroa-Dauphin, la même délégation concernant les articles 1er et 2, à l'exclusion des notations, avancements et sanctions disciplinaires, est donnée à Mme Milita Mapakoi, agent du cadre d'emploi des rédacteurs de la fonction publique territoriale.

Art. 4.— L'arrêté n° 3 MCA du 20 mars 2008 est abrogé.

Art. 5.— Le chef du service de la traduction et de l'interprétariat est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 mai 2008.
Joseph KAIHA.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRETE MINISTERIEL du 28 février 2008 relatif aux dispositions réglementaires du code du sport.

La ministre de la santé, de la jeunesse et des sports,

Vu le code de l'éducation ;

Vu le code de la route ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code du sport ;

Vu l'ordonnance n° 2006-596 du 23 mai 2006 relative à la partie législative du code du sport ;

Vu le décret n° 2007-1132 du 24 juillet 2007 relatif à certaines dispositions réglementaires du code du sport ;

Vu le décret n° 2007-1133 du 24 juillet 2007 relatif aux dispositions réglementaires du code du sport,

Arrête :

Article 1er. — L'annexe I au présent arrêté regroupe les dispositions réglementaires (Arrêtés) du code du sport. Les articles identifiés par un "A." correspondent aux dispositions relevant d'un arrêté.

Art. 2. — Les références contenues dans les dispositions de nature réglementaire correspondent à des dispositions abrogées par l'article 3 du présent arrêté et sont remplacées par les références correspondantes aux dispositions du code du sport.

Art. 3. — Sont abrogés :

- 1° L'arrêté du 20 octobre 1956 relatif aux polices d'assurances des épreuves ou compétitions sportives sur la voie publique ;
- 2° L'arrêté du 1er décembre 1959 portant réglementation générale des épreuves et compétitions sportives sur la voie publique ;
- 3° L'arrêté du 5 mai 1962 relatif à l'assurance des sportifs amateurs ;
- 4° L'arrêté du 6 juillet 1962 relatif à l'assurance des sportifs amateurs ;
- 5° L'arrêté du 22 février 1963 relatif à la pratique de la boxe et demandes d'autorisation pour l'organisation de manifestations publiques de boxe ;
- 6° L'arrêté du 25 octobre 1976 - Examens de formation générale commune aux métiers sportifs de la montagne ;
- 7° L'arrêté du 2 février 1977 - Organisation de l'Institut national du sport et de l'éducation physique ;
- 8° L'arrêté du 30 mars 1979 relatif aux conditions à respecter pour les établissements ouverts au public pour l'utilisation d'équidés ;
- 9° L'arrêté du 18 juillet 1979 - Dispense de l'examen de formation générale commune aux métiers sportifs de la montagne ;
- 10° L'arrêté du 5 août 1980 - Organisation intérieure de l'Ecole nationale de voile ;
- 11° L'arrêté du 7 avril 1981 relatif aux dispositions administratives applicables aux piscines et aux baignades aménagées ;
- 12° L'arrêté du 11 mars 1983 - Dispense de l'examen de formation générale commune aux métiers sportifs de la montagne ;
- 13° L'arrêté du 7 avril 1983 - Organisation intérieure de l'Ecole nationale de ski et d'alpinisme ;
- 14° L'arrêté du 14 juin 1983 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission de la formation et de l'emploi du Conseil supérieur des sports de montagne ;
- 15° L'arrêté du 10 mai 1984 relatif aux garanties d'hygiène, de technique et de sécurité dans les salles de judo et d'aïkido ;
- 16° L'arrêté du 16 octobre 1984 fixant la composition et les conditions de fonctionnement de la commission de l'information et de la sécurité du Conseil supérieur des sports de montagne ;
- 17° L'arrêté du 8 janvier 1985 - Mesures d'équivalence entre la formation commune du brevet d'Etat du premier degré d'éducateur sportif et la formation générale commune aux métiers sportifs de la montagne ;
- 18° L'arrêté du 17 juin 1986 relatif à la composition et au rôle du comité consultatif de l'enseignement sportif de la plongée subaquatique ;
- 19° L'arrêté du 4 octobre 1989 relatif à la déclaration d'activité, et d'ouverture prévue aux articles 3 et 4 du décret n° 89-685 du 21 septembre 1989 relatif à l'enseignement contre rémunération et à la sécurité des activités physiques et sportives ;
- 20° L'arrêté du 29 janvier 1990 autorisant le CNOSF à être sous-répartiteur des aides personnalisées ;
- 21° L'arrêté du 9 juillet 1990 relatif au conseil de perfectionnement de l'Ecole nationale d'équitation ;
- 22° L'arrêté du 17 juillet 1990 relatif aux garanties de technique et de sécurité que doivent présenter les établissements d'activités physiques et sportives où sont pratiquées des activités de tir aux armes de chasse ;
- 23° L'arrêté du 26 juin 1991 relatif à la surveillance des activités aquatiques, de baignade ou de natation ;

- 24° L'arrêté du 26 août 1992 portant application du décret n° 92-753 du 3 août 1992 modifiant le code de la route et relatif à la sécurité des courses et épreuves sportives sur les voies ouvertes à la circulation publique ;
- 25° L'arrêté du 30 novembre 1992 fixant les contenus et les modalités d'obtention du brevet d'Etat d'éducateur sportif à trois degrés en application du décret n° 91-260 du 7 mars 1991 ;
- 26° L'arrêté du 19 janvier 1993 relatif à l'organisation et aux conditions de préparation et de délivrance du brevet d'aptitude professionnelle d'assistant animateur technicien de la jeunesse et des sports ;
- 27° L'arrêté du 19 janvier 1994 relatif à la création de la commission spécialisée pour la mise en œuvre de dispositions particulières pour personnes handicapées candidates à un brevet d'Etat d'éducateur sportif ;
- 28° L'arrêté du 27 mai 1994 relatif aux seuils de compétence de la Commission nationale de sécurité des enceintes sportives en matière d'homologation ;
- 29° L'arrêté du 4 mai 1995 relatif aux garanties de technique et de sécurité dans les établissements organisant la pratique ou l'enseignement de la nage en eau vive, du canoë, du kayak, du raft ainsi que de la navigation à l'aide de toute autre embarcation propulsée à la pagaie ;
- 30° L'arrêté du 11 juin 1996 relatif à la procédure d'homologation des enceintes sportives ouvertes au public ;
- 31° L'arrêté du 2 décembre 1996 relatif aux conditions d'encadrement des activités de ski par les ressortissants d'un Etat membre ou d'un Etat partie à l'Espace économique européen exerçant dans le cadre d'une prestation de services ;
- 32° L'arrêté du 22 avril 1997 relatif aux conditions d'encadrement des activités de plongée par les ressortissants d'un Etat membre ou d'un Etat partie à l'Espace économique européen exerçant dans le cadre d'une prestation de services ;
- 33° L'arrêté du 26 juin 1997 pris en application du décret n° 97-314 du 4 avril 1997 relatif à la reconnaissance des qualifications acquises par les ressortissants des Etats membres de l'Union européenne et des autres Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen en vue de l'exercice de l'une des professions ou activités visées à l'article 43 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives ;
- 34° L'arrêté du 9 février 1998 relatif aux garanties d'encadrement, de technique et de sécurité dans les établissements d'activité physique et sportive qui dispensent un enseignement de la voile ;
- 35° L'arrêté du 16 février 1998 fixant le contenu et la forme des déclarations mentionnées aux articles 1er et 2 du décret n° 93-112 du 22 janvier 1993 ;
- 36° L'arrêté du 16 juin 1998 relatif au plan d'organisation de la surveillance et des secours dans les établissements de natation et d'activités aquatiques d'accès payant ;
- 37° L'arrêté du 22 juin 1998 relatif aux règles techniques et de sécurité dans les établissements organisant la pratique et l'enseignement des activités sportives et de loisir en plongée autonome à l'air ;
- 38° L'arrêté du 9 décembre 1998 relatif aux garanties de technique et de sécurité dans les établissements d'activités physiques et sportives qui organisent la pratique ou l'enseignement du parachutisme ;
- 39° L'arrêté du 27 mai 1999 relatif aux garanties de techniques et de sécurité des équipements dans les établissements de baignade d'accès payant ;
- 40° L'arrêté du 27 septembre 1999 relatif à l'institution et au fonctionnement de la commission professionnelle consultative des métiers du sport et de l'animation ;
- 41° L'arrêté du 28 avril 2000 fixant la liste des disciplines sportives pour lesquelles un examen médical approfondi est nécessaire en application de l'article 5 de la loi n° 99-223 du 23 mars 1999 relative à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage ;
- 42° L'arrêté du 2 octobre 2000 portant création d'une Commission nationale de prévention et de lutte contre la violence dans le sport ;
- 43° L'arrêté du 14 août 2001 relatif à la composition de la commission d'examen des normes des équipements sportifs ;
- 44° L'arrêté du 14 août 2001 relatif à la composition de la commission de suivi de l'observatoire des activités physiques, des pratiques sportives et des métiers du sport ;
- 45° L'arrêté du 11 février 2002 relatif à la désignation des membres de la commission nationale de sécurité des enceintes sportives ;
- 46° L'arrêté du 8 mars 2002 portant création de l'Observatoire national des métiers de l'animation et du sport ;
- 47° L'arrêté du 18 avril 2002 portant organisation du brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport délivré par le ministère de la jeunesse et des sports ;
- 48° L'arrêté du 16 juillet 2002 relatif à la licence d'agent sportif ;
- 49° L'arrêté du 24 décembre 2002 fixant les conditions d'homologation du programme et des épreuves de l'examen relatif à la licence d'agent sportif ;
- 50° L'arrêté du 25 juin 2003 fixant le montant prévu au I de l'article 18 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives ;
- 51° L'arrêté du 11 février 2004 fixant la nature et la périodicité des examens médicaux prévus aux articles L. 3621-2 et R. 3621-3 du code de la santé publique ;
- 52° L'arrêté du 3 mars 2004 fixant la liste des bulletins dans lesquels les décisions réglementaires des fédérations sportives délégataires doivent être publiées ;
- 53° L'arrêté du 9 juillet 2004 relatif aux règles techniques et de sécurité dans les établissements organisant la pratique et l'enseignement des activités sportives et de loisir en plongée autonome aux mélanges autres que l'air ;
- 54° L'arrêté du 16 décembre 2004 portant sur la liste des diplômes, titres à finalité professionnelle et certificats de qualification ouvrant droit à l'enseignement, l'animation ou l'encadrement des activités physiques et sportives ou à l'entraînement de ses pratiquants, conformément à l'article L. 363-1 du code de l'éducation ;
- 55° L'arrêté du 27 juin 2005 relatif à la déclaration d'activité prévue aux articles 12 et 13-1 du décret n° 93-1035 du 31 août 1993 modifié relatif au contrôle de l'enseignement contre rémunération des activités physiques et sportives ;
- 56° L'arrêté du 27 juin 2005 relatif à la déclaration d'ouverture prévue aux articles 1er et 2 du décret n° 93-1101 du 3 septembre 1993 concernant la déclaration des établissements dans lesquels sont pratiquées des activités physiques et sportives et la sécurité de ces activités ;
- 57° L'arrêté du 18 avril 2006 portant organisation du centre national pour le développement du sport dans la collectivité territoriale de Mayotte en application de l'article 19 du décret n° 2006-248 du 2 mars 2006 ;

- 58° L'arrêté du 24 avril 2006 portant organisation du centre national pour le développement du sport dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon en application de l'article 18 du décret n° 2006-248 du 2 mars 2006 ;
- 59° L'arrêté du 3 mai 2006 portant organisation du centre national pour le développement du sport en Nouvelle-Calédonie en application de l'article 19 du décret n° 2006-248 du 2 mars 2006 ;
- 60° L'arrêté du 9 mai 2006 portant organisation du centre national pour le développement du sport en Polynésie française en application de l'article 19 du décret n° 2006-248 du 2 mars 2006 ;
- 61° L'arrêté du 31 mai 2006 portant organisation du centre national pour le développement du sport dans le territoire des îles Wallis et Futuna ;
- 62° L'arrêté du 7 août 2006 pris pour l'application des articles 5, 7 et 14 du décret n° 2006-554 du 16 mai 2006 relatif aux concentrations et manifestations organisées sur les voies ouvertes ou dans les lieux non ouverts à la circulation publique et comportant la participation de véhicules terrestres à moteur ;
- 63° L'arrêté du 9 octobre 2006 relatif à la déclaration des équipements sportifs prévue à l'article 3 du décret n° 2006-992 du 1er août 2006 ;
- 64° L'arrêté du 27 octobre 2006 portant application de l'article 11 du décret n° 2006-554 du 16 mai 2006 relatif aux concentrations et manifestations organisées sur les voies ouvertes ou dans les lieux non ouverts à la circulation publique et comportant la participation de véhicules terrestres à moteur ;
- 65° L'arrêté du 17 novembre 2006 relatif aux modalités d'exercice du contrôle financier sur l'Institut national du sport et de l'éducation physique ;
- 66° L'arrêté du 17 novembre 2006 relatif aux modalités d'exercice du contrôle financier sur le centre national pour le développement du sport ;
- 67° L'arrêté du 17 novembre 2006 relatif aux modalités d'exercice du contrôle financier sur l'Ecole nationale d'équitation ;
- 68° L'arrêté du 17 novembre 2006 relatif aux modalités d'exercice du contrôle financier sur l'Ecole nationale de ski et d'alpinisme ;
- 69° L'arrêté du 17 novembre 2006 relatif aux modalités d'exercice du contrôle financier sur l'Ecole nationale de voile ;
- 70° L'arrêté du 20 novembre 2006 portant organisation du diplôme d'Etat de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité "perfectionnement sportif" délivré par le ministère chargé de la jeunesse et des sports ;
- 71° L'arrêté du 20 novembre 2006 portant organisation du diplôme d'Etat supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité "performance sportive" délivré par le ministère chargé de la jeunesse et des sports ;
- 72° L'arrêté du 12 janvier 2007 relatif aux modalités d'exercice du contrôle financier sur les centres d'éducation populaire et de sport ;
- 73° L'arrêté du 30 mars 2007 fixant les conditions d'encadrement du canyonisme par les ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 février 2008.

Roselyne BACHELOT-NARQUIN.

ANNEXE 1

Code du sport
(arrêtés)

.....
Livre IV

Dispositions diverses

.....
Titre II

Dispositions applicables à l'outre-mer

.....
Chapitre IV

Dispositions applicables en Polynésie française

Art. A 424-1. — I - La commission du Centre national pour le développement du sport en Polynésie française comprend de façon paritaire :

1° Outre le haut-commissaire de la République en Polynésie française, le délégué territorial du Centre national pour le développement du sport et le délégué territorial adjoint, membres de droit :

- a) D'une part, quatre représentants de la Polynésie française, dont le président de la Polynésie française, membres de droit, ou son représentant ;
- b) D'autre part, quatre représentants du mouvement sportif, dont le président du comité olympique de Polynésie française, membre de droit, ou son représentant.

La commission du Centre national pour le développement du sport en Polynésie française est présidée par le président de la Polynésie française ou son représentant.

II - Le Président de la Polynésie française désigne les représentants de la Polynésie française à la commission.

Le président du comité olympique de Polynésie française désigne les représentants du mouvement sportif dont un, au moins, est issu d'une discipline olympique.

Les membres de la commission du Centre national pour le développement du sport en Polynésie française autres que les membres de droit sont nommés par le président de la Polynésie française. Pour chacun de ces membres, un suppléant est désigné dans les mêmes conditions.

A l'exception des membres de droit, les membres de la commission ainsi que leurs suppléants sont nommés pour une durée de quatre ans, renouvelable une fois.

Toutefois, le mandat des membres de la première commission prend fin le 31 décembre 2011.

La perte de la qualité au titre de laquelle un membre de cette commission a été nommé entraîne sa démission de plein droit.

Art. A. 424-2. — La commission du Centre national pour le développement du sport se réunit sur convocation de son président. Son secrétariat est assuré par la Polynésie française.

Le président de la commission peut inviter à assister à tout ou partie des réunions de la commission toute personne que celle-ci souhaite entendre.

Les délibérations de la commission ne sont pas publiques.

Les membres de la commission ne peuvent prendre part aux délibérations ayant pour objet une question à laquelle ils ont un intérêt personnel ou qui concerne l'attribution ou le

versement d'une subvention à un organisme dans lequel ils exercent une fonction d'administrateur ou de dirigeant.

La commission délibère à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage égal des voix, le président dispose d'une voix prépondérante.

La commission peut adopter dans le cadre d'un règlement intérieur toute mesure utile à son fonctionnement.

Art. A. 424-3. — La commission du Centre national pour le développement du sport en Polynésie française définit, en cohérence avec les directives de l'établissement et dans le respect des compétences de la Polynésie française, les priorités et critères concernant la répartition des subventions attribuées au niveau local.

Elle émet un avis sur l'attribution des subventions de fonctionnement destinées aux associations sportives locales de Polynésie française.

Art. A. 424-4. — Le montant global des subventions de fonctionnement destinées aux associations sportives de Polynésie française, déterminé par le conseil d'administration du Centre national pour le développement du sport, est attribué à la Polynésie française.

Après avis de la commission, le président de la Polynésie française procède à l'affectation des subventions aux associations sportives de Polynésie française.

Le président de la Polynésie française transmet au directeur général du Centre national pour le développement du sport un compte rendu annuel de l'utilisation des moyens attribués à la Polynésie française par l'établissement.

ARRETE n° 4-2008 VR/DL du 28 mars 2008 fixant le montant de la subvention pour le financement des dépenses de transport scolaire attribuée à la Polynésie française pour le transport à l'intérieur des îles et entre les îles, dotation 2008.

Le vice-recteur de la Polynésie française,

Vu le décret n° 99-941 du 12 novembre 1999 relatif à l'organisation des vice-rectorats en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, dans les îles de Wallis et Futuna et à Mayotte ;

Vu l'arrêté n° HC 121 SME/BRHT/ET du 10 avril 2006 modifié portant délégation de signature à M. Jean-Pierre Meullenet, inspecteur d'académie - inspecteur pédagogique régional hors classe, vice-recteur de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 122 SME/BRHT/ET du 10 avril 2006 modifié portant délégation de signature à M. Jean-Pierre Meullenet, inspecteur d'académie - inspecteur pédagogique régional hors classe, vice-recteur de la Polynésie française, en qualité d'ordonnateur secondaire délégué ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la convention n° HC 56-07 du 4 avril 2007 entre l'Etat et la Polynésie française relative à l'éducation ;

Vu le courrier n° 2008-30 VR/DL/MP en date du 27 mars 2008 notifiant à la Polynésie française le montant des subventions qui lui sont allouées pour ses dépenses d'éducation de l'exercice 2008 sur les programmes 140, 141, 214 et 230 ;

Vu la notification d'autorisation d'engagement n° 500001 en date du 4 janvier 2008 et la notification complémentaire d'autorisation d'engagement n° 500004 du 4 mars 2008, correspondant à 80 % des crédits de hors titre 2 notifiés par le ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche sur le programme 214,

Arrête :

Article 1er. — Conformément aux dispositions de la convention n° HC 56-07 du 4 avril 2007, il est attribué à la Polynésie française, pour le transport scolaire, une première dotation 2008 imputable sur les crédits du chapitre 214, article 60, d'un montant de 3 219 162 euros, soit 384 148 211 F CFP.

Un compte-rendu d'exécution sera fourni par le ministère de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche de Polynésie française avant le 31 mars 2009.

Art. 2. — Le vice-recteur de la Polynésie française et le trésorier-payeur général de la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 mars 2008.

Pour le vice-recteur de Polynésie française
et par délégation :

Le secrétaire général,
Alain DUPRAT.

ARRETE n° 2-2008 VR/DL du 7 avril 2008 fixant le montant des crédits alloués au titre du forfait externat attribués aux établissements d'enseignement privé sous contrat primaires et secondaires, dotation 2008.

Le vice-recteur de la Polynésie française,

Vu le décret n° 99-941 du 12 novembre 1999 relatif à l'organisation des vice-rectorats en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, dans les îles de Wallis et Futuna et à Mayotte ;

Vu l'arrêté n° HC 121 SME/BRHT/ET du 10 avril 2006 modifié portant délégation de signature à M. Jean-Pierre Meullenet, inspecteur d'académie - inspecteur pédagogique régional hors classe, vice-recteur de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 122 SME/BRHT/ET du 10 avril 2006 modifié portant délégation de signature à M. Jean-Pierre Meullenet, inspecteur d'académie - inspecteur pédagogique régional hors classe, vice-recteur de la Polynésie française, en qualité d'ordonnateur secondaire délégué ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la convention n° HC 56-07 du 4 avril 2007 entre l'Etat et la Polynésie française relative à l'éducation ;

Vu la notification d'autorisation d'engagement complémentaire n° 500011 du 20 mars 2008 fixant le montant des crédits afférents au forfait externat (dotation 2008) imputables sur le chapitre 139, article 51 ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 janvier 2008 fixant pour l'année scolaire 2007-2008 le montant de la contribution de l'Etat aux dépenses de fonctionnement des classes des établissements du second degré privés placées sous contrat d'association ;

Vu l'arrêté n° 1-2008 VR/DL en date du 21 février 2008 fixant le montant des crédits alloués au titre du forfait externat attribués aux établissements d'enseignement privé sous contrat primaires et secondaires au titre du 1er trimestre 2007-2008,

Arrête :

Article 1er.— Conformément aux dispositions de la convention n° HC 56-07 du 4 avril 2007, il est attribué aux établissements d'enseignement privé sous contrat primaires et secondaires une deuxième délégation de crédits alloués au titre du forfait externat, 2e trimestre 2007-2008, imputable sur les crédits du chapitre 139, article 51, d'un montant global de 3 402 499,39 euros, soit 406 026 181 F CFP, réparti comme suit :

- 71 152,52 euros pour la direction de l'enseignement adventiste ;
- 731 959,02 euros pour la direction de l'enseignement protestant ;
- 2 599 387,85 euros pour la direction de l'enseignement catholique.

Un compte-rendu d'exécution sera fourni par les établissements d'enseignement privé sous contrat primaires et secondaires avant le 31 mars 2009.

Art. 2.— Le montant alloué à la direction de l'enseignement protestant au titre du 2e trimestre 2007-2008 sera diminué d'un rappel négatif de 11 148,66 euros correspondant à un trop-perçu du 1er trimestre 2007-2008 versé sur la base de l'arrêté n° 1-2008 VR.

Le montant de la dotation allouée à la direction de l'enseignement protestant au titre du 1er trimestre 2007-2008 calculé à partir des effectifs réels du 1er trimestre s'élève en effet à 756 010,72 euros au lieu de 767 159,38 euros.

Art. 3.— Le vice-recteur de la Polynésie française et le trésorier-payeur général de la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 avril 2008.

Pour le vice-recteur de Polynésie française
et par délégation :

Le secrétaire général,
Alain DUPRAT.

ARRETE MINISTERIEL du 3 avril 2008 fixant la répartition du nombre de contrats offerts au titre de l'année 2008 au concours externe et au concours externe spécial de et en langue régionale d'accès à l'échelle de rémunération de professeur des écoles des établissements d'enseignement privés sous contrat et au concours externe d'instituteur en Nouvelle-Calédonie.

Par arrêté du ministre de l'éducation nationale en date du 3 avril 2008, le nombre de contrats offerts, au titre de l'année 2008 au concours externe et au concours externe spécial de et en langue régionale d'accès à l'échelle de rémunération de professeur des écoles des établissements d'enseignement privés sous contrat se répartit ainsi qu'il suit :

- concours externe : 1 372 ;
- concours externe spécial : 29.

Le nombre de contrats offerts est réparti entre les académies sièges des centres de formation pédagogiques privés ainsi qu'il est précisé dans le tableau annexé au présent arrêté.

Le nombre de contrats offerts au titre de l'année 2008 au concours externe d'instituteur est fixé à 18 pour la Nouvelle-Calédonie.

A N N E X E

| CFP | Répartition du concours externe | Répartition du concours externe spécial de et en langue régionale |
|----------------|---------------------------------|---|
| | | |
| IFEP Polynésie | 15 | |
| | | |

ARRETE MINISTERIEL du 22 avril 2008 autorisant au titre de l'année 2008 l'ouverture d'un concours interne pour le recrutement d'ingénieurs de police technique et scientifique de la police nationale.

Par arrêté de la ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales en date du 22 avril 2008, est autorisée au titre de l'année 2008 l'ouverture d'un concours interne pour le recrutement d'ingénieurs de police technique et scientifique de la police nationale.

Deux postes sont offerts dans la spécialité "biologie".

La date limite de dépôt des dossiers est fixée au vendredi 30 mai 2008, terme de rigueur.

Les épreuves écrites d'admissibilité auront lieu le mardi 9 septembre 2008 dans les centres d'examen mis en place :

A - En métropole :

Par les secrétariats généraux pour l'administration de la police de Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Paris, Versailles et par les délégations régionales de Dijon et Tours.

B - Outre-mer :

Par les services administratifs et techniques de la police nationale de Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Polynésie française et Nouvelle-Calédonie.

Nota. — Les dossiers d'inscription doivent être retirés auprès des secrétariats généraux pour l'administration de la police de Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Paris, Versailles et des délégations

régionales de Dijon, Toulouse et Tours ou des services administratifs et techniques de la police de Basse-Terre, Cayenne, Fort-de-France, Saint-Denis-de-la-Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Nouméa et Papeete.

Des renseignements peuvent être obtenus auprès :

- des services précités ;
- des délégations régionales au recrutement et à la formation de la police nationale ;
- du numéro d'information sur les carrières de la police nationale (0 800 22 0800) et sur le site internet www.interieur.gouv.fr.

**CONVENTION de financement
n° HC 109-08 DAC/FIP du 22 avril 2008.**

Entre :

- le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, dénommé ci-après le FIP, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française Mme Anne Boquet,

Et :

- la commune de Bora Bora, représentée par son maire M. Gaston Tong Sang,

.....
Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Dispositions générales

Article 1er. — Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le FIP apporte son soutien financier à la commune de Bora Bora pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition de matériels pour le centre d'enfouissement technique" décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2. — Description de l'opération

L'opération consiste en l'acquisition de matériels prévus dans les marchés n° 65-07 et n° 66-07 et dont le coût est estimé à 50 148 942 F CFP, soit 420 248,13 euros.

Art. 3. — Financement

Le plan de financement de l'opération décrite à l'article précédent est arrêté comme suit :

| | | | |
|-------------------------|------------------|------------------|--------------|
| FIP programmation 2006 | 75 420,00 euros | 9 000 000 F CFP | soit 17,95 % |
| Pays | 229 837,52 euros | 27 426 912 F CFP | soit 54,69 % |
| Fonds propres communaux | 114 990,61 euros | 13 722 030 F CFP | soit 27,36 % |

**CONVENTION de financement
n° HC 110-08 DAC/FIP du 22 avril 2008.**

Entre :

- le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, dénommé ci-après le FIP, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française Mme Anne Boquet,

Et :

- la commune de Mahina, représentée par son maire M. Emile Vernaudon,

.....
Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1er. — Objet

La présente convention a pour objet de définir la contribution financière du FIP en faveur de la commune de Mahina pour la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition de deux broyeurs de déchets verts", et dénommée ci-après "l'opération".

Art. 2. — Description de l'opération

L'opération consiste en l'acquisition de deux broyeurs de déchets verts pour les besoins communaux.

Coût total estimé : 13 000 000 F CFP, soit 108 940 euros.
Plan de financement prévisionnel :

| | | | |
|---------|--------------|-----------------|-----------|
| FIP | 32 682 euros | 3 900 000 F CFP | soit 30 % |
| Commune | 76 258 euros | 9 100 000 F CFP | soit 70 % |

Art. 3. — Contribution financière du FIP

La contribution financière du FIP est égale à 30 % du coût réel de l'opération. Elle est plafonnée à 3 900 000 F CFP.

**CONVENTION de financement
n° HC 111-08 DAC/FIP du 24 avril 2008.**

Entre :

- le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, dénommé ci-après le FIP, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française Mme Anne Boquet,

Et :

- la commune de Huahine, représentée par son maire M. Félix Faatau,

.....
Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Dispositions générales

Article 1er. — Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le FIP apporte son soutien financier à la commune de Huahine pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition d'une camionnette et construction d'une déchetterie" décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2. — Description de l'opération

L'opération consiste en la construction d'une déchetterie et l'acquisition d'une camionnette, prévues dans le dossier technique et dans le pro forma et dont le coût est estimé à 10 600 000 F CFP, soit 88 828 euros.

Art. 3. — *Financement*

Le plan de financement de l'opération décrite à l'article précédent est arrêté comme suit :

| | | | |
|-------------------------|-----------------|-----------------|-----------|
| FIP programmation 2007 | 26 648,40 euros | 3 180 000 F CFP | soit 30 % |
| DGE 2007 | 44 414,00 euros | 5 300 000 F CFP | soit 50 % |
| Fonds propres communaux | 17 765,60 euros | 2 120 000 F CFP | soit 20 % |

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

CURATELLE AUX SUCCESSIONS ET BIENS VACANTS

AVIS N° 2522 DAF.REC-HYP.

Il est donné avis de recherche des héritiers inconnus de Haamanatua Amaru, Albert Teano *alias* Teaano, Tane

Amaru a Teniau, né le 21 octobre 1917, sieur Teriitaumihau a Puarai, Christian Brotherson époux de Marama Laïza a Titi dite aussi Elisa Charlotte Horley, Mme Tini a Tini dite aussi Tetuanui Hapairai épouse Apatoofoa a Ape, Teriapiematai dit aussi Aru Arutauniua et son épouse Paia a Hui dite Ahu, Ani a Teiri, Vahine Toi, Mme Vairea Teamotuaitau née le 18 août 1946 à Haapiti, M. Vahapata Teamotuaitau né le 4 mars 1943 à Haapiti, Revatua Vahine a Paefaaio, Mme Thelma Deane, Teihoariki Tetamaui, Maoake Tinomana, Terietaaiterava, Fareura Harehoe, Vahinetua Harehoe, Vahine Opuu, Mme Mathilde Tahiakaihei Wallis et de M. Natouaheua Kohei Wallis, lesquels sont invités à se faire connaître à la direction des affaires foncières (division de la recette-conservation des hypothèques) "fare haamanaraa" à Papeete, rue Dumont-d'Urville, immeuble Te Fenua.

Fait à Papeete, le 30 avril 2008.

*Le curateur aux successions
et biens vacants,
Louis PICARD.*

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

GREFFE DU TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE DE PAPEETE

Suivant acte reçu le 24 avril 2008 par Me Michel DELGROSSI, notaire associé de la société civile professionnelle "Office notarial CALMET-RESTOUT-DELGROSSI", titulaire d'un office notarial à Papeete, enregistré à Papeete le 28 avril 2008, folio 193, bordereau 686/12,

La société CIAO POLYNÉSIE, société à responsabilité au capital de 100 000 F CFP, dont le siège est à Moorea-Maiao, Haapiti, centre commercial "Le petit village", Tiahura, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 4958 B et sous le n° TAHITI 284232,

A vendu à :

La société EURL ROOTAMA, société unipersonnelle à responsabilité limitée au capital de 100 000 F CFP, dont le siège est à Haapiti, Atiha, Moorea, PK 16,500, côté montagne, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 0835 B et sous le numéro TAHITI 852160,

Un fonds de commerce de vente de prêt-à-porter, parfumerie, lingerie fine, articles de puériculture et bijouterie fantaisie, sis à Moorea, Haapiti, Tiahura, centre "Le petit village", sous l'enseigne CIAO MOOREA, pour l'exploitation duquel le cédant est immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro 4958 B et identifié à l'ISPF sous le n° TAHITI 284232,

Moyennant le prix de *trente-cinq millions* (35 000 000 F CFP) de francs CFP payable comptant, s'appliquant aux éléments pour 31 822 000 F CFP et aux éléments corporels pour 3 178 000 F CFP,

L'entrée en jouissance a été fixée au 24 avril 2008.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues au siège social de l'office notarial CALMET-RESTOUT-DELGROSSI, BP 33, 98713 Papeete, où domicile a été élu à cet effet, et pour être valables, devront être faites par exploit d'huissier, au plus tard dans les dix jours de la présente et dernière insertion.

Pour avis,

Le greffier en chef
du tribunal mixte de commerce.

HAU REVA NUI
Société civile immobilière
au capital de 100 000 F CFP
Siège social : Vetea I, numéro 4,
Pirae, Polynésie française

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 6 mai 2008 à Papeete, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : HAU REVA NUI.

Forme : Société civile.

Siège social : Vetea I, numéro 4, Pirae, Polynésie française.

Objet : L'achat ou la prise à bail de tous terrains et propriétés foncières de toute nature, immeubles bâtis ou non, et notamment des terrains sis commune de Papara, île de Tahiti, Polynésie française. L'édification sur lesdits terrains, par voie de délégation de maîtrise d'ouvrage ou autrement, de toutes constructions à usage d'habitation, en vue de leur location nue, à titre de résidence principale de ses occupants.

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Capital : 100 000 F CFP.

Gérance : M. Roger VANFAU, demeurant à Vetea I, numéro 4, Pirae, Polynésie française.

Cession de parts : Libre entre associés, agrément des associés pour toute autre cession.

Immatriculation : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
Le représentant légal.

Me Philippe CLEMENCET, notaire
Titulaire d'un office notarial
85, rue du Commandant-Destremau
Papeete - Tahiti

Avis de constitution

Suivant acte reçu par Me Stéphanie BUIRETTE, notaire, agissant en qualité de salariée de Me Philippe CLEMENCET, notaire, titulaire d'un office notarial à Papeete, 85, rue du Commandant-Destremau, le 7 mai 2008, a été constituée une société à responsabilité limitée ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : RAIHERE.

Siège social : Papara, 98712, centre commercial Tamana Papara, local L03.

Capital social : Un million de francs CFP (1 000 000 F CFP).

Objet : L'exploitation d'un fonds de commerce de poissonnerie. A cet effet, l'achat, l'importation, la distribution, la transformation, le conditionnement, la vente en gros ou en détail de tous produits dérivés de la mer. La création, l'acquisition, la mise ou la prise en gérance de tous fonds de commerce de cette nature. La prise à bail et l'acquisition de tous biens, meubles ou immeubles, la construction de tous bâtiments afférents à son activité.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation au RCS.

Cessions de parts : Les cessions entre associés et leurs descendants ou ascendants, ainsi qu'au bénéfice du conjoint d'un associé, sont libres. Les autres sont soumises à l'agrément de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Le gérant de la société est M. Bernard ROURE, demeurant à Papara, PK 38,200, côté montagne, BP 120726 Papeete.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
Le notaire.

OCEANIEENNE DE SERVICES BANCAIRES (OSB)

SA au capital de 160 000 000 F CFP

Siège social : immeuble Tereva, rue du Docteur-Cassiau, Papeete

RCS Papeete : n° 5348 B - N° TAHITI : 318733

Par lettre du 5 février 2008, M. Claude PERIOU a donné sa démission en qualité d'administrateur à titre personnel de la SA OSB.

En conséquence, la liste des administrateurs a été modifiée comme suit :

Ancienne mention

Administrateurs :

- Banque SOCREDO, représentée par M. Claude PERIOU ;
- Calédonienne de services bancaires, représentée par M. Michel COPREAUX ;
- Office des postes et télécommunications, représenté par Mme Lydia NOUVEAU ;
- M. Claude PERIOU ;
- M. James ESTALL ;
- M. Eric POMMIER ;
- M. Matahi BROTHERS ;
- M. Félix GRAND ;
- M. Robert SATGE.

Nouvelle mention

Administrateurs :

- Banque SOCREDO, représentée par M. Claude PERIOU ;
- Calédonienne de services bancaires, représentée par M. Michel COPREAUX ;

- Office des postes et télécommunications, représenté par Mme Lydia NOUVEAU ;
- M. James ESTALL ;
- M. Eric POMMIER ;
- M. Matahi BROTHERS ;
- M. Félix GRAND ;
- M. Robert SATGE.

Le dépôt légal sera effectué au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

Pour avis,
Les représentants légaux.

MANDARA SPA POLYNESIA

Société à responsabilité limitée

au capital de 1 000 000 F CFP

Siège social : Hôtel Sheraton, Auae, Faa'a

RCS Papeete : n° 7981 B - N° TAHITI : 566497

Aux termes d'une décision en date du 26 septembre 2007, M. Robert C. BOHEM senior vice-président and general counsel, représentant la société MANDARA SPA (TAHITI) LLC, associée unique de la société MANDARA SPA POLYNESIA, société à responsabilité limitée, statuant en application de l'article L. 223-42 du code du commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société.

La gérance.

AGIR PACIFIC

Société à responsabilité limitée

au capital de 1 000 000 F CFP

Siège social : Faa'a, PK 2,300, côté montagne, résidence Diva Nui

RCS Papeete : n° 06 295 B - N° TAHITI : 793802

Avis

L'assemblée générale mixte du 28 avril 2008, statuant en application de l'article L. 223-42 du code du commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société.

RCS de Papeete.

Pour avis,
La gérance.

EURL WI

Avis de constitution

Suivant acte sous seing privé en date du 25 avril 2008, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société unipersonnelle à responsabilité limitée.

Dénomination sociale : EURL WI.

Capital : 1 000 000 F CFP.

Siège social : Punaauia, PK 18,400, servitude Ah-Woung, BP 10371, Paea, 98712 Tahiti.

Durée : Trente années.

Gérance : M. Jérôme MICHAUD est nommé gérant de la société pour une durée indéterminée.

Objet :

- la réalisation de tous travaux d'installation, de réparation et de maintenance d'électricité industrielle ou domestique, courant faible et courant fort, de travaux publics et plus généralement l'entreprise générale d'électricité ;
- l'importation, l'achat, le transport, le stockage, la vente en gros ou au détail et la maintenance de tous produits, matériels et matériaux se rapportant aux activités de la société ;
- la propriété, l'exploitation, la prise à bail en totalité ou en partie et la location-gérance de tout fonds de commerce d'entreprise générale d'électricité ;
- la participation directe ou indirecte de la société dans toute entreprise ou société ayant une activité pouvant se rattacher à l'objet social ;
- et plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, se rattachant à l'objet sus-indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension ou son développement.

Immatriculation : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis,
Le gérant.*

O'POE

**Société à responsabilité limitée
au capital de 300 000 F CFP
Siège social : PK 25,100 - Paea
RCS : n° 644 B**

Avis de modification des pouvoirs des gérants

Aux termes d'une décision collective en date du 8 avril 2008, les associés de la société ont modifié les pouvoirs accordés aux gérants de la société.

Les modifications résultant de la décision ci-dessus sont les suivantes :

*Ancienne mention***Art. 13. — Pouvoirs de la gérance**

Dans ses rapports avec les associés, la gérance engage la société par les actes entrant dans l'objet social. Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée, même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve. L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance. Le ou les gérants peuvent sous leur responsabilité constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés. Les gérants agissent ensemble ou séparément. Ils agissent ensemble pour les actes engageant la société à partir d'un montant de 50 000 F CFP. Les gérants recevront un traitement fixe et/ou proportionnel dont le montant et les modalités seront déterminés ultérieurement par décision ordinaire des associés.

*Nouvelle mention***Art. 13. — Pouvoirs de la gérance**

Dans ses rapports avec les associés, la gérance engage la société par les actes entrant dans l'objet social. Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée, même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve. L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance. Le ou les gérants peuvent sous leur responsabilité constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés. Les gérants agissent ensemble ou séparément. Ils agissent ensemble pour les actes engageant la société à partir d'un montant de 300 000 F CFP. Les gérants recevront un traitement fixe et/ou proportionnel dont le montant et les modalités seront déterminés ultérieurement par décision ordinaire des associés.

*Pour avis,
Les gérants.*

TAHITI PLUS*Avis de constitution*

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 1er mai 2008, il a été constitué une société en nom collectif présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : TAHITI PLUS.

Capital : 50 000 F CFP, divisé en 50 parts sociales de 1 000 F CFP chacune, entièrement souscrites et libérées.

Siège : Outumaoro, Punaauia.

Objet : L'importation et la vente de produits divers et toute activité connexe ou accessoire.

Durée : 99 années à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Cogérantes : Mlles Muriel MEDAL, demeurant à Outumaoro, Punaauia, et Sabine LORILLOU, demeurant à Outumaoro, Punaauia, sont désignées statutairement en qualité de gérantes associées pour une durée indéterminée.

Immatriculation : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés tenu par le greffe du tribunal de commerce de Papeete.

*Pour avis et mention,
Muriel MEDAL et Sabine LORILLOU,
cogérantes.*

ANNONCES DIVERSES**ASSOCIATION TE KOINA I TAHUATA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(21 avril 2008)

| | |
|---------------------|---------------------------|
| Présidente | : BURNS Madeleine |
| Vice-présidente | : PUTATOUTAKI Madeleine |
| Secrétaire | : TEIKIPUPUNI Yvane |
| Secrétaire adjoint | : AHIEFITU-TIMAU Alphonse |
| Trésorière | : TEATO Vaite |
| Trésorière adjointe | : HAITI Marie-Florence |

ASSOCIATION PROSCIENCE - TE TURU'IHI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(20 février 2008)

Président : BAGNIS Raymond
Secrétaire : RAOULX Carol
Secrétaire adjoint : TROUILLET Thierry
Trésorier : ELLACOTT Alban
Trésorier adjoint : LABADIE Pierre
Assesseeurs : BORDET Patrick
SANDOU Lambert

**ASSOCIATION SPORTIVE DE DEFENSE
CONTRE L'ALCOOLISME - DCA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(21 avril 2008)

Président : HART Georges
Président délégué : LO SHUNG Rereata
Vice-présidents : REIATUA Rosalie
NAUTRE Georges
TAEREA Roger
Secrétaire : TAUTU William
Secrétaire adjointe : REIATUA Marielyne
Trésorier : VANBASTOLAER Harrys
Trésorier adjoint : TERIINOHOAPUAITERAI
Gilles
Commissaires aux comptes : NEUFFER Gilbert
GARET Haines
Assesseeurs : LEBIHAN Claude
TEISSIER Carlos
VEHIATUA Billy
HART Hiti

ASSOCIATION SPORTIVE TERE RU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(10 mars 2008)

Président : TETAUIRA Olivier
Vice-président : KINDELBERGER Jean-Pierre
Secrétaire : VICENS Yannick
Secrétaire adjointe : GENESLAY Sandrine
Trésorier : RODEL Henri
Trésorier adjoint : MESSAOUDI Eric

ASSOCIATION TEMANAVA-VATEA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(8 avril 2008)

Président : TEAVE Albert
Secrétaire : MOHAU-TEAVE Kaputai
Trésorier : MARITERAGI Mahu

ASSOCIATION ARTISANALE MARAMA I TE RAI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(22 avril 2008)

Président : TEINAURI Patrice
Vice-présidente : TEINAURI Elise
Secrétaire : TEINAURI Heiura
Secrétaire adjointe : TEINAURI Noéline
Trésorière : ATAI Pola
Trésorière adjointe : TEINAORE Michèle
Assesseeur : TEINAURI Tinivao

**ASSOCIATION FAMILIALE SIEUR TUAHU A TOPA
ET DAME FAATAEURA TAUMATATINI VARUA A AITE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(20 avril 2008)

Présidente d'honneur : ELLIS Tekopu
Président : ELLIS Peni
Vice-présidents : TERIETIA Louis
VAIRAU Annick
Secrétaire : DANESIN Bessy
Secrétaire adjointe : TOPA Marguerite
Trésorière : HIO Nelly
Trésorière adjointe : ELLIS Marie-Céline
Commissaires aux comptes : MAUATI Marie
ELLIS Angèle
Assesseeurs : ELLIS Loïna
TOPA Merehau
TERAKAUHAU Moe
FONG Rere

ASSOCIATION D'ACTION EDUCATIVE VAIATERUPE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(12 mars 2008)

Président : MAIHI Edouard
Vice-présidente : TAERO Marie-Thérèse
Secrétaire : TAMA Tetuanui
Secrétaire adjoint : JONC Christian
Trésorier : NAHEI Georges
Trésorier adjoint : JACQUET Thierry

**ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DES ECHANGES
ENTRE ARTISTES DE TAHITI ET DE L'ETRANGER
(APEATAE)**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(14 avril 2008)

Présidente : ATEM Carole
Vice-président : IZAL William
Secrétaire : ATEM Florent
Secrétaire adjointe : LAVIE Marie-Pierre
Trésorier : ATEM Félix
Trésorière adjointe : CASAUBON Céline

AMUITAHIRAA TE ONE TEA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(3 novembre 2007)

Présidente d'honneur : TEAVE Ginette
Présidente : TEAVE Angéline
Vice-présidente : JENNINGS Mitara
Secrétaire : MARA Vanina
Secrétaire adjointe : JENNINGS Sylvie
Trésorière : MARA Arietta
Trésorière adjointe : FAAFATUA Thilda

**SYNDICAT DE SAGES-FEMMES
DE POLYNESIE FRANÇAISE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(7 avril 2008)

Présidente : BALIGOUT Catherine
Vice-présidente : CHARLES Carole
Secrétaire : CORLAY Sandrine
Secrétaire adjointe : PONSONNET Nathalie
Trésorière : WALSCHOTS Dorothée
Trésorière adjointe : VORON Dorina

ASSOCIATION SPORTIVE JEUNESSE MARUPUA
anciennement dénommée
ASSOCIATION SPORTIVE FANGATAU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(27 avril 2008)

| | | |
|---------------------|---|-------------------|
| Président | : | TANE Henri |
| Vice-président | : | TAMU Jean-Claude |
| Secrétaire | : | MAPU Mareta |
| Secrétaire adjointe | : | HAUARIKI Hinerava |
| Trésorière | : | PERRY Irène |
| Trésorière adjointe | : | EBBS Poerava |
| Assesseur | : | TAMU Michel |

ASSOCIATION FOLIAKI LOKOTUI

Modification de statuts
(12 janvier 2008)

Art. 18. — Toutes dépenses et tous retraits sur le compte devront être visés par le président et le trésorier.

Le reste sans changement.

ASSOCIATION DE CHASSE ET DE PECHE
ATAE OVIRI

Modification de statuts

Le siège social de l'association est situé au domicile du président de l'association en cours de mandat.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(24 février 2008)

| | | |
|---------------------|---|-------------------------|
| Président d'honneur | : | MALINOWSKI Christian |
| Président | : | VAN HOEFEN WYZARD Vetea |
| Secrétaire | : | TEHAAPAPA Gabin |
| Trésorier | : | LAN SAN Gabriel |
| Assesseur | : | WONG Billy |

FOYER SOCIO-EDUCATIF DU COLLEGE DE TAUNOA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(4 septembre 2007)

| | | |
|------------|---|-------------------|
| Présidente | : | MANIEL Emmanuelle |
| Secrétaire | : | FANET Guillaume |
| Trésorier | : | RESSAT Xavier |

ASSOCIATION TE AHO ORA NO PUOHINE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(7 avril 2008)

| | | |
|---------------------|---|-------------------------------------|
| Président | : | AHARA Félix |
| Vice-président | : | BUTSCHER Roland |
| Secrétaire | : | PUKE Raita |
| Secrétaire adjointe | : | HURNI Nu |
| Trésorier | : | RONGOMATE Julien |
| Trésorier adjoint | : | TEURA Manuel |
| Assesseurs | : | TETAUIRA Carlos FAUATIA Teioatua |

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DE L'ECOLE ELEMENTAIRE DE FITII

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(6 mars 2008)

| | | |
|---------------------|---|-------------------|
| Président d'honneur | : | ROURA Jacques |
| Président | : | PUUPUU Jean |
| Vice-président | : | MOU SIN Gaëtan |
| Secrétaire | : | TAUHIRO Francilia |
| Secrétaire adjoint | : | TEAHUI Tuhamoa |
| Trésorière | : | MARKACZ Vaea |
| Trésorière adjointe | : | HIRO Andréa |
| Assesseur | : | TERIIRERE Atara |

RUGBY CLUB DE PIRAE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(2 février 2008)

| | | |
|--------------------------------|---|----------------------------------|
| Président d'honneur | : | LOPEZ-DIOT Henri |
| Président | : | FOLIAKI Apolosi |
| Vice-président | : | DUBOIS Teiki |
| Secrétaire | : | AH MIN Heimana |
| Secrétaire adjoint | : | ISART Jérémie |
| Trésorier | : | GOODING Yannick |
| Trésorier adjoint | : | LOUK Joachim |
| Responsable logistique | : | TEIHOTUA Teiva |
| Responsable logistique adjoint | : | COPPENRATH Marcel |
| Responsable école de rugby | : | FOUET Christian |
| Responsable communication | : | ALLEGRE Stéphane |
| Assesseurs | : | TERE Laban LOPEZ-DIOT Patrick |

ASSOCIATION MOUVEMENT DE JEUNESSE
TAMARII PAREPARE
anciennement dénommée
MOUVEMENT DE JEUNESSE FAREPOE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(17 avril 2008)

| | | |
|---------------------|---|---------------------------------|
| Président d'honneur | : | EYRAUD Jacques |
| Président | : | AH-SING Thierry |
| Vice-présidente | : | TOOMARU Magdalena |
| Secrétaire | : | MAURI Patricia |
| Secrétaire adjointe | : | MOU-FAT Laëtitia |
| Trésorière | : | PANI Linda |
| Trésorière adjointe | : | THUAU Maimiti |
| Assesseurs | : | MOU-FAT Gabriel URIMA Herman |

ASSOCIATION MORUROA E TATOU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(26 mars 2008)

| | | |
|-----------------------|---|---|
| Président | : | OLDHAM Roland |
| Vice-président | : | PIHAATAE François |
| Coordinateur | : | DOOM John |
| Secrétaire-trésorière | : | LENOIR Heiava |
| Membres | : | ARAKINO Michel CHAN Marius FAARA Gilles PAARUA Jean TAUARO Robert TAAROA Tehau TEURU Pierre MAHAA Xavier |

ASSOCIATION HEIVA TUARO NO PATITIFA*Modification de statuts**Art. 3. — Objet*

L'association a aussi pour objet de prendre en charge les déplacements et/ou l'hébergement d'une délégation sportive de Polynésie française en vue de la préparation des jeux.

Les articles 7, 9 et 14 sont modifiés.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(25 avril 2008)

| | |
|--------------------|------------------------|
| Président | : PROVOST Louis |
| Vice-président | : HUIOUTU Gérard |
| Secrétaire | : MAURIN Titaua |
| Secrétaire adjoint | : LERAMBERT Thierry |
| Trésorier | : LESTRADE Jean-Pierre |
| Trésorier adjoint | : NICOLLIN Pascal |

**COOPERATIVE DU CENTRE DES JEUNES ADOLESCENTS
DE BORA BORA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(16 avril 2008)

| | |
|--------------------|------------------------|
| Présidente | : TAINOA Wanda |
| Vice-président | : HAATI Loic |
| Secrétaire | : TINOMANO Francis |
| Secrétaire adjoint | : MAUAHITI Tiamatahi |
| Trésorier | : TERIIPAI Jean-Pierre |
| Trésorier adjoint | : MATAIHAU Ieremia |

**UNION DES ASSOCIATIONS POUR DES ORGANISATIONS
UNIVERSELLES (UAPOU) TE HEI O TE AO ATA KUA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(10 avril 2008)

| | |
|---------------------|---------------------|
| Président | : TEREINO Tony |
| Vice-président | : IHORAI Ben |
| Secrétaire | : HOKAUPOKO Etienne |
| Secrétaire adjointe | : HIKUTINI Nadia |
| Trésorier | : TEREINO Timona |
| Trésorier adjoint | : HIKUTINI Emilien |
| Assesseur | : RAGUSA Pierrot |

**SYNDICAT TERRITORIAL DES CHEFS D'ETABLISSEMENT
DE L'ENSEIGNEMENT LIBRE (STCEEL)**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(18 juin 2007)

| | |
|-----------------|----------------------------|
| Président | : CHUNGUE Jean-Marie |
| Vice-présidente | : CHAUMEIL Moea |
| Secrétaire | : REYNAU Florina |
| Trésorier | : CHENE Félix |
| Assesseurs | : CHAMPES Bruno |
| | : IENFA-SUBERBIELLE Noëlle |
| | : LIU Séverin |
| | : CRUCHET Rosalie |

ASSOCIATION MOEMOE - TEVAHINEMIRITUA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(12 avril 2008)

| | |
|--------------------------|---------------------|
| Présidente | : TRAMIER Georgette |
| Vice-président | : VAHIRUA Pascal |
| Secrétaire | : TETU Lorna |
| Secrétaire adjointe | : RAVATUA Raiana |
| Trésorier | : VAHINE Stéphane |
| Trésorière adjointe | : TEVERO Angéline |
| Commissaires aux comptes | : FAEHAU John |
| | : VOIRIN Tumono |
| Assesseurs | : VAHIRUA Edgar |
| | : UAUUA Tauraa |

ASSOCIATION ARA HIRI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(28 avril 2008)

| | |
|----------------|---------------------|
| Présidente | : CLARK Isabella |
| Vice-président | : HUUTI Jean-Claude |
| Secrétaire | : MAHINEPEU Winta |
| Trésorière | : HIKUTINI Claudine |
| Assesseurs | : FANIU Agnès |
| | : GUILLOUX Marthe |
| | : TUPANA Mareva |
| | : TUAIRAU Marcel |

ASSOCIATION MAISON FAMILIALE RURALE DE HUAHINE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(15 avril 2008)

| | |
|--------------------|-------------------|
| Président | : MAI Daniel |
| Vice-présidente | : PAIMATA Doris |
| Secrétaire | : BREMOND Hubert |
| Secrétaire adjoint | : HIRO Rémy |
| Trésorière | : APO Diana |
| Trésorier adjoint | : TUIHANI Georges |

ASSOCIATION MAISON FAMILIALE RURALE DE TAHAA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(4 avril 2008)

| | |
|---------------------|-------------------------|
| Président d'honneur | : MAIARI Tetuanui |
| Président | : PUROU Michel |
| Vice-présidente | : FRANÇOIS Marie-Claire |
| Secrétaire | : TEFAATAU Caroline |
| Secrétaire adjoint | : ATGER Jean-Nano |
| Trésorier | : TAUTU Dominique |
| Trésorier adjoint | : TEINAURI Lucien |

COMITE DES SPORTS ET DE JEUNESSE DE UA POU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(11 avril 2008)

| | |
|--------------------|------------------------|
| Président | : HOKAUPOKO Etienne |
| Vice-président | : TEIKIEHUPOKO Sylvain |
| Secrétaire | : BRUNEAU Hugon |
| Secrétaire adjoint | : KOHUMOETINI Absalon |
| Trésorier | : KOHUMOETINI Etienne |
| Trésorier adjoint | : HIRO Gabi |

ASSOCIATION SYNDICALE DES COPROPRIETAIRES DU LOTISSEMENT LES HAUTS DE ATIMA

Modification de statuts (17 mars 2008)

A la suite de la démission de la SAGEP, syndic du lotissement Les hauts de Atima, sis à Mahina, montée du LEP, l'assemblée générale ordinaire des copropriétaires du 17 mars 2008 a désigné le syndic Christian Cantrainne (N° TAHITI : 763821, BP 44486 Fare Tony, 98713 Papeete) comme nouveau gestionnaire dudit lotissement. Il est élu pour 1 an renouvelable et ses fonctions prennent effet à compter du 18 mars 2008.

Le président du conseil syndical est M. Pascal Yu.

COMITE ORGANISATEUR DES EXPOSITIONS ARTISANALES TAHITI I TE RIMA RAU (COEA)

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (26 avril 2008)

Bureau exécutif

| | |
|---------------------|------------------------|
| Présidente | : AVAE Mélia |
| Vice-présidentes | : TAPATOA Marguerite |
| | : ATU Irène |
| Secrétaire | : RUPEA Terii |
| Secrétaire adjointe | : CERFONTAINE Tetuanui |
| Trésorière | : UTIA Ina |
| Trésorière adjointe | : TEFAATAU Philomène |
| Assesseurs | : BIRET Virginie |
| | : BELLAIS Yvonne |

Comité des sages Too Hitu

TAPUTUARAI Betty
TEAVE Ginette
HELME Déborah
COLLET Terii
TAMARII Emma
TEIHOTAATA Tihoti
TANÉPAU Moroura

Membres du conseil d'administration

BOUTEAU Fauura
MAHAA Lila
LI Mahine
TEAVE Angéline
TEARIKI Nathalie
MARAE TEFAU Teatarii
HAMBLIN Mathilde
BARFF Maimiti
WONG Maureen
TETUIRA Annette
RAVEINO Delphine
DEANE Sylvana

COOPERATIVE DES TRAVAILLEURS TAHITIENS

Rectificatif

La présente annonce annule et remplace celle parue au JOPF n° 17 du 24 avril 2008, page 1582.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (14 avril 2008)

Bureau du conseil d'administration

| | |
|---------------------|------------------------|
| Président d'honneur | : CERAN-JERUSALEM |
| | : Jean-Baptiste |
| Président gérant | : CERAN-JERUSALEM Karl |
| Vice-présidentes | : NENA-GATIEN Johanna |
| | : POURRUT Pierrette |
| Secrétaire | : TEHAAMATAI Hanny |
| Secrétaire adjointe | : BOOSIE Ruth |

Commission de contrôle

HAREAPO André
FAIVRE Maurice
CERAN-JERUSALEM Léon

ASSOCIATION DE PETANQUE VAIARII PAPEARI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (4 avril 2008)

| | |
|-------------------------|---------------------|
| Président d'honneur | : TAHUAITU Jonas |
| Président | : AFO Wilfrid |
| Vice-présidente | : TUAIVA Annick |
| Secrétaire | : DURIEZ Wendy |
| Secrétaire adjointe | : AFO Adèle |
| Trésorier | : TERAIEFA Adolphe |
| Trésorière adjointe | : TETOE Tetahei |
| Commissaire aux comptes | : NORMAND Patrick |
| Assesseurs | : TUAIVA Rauana |
| | : TUAIVA Alfred |
| | : PAHEROO Marcelle |
| | : MAITUI Armelle |
| | : LO SHING Maire |
| | : FAANA Vaiana |
| | : BROTHERSON Randal |

ASSOCIATION VAHINE POEHEVA

Modifications de statuts

L'association a aussi pour objet :

- d'organiser des sorties dans les îles et à l'étranger ayant pour but de resserrer les liens familiaux ;
- d'organiser des manifestations à caractère éducatif telles que :
 - a) La création de centres de loisir et de vacances (CLSH, colonie, camp ados, classe de découverte ou classe verte) ;
 - b) Formation BAFA, BAFA.D et BSA ;
 - c) Formation aux premiers secours ;
- de développer les activités d'animation dans les quartiers ou la commune.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (11 avril 2008)

| | |
|--------------------|------------------------|
| Président | : TIMO Gaston |
| Vice-présidente | : TIMO Heiata |
| Secrétaire | : TETAINANUARII Jeanne |
| Secrétaire adjoint | : TAAMINO Silvere |
| Trésorière | : NATUA Layanna |
| Trésorier adjoint | : MARO Milton |
| Assesseurs | : MANUTAHII Siméon |
| | : TAGI Miriama |

ASSOCIATION JEUNESSE ET DEVELOPPEMENT DE REAO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(30 avril 2008)

Président : POLTAVTSEEF Stéphane
Secrétaire : PAHUATINI Joseph
Trésorière : POLTAVTSEEF Tekahu

ASSOCIATION ACTION CULTURE TAHITI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(9 avril 2008)

Président : DIAZ de BEDOYA Jorge
Vice-président : VERNAUDON Nils
Secrétaire : NGO Jérémie
Secrétaire adjointe : MOTTARD Madeleine
Trésorière : VILLIERME Marie-Hélène

ASSOCIATION RAVARU

(Récépissé n° 75 TG du 5 mai 2008)

Extraits de statuts

Il est fondé le 1er octobre 2007, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901, le décret du 16 août 1901 et les textes subséquents dénommée RAVARU.

Elle a pour but l'agriculture, le coprah, la plantation et autres.

Son siège social est fixé à Apataki. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est indéterminée, elle ne prendra fin que lorsque sa dissolution sera votée par une assemblée générale extraordinaire.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente : TUIRA Anna
Secrétaire : TUIRA Jean Nui
Trésorière : TUIRA Virginie
Assesseur : TUIRA Steve

ASSOCIATION DES PROFESSIONNELS DE LA GARE MARITIME

(Récépissé n° 142 SAISLV du 29 avril 2008)

Extraits de statuts

Il est créé le 17 avril 2008 conformément à la loi du 1er juillet 1901 une association dénommée ASSOCIATION DES PROFESSIONNELS DE LA GARE MARITIME.

Elle a pour but de protéger les professionnels de la gare maritime.

Son siège social est fixé à Uturoa, à la gare maritime.

Sa durée est limitée à deux années, sauf prorogation par l'assemblée générale.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président : SIMON Guy
Secrétaire : MONPAS Nick
Trésorière : LEETHAM Lila

ASSOCIATION RAGIERE

(Récépissé n° 3187 DRCL du 5 mai 2008)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION RAGIERE, créée le 8 avril 2008, est régie par la loi de 1901 et a pour objet de mettre en place des activités socio-éducatives et culturelles favorisant l'insertion de jeunes animateurs par le biais de CVL (centre de vacances et de loisirs) et de pouvoir organiser des grandes manifestations (rencontres sportives, etc.).

Son siège social est fixé à Punaauia, au PK 12,400, côté montagne, quartier Nordhoff, servitude n° 3, BP 1056, 98703 Punaauia, Tahiti, vni : 71 66 70.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente : TATARATA Tinaï
Vice-présidente : MOHAU Hélène
Secrétaire : MOHAU Nina
Trésorière : TATARATA Garagi
Commissaire aux comptes : MOHAU Freddy

ASSOCIATION FAMILLE RAI DE NIUHI

(Récépissé n° 3186 DRCL du 5 mai 2008)

Extraits de statuts

Il est constitué le 24 avril 2008 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée FAMILLE RAI DE NIUHI.

Elle a pour but principal de regrouper tous les membres de l'association afin de consolider et de retrouver les liens et degrés de parenté qui les unissent et ainsi se connaître. Elle se fixe comme objectifs :

- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de faire des recherches en biens immobiliers et mobiliers appartenant aux ancêtres ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaire et mairie) ;
- d'organiser si possible des déplacements pour faire aboutir les recherches sus-citées et de rencontrer d'autres parents ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal et corporatif ;
- l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des membres de l'association.

Son siège social est fixé à Paea, PK 23,400, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|---------------------|---------------------|
| Président d'honneur | : RAI Paulo |
| Président | : RAI Romano |
| Vice-président | : RAI Tehina |
| Secrétaire | : RAI Eliana |
| Secrétaire adjointe | : FARAURU Eritapeta |
| Trésorière | : RAI Alexandra |
| Trésorière adjointe | : RAI Clothilde |

ASSOCIATION SPORTIVE TE RIMA HOTU RAU*(Récépissé n° 138 SAISLV du 28 avril 2008)*

Extraits de statuts

Il est fondé le 9 avril 2008 une association sportive dénommée TE RIMA HOTU RAU.

Elle a pour but la pratique des activités physiques et sportives, et en particulier la pratique du football et du volley-ball ainsi que l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre les membres de l'association.

Son siège social est fixé à Parea, Huahine. Il pourra être transféré par simple décision du comité directeur, la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|-------------------------|----------------------|
| Président d'honneur | : TAAROA Billy |
| Président | : HANEREMARAMA Vatea |
| Vice-président | : TEMEHARO Toomay |
| Secrétaire | : PANI Judith |
| Secrétaire adjointe | : TEURURAI Hinanui |
| Trésorière | : PANI Ingrid |
| Trésorière adjointe | : TAUREI Andréa |
| Commissaire aux comptes | : TUFAPAU Jacques |

ASSOCIATION TE UI HOU O TE FENUA ENATA*(Récépissé n° 995 DRCL du 24 avril 2008)*

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION TE UI HOU O TE FENUA ENATA, fondée le 6 avril 2008, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour but la conservation et la promotion des langues marquisiennes. Pour cela, elle se propose :

- de recueillir :
 - des légendes ;
 - des mots du lexique ancien et actuel ;
 - des langues secrètes ;
 - des recettes de la pharmacopée traditionnelle ;
 - des recettes de l'alimentation traditionnelle ;
 - des chants et des danses traditionnels ainsi que de mettre en place toutes formes d'action pouvant œuvrer dans ce sens, étant entendu que langue et culture marquisiennes sont étroitement liées ;
- de faire connaître ce projet sur le site : www.mpi.nl/dobes ;
- d'éditer des ouvrages tels que des livres et dictionnaires trilingue (marquisien, français, anglais), albums de jeunesse, etc.

Elle s'interdit toute discussion ou prise de position à caractère politique ou religieux.

Elle a son siège à Atuona sur l'île de Hiva Oa. Il pourra être déplacé en tout autre lieu sur proposition du bureau et après approbation de l'assemblée générale.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|---------------------|------------------------------|
| Présidente | : TUOHE Tahiahuiani |
| Vice-présidente | : TEKOHUOTETUA Tehoatahiiani |
| Secrétaire | : TETAHIOTUPA Edgar |
| Secrétaire adjointe | : CABLITZ Gabriele |
| Trésorier | : MATAIKI Lucien |

ASSOCIATION SYNDICALE DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE LES ORCHIDEES*(Régularisation)*

Extraits de statuts

La collectivité des copropriétaires est constituée le 22 août 1994 en un syndicat doté de la personnalité civile et régi par la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 ainsi que par le décret n° 67-223 du 17 mars 1967 et ayant pour membres tous les copropriétaires. Il est dénommé SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE LES ORCHIDEES.

Il a pour but :

- la conservation de l'immeuble ;
- l'administration des parties communes ;
- la représentation des intérêts communs des copropriétaires en justice tant en demandant qu'en défendant, même contre certains des copropriétaires ;
- la modification, s'il y a lieu, du présent règlement de copropriété.

Son siège social est fixé à Papeete, quartier de la Mission, lieudit Putiario.

Le syndicat prend naissance dès qu'il existe au moins deux propriétaires différents. Il continue d'exister tant que l'immeuble sera divisé en fractions appartenant à des copropriétaires différents. Il prend fin quand la totalité de l'immeuble vient à appartenir à une seule personne.

Le syndic est M. Christian Cantrainne.

ASSOCIATION TEAM MANU*(Récépissé n° 80 TG du 7 mai 2008)*

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION TEAM MANU, créée le 24 mars 2008, a pour but le Noël et la découverte de Tahiti (voyages) en faveur des enfants du village de Hikitage, Amanu.

Son siège est fixé à Amanu, côté passe, chez Mme Mareta Guifford. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration. Cependant, cette décision devra être entérinée par l'assemblée générale.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|-----------------|-------------------|
| Présidente | : GUIFFORD Mareta |
| Vice-présidente | : FULLER Hiriata |
| Secrétaire | : ARITAI Vaite |
| Trésorière | : TEGARIPA Vanina |

ASSOCIATION TE TAMA O TE HERE

(Récépissé n° 117 SAISLV du 16 avril 2008)

Extraits de statuts

Il est fondé le 13 avril 2008, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 dénommée TE TAMA O TE HERE.

Elle a pour but :

- de venir en aide aux plus démunis ;
- de sensibiliser la population à la nécessité de programmes politiques et sociaux ;
- d'assurer l'équité dans l'accès aux actions de promotion de la solidarité afin que ces familles soient comme les autres.

Son siège est fixé à Hamoa, Avera, Taputapuatea (Raiatea). Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | | |
|---------------------|---|---------------------|
| Présidente | : | VARNEY Manuela |
| Vice-président | : | TCHIN PIOUS Bernard |
| Secrétaire | : | VARNEY Johnny |
| Secrétaire adjointe | : | TEROOATEA Julia |
| Trésorière | : | TAUTOO Emma |
| Trésorier adjoint | : | TERIITAOHIA Taria |

ASSOCIATION TAHITI PASSION

(Récépissé n° 3202 DRCL du 7 mai 2008)

Extraits de statuts

Il a été créé le 9 avril 2008 une association dénommée TAHITI PASSION.

Elle a pour objet :

- d'encourager la production et la vente de produits et services polynésiens vers l'extérieur ;
- de participer à la promotion des produits polynésiens sur les marchés nationaux et internationaux par le biais d'organisation de foires et salons nationaux et internationaux ;
- de représenter la Polynésie à l'occasion de manifestations commerciales extérieures ;
- d'organiser la participation de ses membres à la foire internationale de Marseille.

L'association s'interdit toute prise de position ou d'ingérence dans le domaine religieux et politique.

Son siège est fixé à Maharepa, Moorea. Il peut être déplacé dans la limite du pays sur décision du bureau. Dans ce cas, le transfert doit être soumis à la plus proche assemblée réunie en assemblée générale ordinaire pour approbation.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | | |
|------------|---|---------------------|
| Président | : | HOUOT Etienne |
| Secrétaire | : | TAMATA Hilton |
| Trésorière | : | DEVENDEVILLE Tamara |

LOTO NATIONAL

LOTO NATIONAL N° 37

Premier tirage du mercredi 7 mai 2008 :

25 37 43 45 46 47

Numéro complémentaire : **9**

| | NOMBRE de grilles gagnantes | RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP) |
|--|-----------------------------------|---|
| 6 bons numéros..... | 0 | 0 |
| 5 bons numéros et numéro complémentaire..... | 3 | 3 528 245 |
| 5 bons numéros..... | 280 | 133 532 |
| 4 bons numéros et numéro complémentaire..... | 655 | 4 630 |
| 4 bons numéros..... | 20 326 | 2 315 |
| 3 bons numéros et numéro complémentaire..... | 21 974 | 1 264 |
| 3 bons numéros..... | 285 683 | 632 |

Deuxième tirage du mercredi 7 mai 2008 :

3 12 14 21 24 35

Numéro complémentaire : **41**

| | NOMBRE de grilles gagnantes | RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP) |
|--|-----------------------------------|---|
| 6 bons numéros..... | 1 | 477 326 968 |
| 5 bons numéros et numéro complémentaire..... | 4 | 2 670 059 |
| 5 bons numéros..... | 382 | 99 093 |
| 4 bons numéros et numéro complémentaire..... | 756 | 4 486 |
| 4 bons numéros..... | 20 805 | 2 243 |
| 3 bons numéros et numéro complémentaire..... | 20 308 | 476 |
| 3 bons numéros..... | 379 094 | 238 |

Joker + : 2 398 145

LOTO NATIONAL N° 38

Premier tirage du samedi 10 mai 2008 :

14 15 17 23 35 42

Numéro complémentaire : **16**

| | NOMBRE de grilles gagnantes | RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP) |
|--|-----------------------------------|---|
| 6 bons numéros..... | 0 | 0 |
| 5 bons numéros et numéro complémentaire..... | 12 | 854 618 |
| 5 bons numéros..... | 244 | 143 448 |
| 4 bons numéros et numéro complémentaire..... | 521 | 6 108 |
| 4 bons numéros..... | 14 328 | 3 054 |
| 3 bons numéros et numéro complémentaire..... | 19 826 | 1 216 |
| 3 bons numéros..... | 279 001 | 608 |

Deuxième tirage du samedi 10 mai 2008 :

7 20 21 34 40 47

Numéro complémentaire : **28**

| | NOMBRE de grilles gagnantes | RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP) |
|--|-----------------------------------|---|
| 6 bons numéros..... | 0 | 0 |
| 5 bons numéros et numéro complémentaire..... | 9 | 1 137 983 |
| 5 bons numéros..... | 244 | 143 448 |
| 4 bons numéros et numéro complémentaire..... | 640 | 6 420 |
| 4 bons numéros..... | 13 342 | 3 210 |
| 3 bons numéros et numéro complémentaire..... | 19 057 | 596 |
| 3 bons numéros..... | 272 466 | 298 |

Joker + : 8 013 841

AVIS RELATIF AU DEUXIEME TIRAGE DU LOTO N° 42 DU SAMEDI 24 MAI 2008

Il sera attribué à l'ensemble des gagnants de premier rang du deuxième tirage du Loto n° 42 du samedi 24 mai 2008 un gain total minimum de 7 000 000 euros, soit 835 322 195 F CFP appelé Super cagnotte, net du prélèvement légal.

Les sommes éventuellement nécessaires à cet effet seront prélevées pour leur montant brut du prélèvement légal sur le fonds de report et de réserve, en application de l'article 9 du règlement Loto et Super Loto.

Fait à Paris, le 15 avril 2008.

*Le président-directeur général
de La Française des Jeux,
Christophe BLANCHARD-DIGNAC.*

*Le président
de La Pacifique des Jeux,
Pierre BRUNEAU.*

KENO

Lundi 5 mai 2008

1er tirage

Jackpot : 3 21 44 88 — Joker + : 8 637 017

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 1 | 5 | 9 | 14 | 16 | 21 | 23 | 24 | 26 | 30 |
| 36 | 37 | 44 | 55 | 56 | 57 | 64 | 65 | 68 | 69 |

Multiplicateur : x 1

2e tirage

Jackpot : 3 00 70 63 — Joker + : 2 046 738

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 8 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 22 | 23 | 24 |
| 27 | 33 | 34 | 35 | 37 | 38 | 40 | 42 | 43 | 66 |

Multiplicateur : x 2

Mardi 6 mai 2008

1er tirage

Jackpot : 5 39 40 43 — Joker + : 4 219 021

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 1 | 11 | 17 | 19 | 27 | 28 | 29 | 30 | 35 | 40 |
| 45 | 49 | 50 | 51 | 53 | 57 | 59 | 63 | 66 | 70 |

Multiplicateur : x 1

2e tirage

Jackpot : 2 28 27 91 — Joker + : 1 885 990

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 3 | 6 | 11 | 21 | 25 | 27 | 29 | 34 | 35 | 39 |
| 43 | 50 | 54 | 55 | 56 | 58 | 59 | 62 | 63 | 68 |

Multiplicateur : x 1

Mercredi 7 mai 2008

1er tirage

Jackpot : 4 88 81 39 — Joker + : 6 112 306

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 4 | 6 | 12 | 15 | 17 | 18 | 21 | 24 | 25 | 29 |
| 31 | 40 | 41 | 47 | 49 | 54 | 59 | 61 | 66 | 70 |

Multiplicateur : x 1

2e tirage

Jackpot : 5 30 80 57 — Joker + : 2 398 145

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 1 | 2 | 3 | 10 | 11 | 12 | 19 | 20 | 22 | 23 |
| 24 | 26 | 33 | 42 | 43 | 45 | 60 | 64 | 65 | 67 |

Multiplicateur : x 3

Jeudi 8 mai 2008

1er tirage

Jackpot : 6 69 34 66 — Joker + : 9 016 256

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 1 | 3 | 7 | 8 | 11 | 15 | 16 | 17 | 20 | 24 |
| 26 | 27 | 35 | 49 | 55 | 57 | 65 | 67 | 69 | 70 |

Multiplicateur : x 2

2e tirage

Jackpot : 9 94 09 95 — Joker + : 4 076 758

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 2 | 5 | 7 | 9 | 10 | 15 | 17 | 19 | 28 | 29 |
| 30 | 38 | 40 | 41 | 47 | 50 | 53 | 57 | 61 | 66 |

Multiplicateur : x 1

Vendredi 9 mai 2008

1er tirage

Jackpot : 2 41 81 34 — Joker + : 0 686 023

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 3 | 6 | 8 | 10 | 12 | 21 | 30 | 38 | 40 | 43 |
| 44 | 47 | 50 | 58 | 59 | 62 | 63 | 64 | 69 | 70 |

Multiplicateur : x 3

2e tirage

Jackpot : 0 99 19 28 — Joker + : 2 963 904

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 1 | 2 | 3 | 5 | 9 | 10 | 11 | 18 | 20 | 22 |
| 24 | 25 | 31 | 39 | 41 | 49 | 51 | 52 | 53 | 67 |

Multiplicateur : x 4

Samedi 10 mai 2008

1er tirage

Jackpot : 2 58 58 55 — Joker + : 2 784 443

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 3 | 10 | 15 | 18 | 25 | 30 | 31 | 33 | 34 | 35 |
| 38 | 42 | 43 | 46 | 49 | 53 | 57 | 59 | 62 | 63 |

Multiplicateur : x 5

2e tirage

Jackpot : 3 39 87 11 — Joker + : 8 013 841

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 1 | 2 | 6 | 9 | 11 | 12 | 16 | 21 | 27 | 32 |
| 36 | 39 | 45 | 46 | 47 | 58 | 59 | 60 | 62 | 63 |

Multiplicateur : x 1

Dimanche 11 mai 2008

1er tirage

Jackpot : 2 34 42 10 — Joker + : 5 087 834

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 1 | 9 | 14 | 16 | 17 | 20 | 26 | 33 | 40 | 43 |
| 46 | 47 | 49 | 52 | 55 | 56 | 58 | 63 | 64 | 70 |

Multiplicateur : x 2

2e tirage

Jackpot : 1 87 00 03 — Joker + : 3 375 280

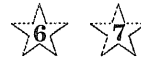
| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 12 | 21 | 25 | 26 | 28 |
| 30 | 38 | 40 | 42 | 44 | 54 | 55 | 56 | 65 | 68 |

Multiplicateur : x 3

EURO MILLIONS

Vendredi 9 mai 2008 - N° 19

8 9 40 42 45



| Bons numéros | Bonnes étoiles | Nombre de gagnants en France | Nombre de gagnants en Europe | Gains (pour 250 F CFP) |
|--------------|----------------|------------------------------|------------------------------|------------------------|
| 5 + | ☆ ☆ | 0 | 0 | 0 |
| 5 + | ☆ | 1 | 7 | 52 564 964 |
| 5 | | 1 | 6 | 17 403 257 |
| 4 + | ☆ ☆ | 12 | 70 | 1 065 501 |
| 4 + | ☆ | 237 | 1 123 | 44 272 |
| 4 | | 413 | 1 786 | 19 486 |
| 3 + | ☆ ☆ | 827 | 3 765 | 13 198 |
| 3 + | ☆ | 13 833 | 61 366 | 4 128 |
| 2 + | ☆ ☆ | 13 556 | 60 817 | 3 591 |
| 3 | | 21 319 | 92 395 | 2 517 |
| 1 + | ☆ ☆ | 76 783 | 336 750 | 1 479 |
| 2 + | ☆ | 240 850 | 1 049 034 | 1 133 |

Joker + : 2 963 904